

Université de Montréal

UNE URBANISATION DE CORPS ET D'ESPRIT.

SÉCURITÉ, CIVILISATION ET RENDEMENT DANS UNE FAVELA DE RIO DE JANEIRO

par

Hugo Collin-Desrosiers

Département d'anthropologie

Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures et postdoctorales en vue de
l'obtention du grade de maîtrise scientifique (MSc.) en anthropologie

Juin 2010

©HUGO COLLIN-DESROSIERS, 2010

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé
Une urbanisation de corps et d'esprit.
Sécurité, civilisation et rendement dans une favela de Rio de Janeiro

présenté par
Hugo Collin-Desrosiers

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

.....
Bernard Bernier, président-rapporteur

.....
Annette Leibing, directrice de recherche

.....
Jorge Pantaleon, co-directeur

.....
Mariella Pandolfi, membre du jury

RÉSUMÉ

Ce mémoire interroge l'histoire, l'articulation pratique et les effets de ce que l'on appelle actuellement au Brésil «l'urbanisation intégratrice», un type d'intervention étatique dans les favelas (bidonvilles) de Rio de Janeiro. Il s'agit d'une énième tentative de régler le «problème de la favela», consistant en l'urbanisation de son territoire (insertion d'infrastructure publique, consolidation du cadre bâti) et la légalisation de son statut et de ses pratiques (octroi de droits de propriété foncière et insertion de réglementation publique). Officiellement, c'est une manière de mettre fin à l'exclusion dont les populations *faveladas* sont victimes depuis l'apparition des favelas à Rio.

L'analyse est faite à partir de l'étude du *PAC-Favelas*, un programme du gouvernement fédéral lancé en 2008, et son application dans la favela Rocinha. Il est proposé de considérer l'urbanisation intégratrice en tant que dispositif sécuritaire ou biopolitique, c'est-à-dire en tant qu'appareil de gouvernement de la population locale. À travers le projet, on planifie de formaliser les conduites, d'accroître la circulation des ressources, de transformer les perceptions des résidents, de contenir les excès et les risques associés à la favela et de tendre vers la prise en charge entièrement planifiée – en un mot, d'assurer le passage vers l'intervention permanente.

Concrètement, cela revient pour l'État à procéder à une sélection, par des moyens légitimés ou indirects (le plan, la loi, le marché), des individus et des pratiques désormais admissibles sur le territoire. L'espace se raréfie, le contrôle augmente et les prix montent : ne peut demeurer que celui qui a déjà atteint un certain niveau de stabilité, reléguant les plus précaires à devoir progressivement quitter le territoire. Urbaniser la Rocinha, c'est un peu forcer son embourgeoisement en la rendant enfin sécurisée, civilisée et rentable.

Mots-clés : favelas; urbanisation; intégration; État brésilien; sécurité; embourgeoisement

ABSTRACT

This thesis addresses the history, *modus operandi* and effects of what is currently called in Brazil “integrative urbanization”, a type of state intervention in Rio de Janeiro’s *favelas* (slums). It is the most recent attempt to solve the already ancient “problem of the *favela*”. Its main aims are technical and legal upgrading: new public infrastructure, consolidation of existing buildings, granting of land rights for dwellers, and enforcement of public regulations. It is officially presented as an asserted way of ending the exclusion that plagued *favela*-dwellers for the last century.

The analysis is based on an ethnographical account of the *PAC-Favelas*, a state-funded program launched in 2008 and implemented in the *Rocinha favela*. It is argued that integrative urbanization constitutes a form of security apparatus, thus aimed at governing the conduct of the *favela* population. Its main objectives are the formalization of practices, enhancement of resources circulation, alteration of residents’ perceptions, limitation of the *favela*’s risks and excesses, and planning of future interventions.

Practically speaking, it means for the State to proceed in a legitimated and indirect selection (following technical, legal or economic logics) of the now-acceptable individuals and practices on the urbanized territory. Available space grows scarcer; control is enhanced and living costs skyrocket. While partially profiting the established members of the community, it seems to destabilize newcomers, marginal and less fortunate ones, progressively pressuring them into quitting the *favela*. To urbanize *Rocinha* is a way to force its gentrification, in order to make it more secure, civilized and profitable.

Keywords: favelas; urbanization; integration; Brazilian State; security; gentrification

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes et termes locaux.....	1
Remerciements.....	2
Introduction. Pygmalion dans le bidonville.....	3
1. Précisions théoriques et conceptuelles.....	10
a. Généalogie, discours, intervention.....	10
b. Dispositif, gouvernement, sécurité, (néo)libéralisme.....	15
c. Les sujets et le pouvoir. Lutttes, tactiques, inégalités.....	25
2. Pour une ethnographie de la saturation. Considérations de méthode.....	32
a. Rocinha, cas-limite. Une favela consolidée, organisée, étudiée... intégrée?.....	33
b. Du terrain miné à l'inutilité de la recherche. Un parcours ethnographique.....	38
<i>Avant l'entrée : craintes et sentiers alternatifs.....</i>	<i>41</i>
<i>Sur le terrain. Chocs, troubles, éparpillements, angoisses... réussite?.....</i>	<i>44</i>
<i>Trois vignettes : l'hyper-étudié.....</i>	<i>49</i>
Conclusion. Le terrain à l'ombre et l'irrésistible ligne de fuite.....	55
3. État, favelas, interventions. Une généalogie de «l'urbanisation qui intègre»....	57
a. Fondements et récurrences : une présentation.....	58
b. Balbutiements (1900-1940) : la jeune république, morale et épidémiologie.....	61
c. Cristallisation (1940-1980) : autoritarismes, politique et culture.....	65
d. Explosion (1980-2010) : démocratie libérale, sécurité et intégration.....	71
e. Analyse et effets prescriptifs.....	76
<i>Unité et spécificité.....</i>	<i>76</i>
<i>Ontologie et écologie confuse.....</i>	<i>77</i>
<i>Un problème intrinsèque, vue de l'extérieur et exigeant l'intervention.....</i>	<i>78</i>
4. Civiliser le rentable et contenir les excès. Rationalités et intervention dans le PAC-Rocinha	80
a. Encadrement et formation. De la favela en friche aux standards efficaces.....	82
b. Circulation et productivité. De la «ville médiévale» au marché accessible.....	87
c. Cosmétique, perceptions et attitudes. De l'anomie à l'appartenance.....	90
d. Contention et gestion des risques. La favela affiche complet.....	94
e. <i>Of Time, the State and the City</i> . Du rejet à l'intervention permanente.....	98
Conclusion. Sécuritaire, urbain et intégré?.....	101

5. Mécanique de la sélection. Le PAC-Rocinha comme dispositif de sécurité.....	104
a. Le plan, la loi, l'information. Expertises et application du PAC-Rocinha.....	105
<i>Le PAC-Technique.....</i>	<i>106</i>
<i>Le PAC-Légal.....</i>	<i>108</i>
<i>Le PAC-Social.....</i>	<i>109</i>
b. Ce qui se construit sur le «chantier social».....	110
<i>L'objet-Rocinha, le consentement, la parole et l'expertise.....</i>	<i>111</i>
<i>Participation, règlements, gouvernement, conduites.....</i>	<i>116</i>
<i>Participants volontaires : entre l'hyper-bénéficiaire et le délaissé héroïque....</i>	<i>117</i>
<i>La machine qui grince? Conflits et application du dispositif.....</i>	<i>122</i>
c. Au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valide. Les désappropriations et le dispositif en marche.....	123
 Conclusion. Vers un éloge du décloisonnement.....	 133
 Bibliographie.....	 138
 Annexe : extraits originaux en portugais.....	 146

ACRONYMES ET AUTRES TERMES LOCAUX.

ADA (Amigos dos Amigos): *Les amis des amis, seconde faction de trafic à Rio.*

AM (Associação de Moradores) : *Association de résidents.*

AMASCO (Associação de Moradores e Amigos de São Conrado): *Association des résidents et amis de São Conrado.*

Asfalto: *Asphalte, quartiers formels de Rio.*

Baile (Funk): *Bals funk populaires dans les favelas*

BNH (Banco Nacional de Habitação): *Banque nationale de l'habitation, années 1960.*

Carioca: *habitant de Rio.*

Cidade Maravilhosa: *la «Cité merveilleuse», surnom de Rio de Janeiro.*

Comunidade: *terme édulcoré très en vogue pour désigner les favelas.*

COHAB (Compania Habitacional Regional) : *Compagnie d'habitation régionale.*

CV (Commando Vermelho): *Commando Rouge, première faction de trafic de drogues à Rio.*

Ecolimites : *Éco-limite, le nom pour les murs d'encerclement des favelas.*

EMOP (Empresa de Obras Publicas do Rio de Janeiro): *Entreprise de travaux publics de Rio de Janeiro.*

FB (Favela-Bairro): *Favela-Quartier, premier grand projet d'urbanisation des bidonvilles de Rio, amorcé au cours des années 1990.*

Gíria : *argot brésilien.*

Gringo : *étranger.*

Morro: *colline, souvent équivalent de favela.*

Mulheres da Paz : *Femmes de la paix, programme national de formation de polices de proximité féminines dans les favelas.*

ONG: *Organisation non-gouvernementale.*

PAC (Programma de Aceleração do Crescimento): *Programme d'accélération de croissance.*

Playboy: *un jeune de bonne famille, de l'asfalto, tel que vu par les favelados.*

PRONASCI (Programa Nacional de Segurança Publica com Cidadania) : *Programme national de sécurité publique et de citoyenneté*

PUC-Rio (Pontifical Universidade Catolica): *Université pontificale catholique de Rio.*

TCP (Tercero Commando Puro): *Troisième commando pur, troisième faction trafiquante de Rio.*

UPMMR (Uniao Pro-Melhoramento dos moradores da Rocinha): *Union pro-améliorations des résidents dela Rocinha, la plus grande AM locale.*

Zona Norte: *zone Nord de Rio, majoritairement prolétaire et assez pauvre.*

Zona Sul: *zone Sud de Rio, celle des quartiers affluents et touristiques, où se situe la Rocinha.*

REMERCIEMENTS.

Ce mémoire a failli, cent fois au moins, ne jamais voir le jour. Le trajet a été difficile, aride. Sans les nombreuses personnes ayant directement ou indirectement aidé à le voir aboutir, il ne serait probablement pas la moitié de ce qu'il est aujourd'hui.

Merci à ma directrice, Annette, sans qui rien n'aurait été possible. Merci à Jorge, pour sa codirection attentive mais jamais contraignante. Merci à mes relecteurs, Julien Simard, Erell Hubert, Marie-Claude Haince, Chowra Makaremi, pour leur œil de lynx, leur patience et leur dévouement. Je dois un grand nombre de mes assises théoriques à la grande sagesse des divers professeurs du département d'anthropologie de l'Université de Montréal, notamment Bernard Bernier, Karine Bates et Mariella Pandolfi. À Rio, Luiz M. da Silva, Mariana Cavalcanti et Fernando Rabossi m'ont prodigué de nombreux et judicieux conseils qui ont su orienter mon approche et ma collecte de données. Sans l'aide d'*Urban-Data* et de ses responsables, de l'*Observatorio das Favelas* et ses bénévoles et de l'*Instituto Dois Irmãos*, rien dans ma recherche n'aurait pu atteindre ce niveau de profondeur. Et un petit clin d'œil à Michel F., qui rigole bien dans sa tombe. Il m'a offert le filtre par lequel envisager mon objet d'étude.

Un immense merci aux résidents et amis de la Rocinha qui m'ont fait connaître le monde qui est le leur, et plus particulièrement Paul, Gabe, Moises, Luciano, Alex, Ana Paula, Socco, Dani, Daniel et Leo. Les membres, responsables et participants du *PAC-Rocinha* m'ont gratifié de leur patience et leur expertise. Merci donc à Marat, Tais, Pécé, Martins, Chica et José. Je tiens aussi à saluer mes amis de l'*asfalto*, premières références pour naviguer dans la *cidade maravilhosa* et ses multiples contradictions : Laura, João, Marcos, Renata, Lilian, Nadir, Leo, Michel et Thomas. Merci à tous mes amis de Montréal, mais encore plus à ceux qui ont personnellement souffert ma monomanie et mes petites angoisses des deux dernières années : Nico, Ju, Régine, Anouk, Marie, Claudine, Dan, Marilyn. S'il faut remercier tout le monde, alors le Parc Maisonneuve, mes skis et mon vélo doivent être du nombre, sans qui mes interminables réflexions n'auraient jamais pu aboutir au cours des longs mois de rédaction. Merci aussi pour le soutien de ma mère, mon père et mon grand-père tout au long de l'épreuve.

Tout ceci nous mène au plus important. Sans Camille, point de vie. Merci, ma Chamille, le phare au milieu de la tempête. C'est à toi, davantage qu'à quiconque, que je dois d'en être venu à bout. Ce mémoire t'est dédié.

INTRODUCTION. *PYGMALION* DANS LE BIDONVILLE.

Il y a un point de départ, un centre névralgique, et une destination cachée.

Au départ, il y avait cette curiosité pour les effets de l'abondance. Au cœur, il y a cette fascination pour un quasi consensus : il est possible de réformer radicalement le social par le biais du technique et du légal, de mettre fin aux inégalités en s'attaquant au désordre qui les maintient. Et derrière, une profonde perplexité devant la proclamation des ruptures, le sens des interventions humanitaires et les effets de l'expertise. Ce mémoire traite un peu de tout cela.

Cette abondance dont je parle n'est pas matérielle mais discursive. Les *favelas* de Rio de Janeiro, ces *constructions informelles sur des terrains d'occupation illégale par les segments les plus pauvres et les plus déviants de la société brésilienne*¹, font partie de ces objets sur lesquels il s'est tellement dit de choses que le regard que l'on peut y porter s'en trouve aujourd'hui alourdi - obstrué, presque (McCann, 2006). Valladares, sociologue brésilienne spécialiste du sujet, consacre justement son dernier ouvrage, *La favela d'un siècle à l'autre* (2006), à cerner les contours de cette «favela imaginée», celle des commentateurs et chercheurs, ayant progressivement pris la place, dans le discours public, de ces favelas véritables abritant près de 20%² de la population de la ville (Armazem de Dados, 2002). Passe rarement plus d'une journée sans qu'un *morro*³ ou un autre ne fasse les manchettes. Chaque année, plusieurs dizaines d'ouvrages scientifiques s'y consacrent. Chaque mandat gouvernemental est marqué de nouvelles tentatives de venir à bout des innombrables problèmes que la favela pose, de la

¹ Cette formulation est la mienne, mais retient les éléments incontournables de sa définition courante au Brésil. Voir chapitre 3 (*infra*) pour des détails (bibliographiques et analytiques) à ce sujet.

² Évidemment, le calcul est assez flou, considérant les problèmes de définition de ce qui constitue une favela, les difficultés de collecte de données dans ces milieux, mais aussi le caractère extrêmement changeant des dynamiques démographiques dans ces secteurs souvent précaires. Au recensement de 2000, la population vivant dans les «secteurs sous-normaux» (setores subnormais), le terme administratif pour désigner l'ensemble des zones 'informelles' incluant les favelas, était de 1 092 783 habitants, soit 18,6% de la population de la municipalité. Ceci n'inclut bien sûr pas le nombre, tout aussi sinon plus élevé, de favelados vivant dans les banlieues et périphéries qui constituent le grand Rio (selon http://portalgeo.rio.rj.gov.br/estudoscariocas/download/2403_Evolu%C3%A7%C3%A3o%20da%20popul%C3%A7%C3%A3o%20de%20favelas%20na%20cidade%20do%20Rio%20de%20Janeiro.pdf, consulté le 2 mai 2010).

³ Littéralement, colline. Un mot qui se substitue souvent à celui de favela, mais qui ne décrit que les favelas les plus visibles et connues, celles occupant les flancs de montagne avoisinants les quartiers plus affluents de la ville.

criminalité qui l'accable à la faiblesse de ses infrastructures. Cette prolifération est un des matériaux fondamentaux de la réflexion que je propose ici. Elle informe ma volonté de mettre au jour les liens entre manières de concevoir la favela et manières d'y agir, entre leurs formes actuelles et celles qui les précèdent.

Pour aller au bout de cette logique, j'ai choisi d'établir mon ethnographie au point de convergence de l'intervention et de la couverture médiatique, la très célèbre Rocinha⁴, située à quelques pas des quartiers les plus affluents de la ville, dans la riche et touristique *zona sul*. C'est justement son statut iconique – la favela carte-postale par excellence, la plus grande, la plus consolidée et la plus étudiée – qui a motivé mon choix. Se pouvait-il que les recherches et les actions gouvernementales accumulées, en plus d'orienter les réflexions et interventions subséquentes, aient aussi laissé une marque sur leur objet? J'ai posé l'hypothèse que cette saturation servirait justement de révélateur des tendances, des contradictions et des effets inhérents à ces rationalités et ces modes opératoires dont je cherche ici à révéler la teneur.

Mais la Rocinha et la polyphonie au sujet des bidonvilles cariocas⁵ ne sont que les fondements contextuels au travail analytique que j'entreprends ici. La notion centrale, celle que j'ai voulu fouiller et dénaturiser ici pour en comprendre les implications et les potentialités, c'est cette idée, commune depuis une vingtaine d'années, *que la favela, illégale, informelle, pauvre et déviante, peut être sortie de son exclusion par l'urbanisation de son cadre bâti et la légalisation de son statut* (voir Cavalcanti, 2007; Burgos, 2005; Silva, 2002). Quel est donc le sens spécifique à donner à cette «urbanisation qui intègre»? Quel intérêt à proclamer la nouveauté de l'approche, sa coupure radicale d'avec celles qui la précèdent⁶? Par quoi passe cette «urbanisation»? Qui sont donc ces gens que l'on cherche à intégrer et comment explique-t-on qu'ils soient demeurés exclus si longtemps? Intégrés à quoi? Comment en est-on venu à supposer qu'un travail sur le matériel ait des effets directs sur le social? Toutes ces questions m'ont apparu nécessiter un certain éclaircissement.

⁴ Une description détaillée de la Rocinha et de son statut presque surdéterminé est proposée en début de second chapitre.

⁵ Carioca : résident de la ville de Rio de Janeiro.

⁶ L'urbanisation intégratrice est en effet généralement présentée comme en rupture radicale d'avec les méthodes d'intervention qui l'ont précédé. Elle reconnaît, respecte et intègre le lieu et les gens qu'elle souhaite transformer là où les interventions passées entretenaient le mépris et le rejet de la favela (entretien avec M., gérant du *PAC-Social* de Rocinha, 3 juillet 2010).

Depuis mars 2008, en effet, un projet du gouvernement fédéral propose de constituer une nouvelle réalité⁷ dans la Rocinha, de lui donner les caractéristiques d'un vrai quartier dont elle ne porte pour l'instant que le nom⁸. Il s'agit du *PAC-Rocinha*, dont les mandats sont de «planifier et implanter les politiques publiques de manière intégrée, exécuter des travaux d'urbanisation et développer socialement et économiquement [cette zone] de Rio de Janeiro considérée comme étant socialement à risque»⁹. J'ai cherché à faire l'ethnographie critique d'une telle proposition. La chose appelle un découpage plus spécifique : (1) comment en est-on arrivé là (à penser la favela et le rôle que devrait y tenir l'État de la sorte)? (2) Comment la logique de l'intervention s'articule-t-elle (entre formulation d'un problème et élaboration d'une solution que l'on lui juge adaptée)? (3) Comment est-elle implantée et, dans la mesure de l'ethnographiquement visible, que produit la rencontre du milieu avec le projet de sa prise en charge? Ce sont les questions auxquelles je cherche à répondre.

Bien sûr, l'ethnographie n'est pas la destination finale. Car à parler de favela consolidée, d'urbanisation intégratrice et de participation citoyenne, c'est à une série de considérations plus profondes auxquelles on s'attaque. La première concerne les inégalités sociales. Le Brésil est internationalement reconnu pour la profondeur de ses clivages socioéconomiques, la distance (symbolique et matérielle, mais pas géographique) qui sépare ses élites de ses subalternes et les multiples traces contemporaines de son héritage esclavagiste (voir Da Matta, 1991; Goldstein, 2003; Sheriff, 2001; Costa-Vargas, 2004; Scheper-Hughes, 1993). La favela, en tant que lieu supposé de relégation de la grande pauvreté urbaine, apparaît ainsi comme l'espace par excellence d'évaluation des facteurs de maintien ou d'effacement des inégalités sociales. Dans quelle mesure la technicisation d'un milieu et la professionnalisation de sa population affectent-elles leurs positions socioéconomique et politique? Assiste-t-on

⁷ C'était le titre du projet préliminaire présenté au concours national ayant mené au PAC-Rocinha : «Rocinha, uma nova realidade» (Rocinha, une nouvelle réalité).

⁸ La plupart des favelas, du fait de leur occupation d'un territoire sans autorisation, ne sont pas officiellement reconnues, cartographiées et desservies par la municipalité. Cependant, certaines favelas ont obtenu, à partir des années 1990, le statut de *zone spéciale d'intérêt social* (ZEIS), ce qui revient à les instituer en tant que quartiers (ayant droit aux services et possédant des adresses officielles, mais gérées différemment que les quartiers «formels», et dont les taxes et impôts ne sont collectés que de manière fragmentaire). La Rocinha a obtenu un tel statut en 1994 (Klintowitz, 2008 : 74).

⁹ Tiré de la présentation Powerpoint du *Programa de Urbanização de Favelas/PAC* (www.ensp.fiocruz.br/biblioteca/dados/txt_443311026.ppt)

à un déplacement, un camouflage, un renforcement, une dislocation des contextes et des mécanismes de maintien des inégalités qui caractérisent si notoirement le pays? C'est une première considération dont les réponses à donner sont beaucoup moins claires qu'on ne pourrait le souhaiter.

Autre considération liminaire : à réfléchir diachroniquement pour saisir l'état actuel des lieux, on se trouve un peu, par défaut, à contribuer à définir la nature et la portée du changement culturel et social. Par quels facteurs et avec quelle intensité la société brésilienne en vient-elle à se transformer? Peut-on réellement prendre au mot la proclamation de rupture qui accompagne l'instauration de projets d'urbanisation qui intègre? Si les intérêts et les moyens varient au cours du temps, viennent-ils altérer les conceptions profondes et, par là même, la manière dont les actions se posent et affectent les contextes concrets?

Enfin, il existe deux points, moins localisés et pourtant très précis, auxquels ce mémoire s'adresse. Depuis 25 ans, le Brésil est dans une posture nouvelle, mais pourtant pas unique. Après un régime colonial puissant et durable, une jeune démocratie élitiste et oligarchique et près de trente ans de dictature militaire, le pays s'attèle ces années-ci à réformer son organisation sociale et politique tout en poursuivant l'inévitable quête d'une fortification économique. Il m'intéresse ici de réfléchir à la manière dont s'entrecroisent, s'opposent ou se complètent les impératifs d'égalisation de la société et ceux de production de richesses. Plus conceptuellement, il s'agit ici d'un questionnement de fond sur les méthodes et les effets combinés de logiques de démocratisation et de croissance néolibérale. En dernière analyse – et c'est là la destination finale -, il nous faudra réfléchir à ce que la prise en charge telle qu'elle se fait à la Rocinha nous dit sur les obsessions sécuritaires (c'est-à-dire conservatrices, au sens premier du terme) et légitimatrices (c'est-à-dire naturalisantes) qui semblent, pour plusieurs, constituer le noyau dur des grandes tendances politiques du monde contemporain (voir Duffield, 2005; Comaroff, 2006; Abélès, 2006). En somme, je propose ici l'étude des politiques urbaines comme véhicule pour une analyse du changement social, de la production/abolition des inégalités, de l'intersection des impératifs libéraux et démocratiques, et de l'importance de l'ordre et de la transparence dans nos sociétés contemporaines.

L'urbanisation qui intègre, loin d'une rupture radicale dans la logique et le mode opératoire privilégié de l'intervention étatique dans les favelas, semble au contraire constituer une version reconfigurée, plus précise et plus subtile, des pratiques similaires qui l'ont précédée depuis le début du XXe siècle. En cela, ses principes de fonctionnement et les conceptions qui la sous-tendent restent presque inaltérés.

La favela, c'est l'hypothèse, a été et demeure pour les élites politiques et économiques de Rio l'incarnation d'une altérité sauvage et incontrôlable qui menace d'infiltrer l'ordre de la société formelle et de le subvertir. La favela, qu'elle soit informelle, illégale, déviante ou indigente (et généralement les quatre à la fois), demeure ainsi l'incarnation territoriale et humaine du *désordre, qu'il aura fallu déplacer, éradiquer, réprimer ou, aujourd'hui, mettre en ordre et prendre en charge*. Sa désorganisation fondamentale serait ainsi indissociable de la population qu'elle abrite et qui l'a mise en place. Comme si la favela était un tout indivisible, un corps territorial animé d'un esprit constitué de sa population. Outre ses potentiels perturbateurs, c'est son caractère obstructif qui aura historiquement constitué l'un des principaux moteurs de l'intervention étatique : qu'elle soit davantage palliative ou réformatrice, l'action gouvernementale en favela trouve son impératif dans la nécessité de l'évacuer du chemin du progrès, en quelque sorte. L'hygiénisme sauvage des années 1920 et les éradications brutales des années 1960 sont ainsi à considérer, nous le verrons, en échos au développement immobilier du centre-ville et de la *zona sul* de Rio. C'est probablement là la principale variation de l'urbanisation actuelle : on ne veut plus développer *à la place* de la favela, mais *en son sein*, pour des raisons qui ont justement à voir avec les caractéristiques consolidées de la favela à l'étude. Peut-être pour la première fois de l'histoire, la favela est devenue un marché à investir, un potentiel à développer, un monde à formaliser ou fixer et non plus à faire disparaître. La *Rocinha* semble incarner l'épitomé de cette logique, qui se diffuse déjà ailleurs.

De quelle prise en charge parle-t-on, ainsi? La stratégie qui dicte le travail effectué dans la *Rocinha* semble réactualiser deux mouvements contradictoires – on cherche parallèlement à la contenir (dans ce qu'elle a d'excessif) et à l'augmenter (dans ce qu'elle a d'enviable). De par son implantation progressive, cette stratégie semble favoriser ultimement une sélection par des moyens indirects et légitimés des résidents,

pratiques et conduites dorénavant acceptables sur le territoire de la favela «intégrée». Le PAC-Rocinha opère ainsi sur le territoire pour atteindre sa population, véritable *Pygmalion* du bidonville, cherchant en définitive à régimenter la favela et ses résidents pour les rendre compréhensibles, gérables, prévisibles, sécurisés, productifs, pour eux-mêmes comme pour ce qui les entoure. Une urbanisation de corps visant une urbanisation des esprits, en somme, un vieux projet civilisateur réactualisé pour un âge de légitimité et d'expertise techno-légale et scientifique. Il s'agit donc de gouverner l'altérité radicale vers le semblable, tout en fixant certaines de ses différences pour en cristalliser le statut subalterne, si ce n'est que d'un type enfin mis à l'ordre.

Il sera proposé, dans cette optique, de considérer l'urbanisation qui intègre en tant que *dispositif sécuritaire ou biopolitique d'inspiration néolibérale* (Foucault, 2004[1978, 1979]), dont le travail de mise en productivité n'égale que la finesse, l'économie et la précision des mécanismes de contrôle qui s'y associent. Nous verrons au cours des prochaines pages le rôle que la technique, la loi et les sciences sociales viennent associer aux logiques marchandes pour encadrer la favela dans ce qu'elle a de stratégiquement enviable, tout en fragilisant les conditions de maintien des gens, des pratiques et des dynamiques qui n'entrent pas dans cette définition. Le projet n'est pas un grand bond en avant pour tout le monde et pour tout, comme il n'est pas non plus une manœuvre vicieuse. Il sélectionne, favorise et défavorise, selon des principes que nous explorerons plus loin.

Comme la plupart des efforts d'orientation libérale, il associe apolitisme de façade et naturalisation des conditions, ce qui contribue à masquer son ouvrage d'imposition, mais surtout à entretenir le silence sur les causes radicales de la relégation sociale dans les villes brésiliennes. D'un point de vue pratique, il assure la polarisation des conditions d'existence de ceux qu'il affecte, renforçant les mieux établis là où il fragilise ceux qui, par malchance ou par destin, auraient le plus besoin de courroies de sécurité sociale et d'accès aux ressources. Le projet, en cela, révèle la ténacité de la dynamique qu'entretiennent élites cariocas et leurs subalternes : les premiers permettent et interdisent, donnent et prennent, choisissent et valorisent, alors que les autres s'adaptent, profitent ou subissent.

Mon argumentaire s'étale en cinq étapes. Un premier chapitre pose les fondations conceptuelles et théoriques de l'analyse, en trois mouvements : au sujet de la généalogie, du dispositif, et des sujets qui le portent, s'y confrontent et le subissent. Le deuxième chapitre explore la démarche de recherche et pose le cadre ethnographique utile à saisir plus en détail le processus de mise en place de l'intervention. Le troisième chapitre procède à un retour en arrière. Il élabore une généalogie de l'urbanisation intégratrice, en passant en revue l'évolution des modes de problématisation et d'intervention étatique dans les favelas cariocas depuis leur apparition, à la fin du XIXe siècle. Le quatrième chapitre propose une analyse serrée du discours de quelques intervenants et promoteurs du projet PAC-Rocinha, de manière à mieux comprendre les expressions concrètes de sa stratégie spécifique. Le dernier chapitre explore le fonctionnement effectif du *PAC-Rocinha*, et passe pour ce faire par trois chemins : une cartographie du programme, une analyse pointilleuse de son volet social et une autre du processus d'éviction forcée, présentée comme un révélateur du mode opératoire de l'urbanisation qui intègre.

1. PRÉCISIONS THÉORIQUES ET CONCEPTUELLES

Nous traitons ici d'un projet étatique visant à altérer la condition d'une population communément identifiée à son lieu de résidence. Un projet composite, aux multiples acteurs, techniques, motivations, conséquences. Nous tentons d'en comprendre la logique, la procédure, les effets. Afin d'interpréter le social et de le rendre intelligible, une certaine quantité de balises théoriques ont à être posées. J'ai pris parti de m'inspirer largement – quoique pas uniquement – des réflexions de Michel Foucault sur les techniques de gouvernement.

a. Généalogie, discours, intervention

Les données ethnographiques - le récit minutieux et proximal de phénomènes concrets et de leur place au sein des trajectoires de vie d'individus de chair et d'os - est et doit demeurer le matériau premier et distinctif de l'étude anthropologique. Mais l'«ethnographiquement visible» (Farmer, 2004) ne peut se suffire à lui-même, au risque d'encapsuler les analyses hors des réseaux de pouvoir et de signification plus larges au sein desquels il s'inscrit. C'est là un impératif à la fois épistémologique et politique, pour une anthropologie qui souhaiterait à la fois décrire de manière pertinente les phénomènes étudiés, mais aussi contribuer d'un point de vue critique à une éventuelle transformation des situations jugées abusives, destructrices, négligentes. Farmer, dans son «An Anthropology of Structural Violence», appelle ainsi à un décroisement du terrain vers une géographie large et un historique profond (Id. : 307-308).

Ce genre de mises en garde académiques n'est pas la seule motivation à historiciser les dynamiques à l'étude. En effet, le projet *PAC-favelas* est généralement défini en relation à un passé qu'il ne semble pas nécessaire de décrire : il 'coupe radicalement d'avec un passé d'interventions irrespectueuses et inutiles'¹⁰; il tente aussi de 'mettre fin à au cycle d'exclusion et de pauvreté des favelas cariocas' (Toledo *et al.*, 2005 : 2)¹¹. De quelles interventions passées et de quel cycle parle-t-on? Il

¹⁰ Commentaire du gérant technique du *PAC-Social*, Rocinha. Entrevue réalisée le 3 juillet 2009.

¹¹ Le document est éloquentement nommé : «Abattre les murs : planification participative et intégration sociale dans la communauté de la Rocinha, Rio de Janeiro». C'est le document officiel de présentation du «Plan directeur» (*Plano Diretor*), un projet de réforme urbanistique totale (bien plus radical que ce qui a finalement été mis en chantier) mis au point par une équipe d'architectes et présenté au concours

semble nécessaire de répondre à ces questions par un survol historique de la relation entre les favelas et l'État brésilien, de manière à mieux interpréter sa plus récente incarnation. C'est ce qui sera fait au cours du troisième chapitre.

Mais cet historique est d'un type particulier. Il cherche à faire l'histoire non à partir de son point d'origine, mais de son point d'arrivée. Une histoire qui est celle des rapports mutuellement constitutifs qu'entretiennent manières de penser (et de dire) et manières de faire, et leurs implications en termes de relations de pouvoir entre les individus et les groupes. Nous procéderons, dans un premier temps, à une *généalogie* de l'urbanisation intégratrice.

La **généalogie**¹² est une méthode d'analyse mise au point par Michel Foucault, ayant pour centralité l'étude des *modes de pensée* historiquement construits, mais qui interroge pour les comprendre à la fois les constructions discursives et *les pratiques sociales* qui permettent leur existence (Foucault, 1971 : 136-147). La généalogie est une *histoire du présent* : le point de départ, c'est la contemporanéité et, plus spécifiquement, une situation, un événement jugé paradigmatique, dont il convient d'expliquer les conditions historiques d'existence (Dreyfus & Rabinow, 1984: 175). Le processus vise, ultimement, à «dénaturaliser» le naturel, à «défamiliariser» le familier, à faire apparaître dans tout son arbitraire ce qui paraît aller de soi dans la manière actuelle de penser et d'agir. La constitution progressive des champs de sens et d'action (ce qui peut être affirmé, ce qui peut être fait) finit par produire des tendances limitatives aux possibilités ultérieures de faire et de dire.

Comme l'histoire vient enrichir la compréhension du présent, l'espace des influences ne peut se limiter au local. Dans cette optique, le présent mémoire ne se réduira pas à expliquer la Rocinha ou Rio de Janeiro en leurs seuls termes. L'influence

national qui donnerait éventuellement naissance au *PAC-Favelas*, dont le projet dans la Rocinha est une des quatre facettes.

¹² Il est à noter que les *outils analytiques* mis au point par Foucault (généalogie, archéologie, dispositif, épistémè) sont probablement utiles dans l'étude de n'importe quel ensemble culturel ou géographique. Cependant, Foucault souligne lui-même en de nombreux endroits (1966 : 12; 1994[1984] : 633; et admonesté à ce titre par quelques autres, voir Legg, 2007) que ses analyses portent spécifiquement sur le monde occidental moderne, voir plus spécifiquement sur l'Europe de l'Ouest et, par extension, ses vieilles colonies (d'Amérique, par exemple), et qu'il faut faire attention à ne pas supposer l'universalité de concepts spécifiques tel que le biopouvoir, la gouvernementalité libérale, etc. Le Brésil, cependant, est un pays extrêmement influencé par la philosophie et les pratiques mises au point en Europe occidentale, et me semble par conséquent, surtout en contexte de globalisation actuel, pouvoir être soumis à cette grille analytique sans souffrir outre mesure de ce déplacement théorique.

passée et présente est de divers ordres : locale, municipale, régionale, nationale, transnationale ou globale, sans hiérarchisation des paliers géographiques, mais plutôt en fonction d'affinités de forme et de fond dans les conceptions et les procédures.

Dans le cas qui nous intéresse, la méthode impose ses conditions. Il est nécessaire de décomposer la proposition présente – ici, celle de *régler le problème de la favela, celui de son exclusion, de sa désorganisation et de son illégalité, par l'urbanisation et la légalisation de son territoire* - en ses divers éléments et de retracer les phénomènes historiques ayant contribué à les associer de cette manière. Ces éléments peuvent être de deux ordres : discursif et pratique.

Le **discours** définit toute articulation de sens au sujet d'éléments observés. Le discours peut être de nature verbale ou écrite, bien sûr, mais ne s'y limite pas : on peut supposer qu'un certain discours émane de productions artistiques ou encore architecturales (Foucault, 1971: 11-12). Le discours est structurant, en ce qu'il donne des indications sur le vrai et le faux, le bon et le mauvais, en fonction de principes généralement arbitraires, mais apparaissant comme naturels puisque les processus politiques qui les ont forgés à travers le temps sont largement imperceptibles aujourd'hui.

Le discours, s'il émane de sources diverses, n'est pas pour autant autonome. Il existe un lien irréductible entre le savoir et l'agir. Les pratiques, ainsi, constituent toutes formes de manière de faire formalisées (en ce qu'elles se répètent plus d'une fois, suivent certaines règles, explicites ou non), présentes dans toutes les sphères de la société. Il est important de souligner que les conceptions sont généralement prescriptives sur les manières d'agir et que ces manières d'agir viennent généralement renforcer ces manières de penser. Concrètement, cela suppose que **l'intervention** – une pratique ayant pour but d'altérer une situation jugée problématique de l'extérieur – est directement corolaire de la manière dont on a préalablement défini son objet d'application, le problème de celui-ci, et la manière la plus souhaitable, efficace, d'y remédier (Foucault, 1994[1984] : 635).

Le lien entre discours et intervention, ou à tout le moins l'effet du discours sur son objet, a été développé en posture théorique en regard de la favela carioca par au moins deux auteurs brésiliens, qu'il convient de présenter succinctement ici. Ils informent, à

plus ou moins grande échelle, la démarche que je me propose moi-même de suivre. En effet, les favelas constituent, depuis leur apparition, une source foisonnante de discours les plus disparates sur la pauvreté, la criminalité et l'exclusion. Et, comme l'indique Machado da Silva, «plus ça change, plus c'est pareil» : le climat politique, les dynamiques internes, les éléments des discours dominants changent, mais *la favela demeure, au fil des années, un problème dans l'esprit d'une large majorité des habitants de la ville*, favelados compris (Machado da Silva, 2002 : 223-224). Problème pour l'expansion urbaine «légale», problème pour ses habitants acculés à l'usage semi-légal d'infrastructures déficientes, problème, aujourd'hui, pour la sécurité de chacun, puisqu'elles servent de repères aux puissantes factions du crime organisé, spécialisées dans le trafic d'armes et de drogues. Silva souligne dans son «La continuité du 'problème de la favela'»¹³ (2002) cette récurrence de structure discursive au sujet des périphéries urbaines brésiliennes, spécifiquement à Rio, en raison de leur longévité exemplaire (plus d'un siècle aujourd'hui). Outre cette mise au jour du maintien de la *problématisation* comme mode central de rapport aux favelas dans le discours public, il signale la tendance actuelle à proclamer la «victoire de la favela» (et donc la fin de sa conception en problème). Décortiquant cette affirmation, il remarque en effet que la favela est devenue *patrimoine culturel* des villes brésiliennes, sans pour autant que cette sacralisation conceptuelle se double de son pendant social : la favela est peut-être admise, voire célébrée, mais ceux qui l'habitent sont encore, pour plusieurs, ces «classes dangereuses» contre lesquelles il faut se prémunir, qu'il faut réformer ou contenir, dépendant des points de vue. Il parsème son texte de références aux effets prescriptifs (en termes de politiques sociales et économiques d'État, surtout) d'une telle tendance à la stigmatisation négative d'un groupe défini essentiellement par son lieu de résidence. C'est dans une optique similaire qu'il faut voir l'exercice auquel je m'atèle : dégager la forme contemporaine de la problématique des favelas, tout en montrant la forme qu'elle prend en regard de sa nouvelle affirmation en patrimoine à consolider. Si la favela n'est pas adéquate mais ne doit plus disparaître, comment se propose-t-on de la transformer?

¹³ «A continuidade do 'problema da favela'», original en Portugais. Je n'ai fait que traduire le titre.

D'une inspiration semblable, l'ouvrage de référence *La favela d'un siècle à l'autre* (2006) présente une analyse critique de la production académique (et non-académique, dans une moindre mesure) traitant des favelas cariocas depuis leur apparition à la fin du XIXe siècle. Ainsi, après plus de trente ans de recherches sur le sujet, Licia Valladares conclut :

«L'examen détaillé de la littérature sur la favela [...] montre au premier abord un foisonnement considérable, celui des disciplines, des méthodes, des thèmes traités et, dans une moindre mesure, des terrains – un petit nombre de favelas concentre la majorité des recherches. (...) Cette lecture, cependant [...] laisse peu à peu une impression différente, celle d'une convergence sur un certain nombre de caractéristiques de base attribuées à la favela. (...) Cette répétition d'un consensus très large autour de ces quelques caractéristiques nous a paru si frappante que nous en sommes parvenus à la conclusion qu'il s'agissait là de véritables dogmes, partagés tacitement par la plupart des chercheurs, jamais remis en cause, constituant en quelque sorte l'assise implicite de ce champ de recherche.» (Valladares, 2006 : 156)

Ces 'dogmes', une fois formalisés et réduits à leur plus petit dénominateur commun, sont au nombre de trois : (1) la favela est un ensemble spatialement homogène, (2) culturellement distinct des autres zones de la ville et (3) caractérisé par l'extrême pauvreté et l'illégalité de ses activités principales (Id. : 156-159). Nous reviendrons plus en détails sur les réflexions à tirer d'un tel constat (voir chapitre 3), mais il vaut la peine de souligner ceci : elle signale, sans le mentionner explicitement, la formation de ces «jeux de vérité» (Foucault, 1994[1984] : 631) autour desquels se concentre l'analyse foucauldienne de la formation des systèmes de pensée. Elle montre comment le discours devient, par son accumulation, son renforcement à travers certains cercles académiques, certaines pratiques universitaires ou étatiques, un agent de modification de l'objet qu'il est censé définir et qualifier. Cette idée est au cœur de ma propre réflexion sur le sujet, en somme son point de départ : si l'on peut clairement mettre au jour les éléments constituant la forme dominante de définition de la favela, de son problème et de ses solutions, tels qu'historiquement établis, alors on est en mesure de mieux expliquer la forme que prend la situation contemporaine, mais aussi d'en modifier la teneur sans en reproduire, sous une forme superficiellement reconstituée, les mêmes effets.

b. Dispositif, gouvernement, sécurité, (néo)libéralisme

Il faut dresser le contexte, il faut introduire la parole dans le champ de l'action; c'est là une première étape, pour comprendre ce qui se produit dans cette favela que l'on «change»¹⁴. Mais il est aussi nécessaire de se doter d'outils analytiques pour s'attaquer au cœur de la question : l'analyse du programme d'urbanisation comme tel. Cette section est consacrée à établir le lien entre pouvoir, techniques et disciplines scientifiques : comment révéler les effets politiques de diverses procédures convergentes portées par des corps disciplinaires dont l'association ne va pas nécessairement de soi (dans ce cas, l'urbanisme, le droit et les sciences sociales)?

Une première question : de quel pouvoir parle-t-on et pourquoi peut-on parler de sa *centralité* dans l'analyse présente (et pourtant, en aucun cas, de sa *finalité*)? Le pouvoir, chez Foucault, est central, en ce qu'il coordonne ensemble les objets et les sujets au sein des systèmes de pensée et de l'espace social; mais il ne constitue pas sa focale analytique en tant que telle, mais bien *une force de laquelle il est intéressant d'étudier les effets* (Foucault, 1994[1982]: 223; Rabinow 1982 : 356). Il assure l'institution du «vrai», parfois du «bien» sur soi, les autres et la société qui les contient – il produit du sens et de la légitimité. Le pouvoir est à concevoir dans une vision presque antimarxiste, antiéconomique : il s'apparente davantage à une *stratégie*, une manière de faire, qu'à une ressource possédée par certains mais absente chez quelques autres. On peut ainsi dire qu'il peut *limiter* ou *fonder* la pensée et l'action, comme il peut assujettir (façonner restrictivement les sujets) ou subjectiver (offrir des balises à partir desquelles le sujet se définit, se constitue); le plus souvent, les deux mouvements sont également présents : tout ce qui interdit certaines choses en permet automatiquement d'autres. Le pouvoir gère les conduites et les conceptions, tant de celui qui l'exerce que de celui qui le 'subit'. Autre point d'importance pour nous, il tend à produire des effets de *visibilité* (Dreyfus & Rabinow, 1984 : 355; Escobar, 1995 : 155-156; voir aussi Leibing, 2007) : il met en lumière (comme plus pertinents, plus valables)

¹⁴ «Rocinha vai mudar» (Rocinha va changer) : c'est ainsi que l'agence de communications (*Agencia 21*) chargée du volet «social» du projet *PAC-Rocinha* le présente aux résidents sur de nombreux panneaux publicitaires/explicatifs. Le slogan est en lui-même intéressant d'un point de vue analytique, à la fois tout à fait logique (l'intervention, en effet, cherche à transformer le lieu et sa population), mais en même temps contradictoire (en ce sens que ce «changement» est orchestré pour être le plus économe possible, consolidant ce qui existe au lieu de le remplacer, travaillant davantage en marge de la favela qu'en son cœur, etc.). Un peu plus à ce sujet au chapitre 4.

certaines individus, traits, espaces, et en masque d'autres. Les transformations dans l'économie politique (l'exercice du pouvoir) provoquent généralement des transformations dans cette économie de visibilité : ainsi, de nouveaux problèmes «apparaissent», de nouveaux enjeux deviennent centraux, de nouveaux paramètres sont à examiner avec plus d'attention, etc., sans pour autant que ces «nouveau-tés» soient réellement des créations récentes, ni que ce changement de visibilité ne vienne modifier profondément la nature des relations de pouvoir préalablement existantes.

Le pouvoir est présenté comme «capillaire» dans sa distribution au sein d'une société, en ce qu'il n'est pas concentré en certaines zones et absent ailleurs, mais bien diffusé comme le sang dans le métabolisme, irriguant jusqu'aux extrémités même les plus éloignées de l'apparent centre d'autorité (ce que l'on considère souvent comme l'État ou les élites politiques et économiques). Foucault considère, à ce titre, que l'analyse des effets du pouvoir est peut-être plus facile à mener dans les marges de la société, un ensemble hétéroclite et arbitrairement défini (car la marge n'est pas à saisir uniquement dans son aspect territorial de «frontière», Das & Poole, 2004 :3; Foucault, 2004[1976] : 27-28). En effet, de la même manière que l'exception est souvent plus illustrative de la règle qu'une myriade de ses exemples d'application, l'étude de la gestion des «marges» (du vrai comme du social : les 'superstitions' nous renseignent indirectement sur le 'savoir' et ses limites, et 'l'anormal' fait le même travail sur la définition de la norme) peut effectivement nous éclairer avec plus d'acuité sur la gestion du «centre». Dans cette optique, l'étude de la favela, outre son importance pour celle-ci, peut nous donner beaucoup d'indications au sujet de la société brésilienne.

Pour appréhender ces effets de pouvoir issus des pratiques discursives et non-discursives, Foucault a mis au point la notion de **dispositif**. Le dispositif est objet d'analyse lorsqu'il révèle ses *règles de fonctionnement*, les règles qui sous-tendent les liens existants entre chacun de ses éléments. Il allie les discours et les pratiques, en une *hétérogénéité* manifeste (Dreyfus & Rabinow, 1984 : 178). Il se constitue d'éléments apparemment disparates (institutions, procédures, lois, productions savantes, etc.), et produit à la fois du savoir – il fait apparaître le «vrai» de certaines choses, rend possible le «dire-vrai» sur celles-ci – mais aussi du pouvoir, qui assure la constitution de sujets

façonnés par les termes de ces rapports de force. Le dispositif se caractérise par son extrême malléabilité : toujours en mouvement, le savoir qu'il produit et les relations de force qu'il induit produisent eux-mêmes leurs effets, souhaités ou non, qui influenceront la constitution même du dispositif (Deleuze, 1989 : 186-188).

Le dispositif, dans son apparition à un moment spécifique de l'histoire, révèle sa forme résolument stratégique, mais d'un genre particulier : son déclencheur, ce qui le met en marche, est la formulation d'un problème spécifique auquel il devra, par la force de son appareillage, donner solution. Cette stratégie, bien sûr, n'est pas celle d'un individu, d'un groupe; par son allure composite, par ses effets d'assujettissement et le processus de naturalisation qu'il produit, le dispositif prend et module rapidement en son mouvement les stratégies du départ et se voit porté par les sujets qu'il façonne (Foucault, 1994[1977] : 299-300). J'ai choisi d'appréhender l'urbanisation intégratrice (et, ethnographiquement parlant, le *PAC-Rocinha*) comme un dispositif de «formalisation» de la favela.

Foucault, au cours de son «histoire critique des systèmes de pensée [en Occident]» (1994[1984] :631), fait aussi état des reconfigurations successives du mode dominant d'exercice du pouvoir étatique¹⁵. Ses indications à ce sujet s'avèreront étonnamment utiles, nous le verrons, pour mieux concevoir l'urbanisme intégrateur brésilien. Nous sauterons ici le pouvoir souverain et disciplinaire¹⁶, les formes dominantes avant le début du XIX^e siècle, pour porter notre d'attention aux dispositifs sécuritaires ou biopolitiques, qui selon Foucault constituent le type de gouvernement prééminent dans les pays de tradition occidentale (dont semble bien faire partie le Brésil). La description s'achèvera par quelques indications sur les formes spatiales que prennent ces rationalités politiques, car c'est bien là notre intérêt de départ. La notion de 'forme dominante' ne doit en rien laisser penser que le passage de l'une à l'autre abolit nécessairement celle qui la précède : en effet, il faut préférer à l'idée de rupture celle de *reconfigurations* (Foucault, 2004[1978] : 8-9; Rabinow, 1982: 356; Huxley, 2007: 188), dont la cause ultime peut ne pas être claire, mais les effets, eux, manifestes. Ainsi,

¹⁵ Je les cite abondamment dans le reste du chapitre, mais notons pour les intéressés que trois de ses cours au Collège de France, maintenant publiés, sont particulièrement éclairants sur ces questions : «*Il faut défendre la société*» (1976-1977), *Sécurité, territoire, population* (1977-1978) et *Naissance de la biopolitique* (1978-1979).

¹⁶ À ce sujet, voir Foucault (1997 [1976] : 21-100).

l'apparition de la biopolitique ne fait en rien disparaître les éléments issus de la rationalité et de la procédure souveraine ou disciplinaire, mais plutôt prend aval sur eux, les relègue à l'arrière-plan, ou encore modifie leur rôle et leur position.

Avant d'introduire ces concepts, un mot sur le **gouvernement**. Foucault le définit non pas dans son acception habituelle (en relation homonymique avec l'État, plus ou moins), mais bien dans son sens premier, de conduction, de guidance. On gouverne des choses et des gens, des individus et des groupes. L'art de gouverner, c'est donc l'art de «conduire les conduites», celui de façonner, directement ou indirectement, les possibilités de comportement des individus et des groupes humains (Huxley, 2007 : 187). L'application du pouvoir a un effet de gouvernement, en ce qu'il modifie à la fois les possibilités pratiques et l'horizon de pensée de ceux qu'il affecte. Nous pouvons ainsi dire, de manière synthétique, que les dispositifs sont des ensembles de techniques d'application du pouvoir à des fins de gouvernement des personnes et des populations. Dans le cas à l'étude, on peut résumer en indiquant que la production de connaissances techniques (du milieu) et humaines (de la population) sur la favela, le déploiement de nouvelles procédures juridiques et la transformation du territoire sont autant de techniques qui affectent les possibilités d'action et la manière d'entrevoir la situation, forçant par le fait même une modification, étendue ou limitée, des comportements des résidents.

Une nouvelle rationalité gouvernementale se développe à partir de la fin du XVIII^e siècle pour pallier à des «problèmes» plus collectifs, tels que la contention des épidémies et surtout, le développement et la gestion des villes (Foucault, 2004[1978]: 57-81). La ville, en effet, existe et prolifère depuis plusieurs siècles, sans règles de fonctionnement ou d'organisation qui soient clairement prédéfinies. À ce titre, Alsayyad et Roy (2006) soulignent avec une acuité intéressante le rapport homologique existant entre la cité médiévale et l'organisation urbaine contemporaine (principalement dans les postcolonies, mais pas seulement), entre zones fortifiées (les *gated communities* et autres quartiers affluents aux restrictions multiples) et «faubourgs» où règnent l'informalité et l'illégalité (les diverses formes de quartiers de relégation sociale, bidonvilles et autres *favelas*). Le rapprochement est à garder en tête si l'on veut réfléchir au travail d'investissement étatique actuel dans les favelas

cariocas. Certains promoteurs et intervenants actuels font eux-mêmes le rapprochement entre l'ouverture (mentale et physique) de la Rocinha et celle des bourgs et faubourgs du XVIII^e siècle (voir ch. 4, *infra*).

Cette nouvelle forme de gouvernementalité, donc, est qualifiée de **sécuritaire** ou **biopolitique**. Une série de déplacements ont lieu d'avec la logique disciplinaire. Déplacement, d'abord, de l'humain comme individu vers l'humain comme espèce – ainsi, on passe de la focale individuelle à la focale collective. Ensuite, passage du corps à la population comme objet central d'application du pouvoir et de gouvernement; on ne tentera plus d'affecter directement chaque individu, mais de réguler la composition et les conduites de populations entières (Foucault, 2004[1978] : 72-74). Foucault indique dans sa définition du sécuritaire qu'il diffère radicalement du disciplinaire dans son approche de l'événement : en effet, là où le disciplinaire souhaite produire une situation idéalisée (ce qui est simplifié par le fait qu'il agit sur un objet extrêmement réduit, circonscrit), le sécuritaire prend comme point de départ *un événement jugé naturel, ou à tout le moins préexistant à l'intervention*. Ainsi, si la discipline procède à une normalisation, par opposition le dispositif sécuritaire tente d'atteindre une *normation*, c'est-à-dire à découvrir le fonctionnement normal d'un contexte, d'une situation, d'un milieu, d'une population, et de trouver les moyens nécessaires pour le *réguler*, le maintenir et/ou le faire fructifier (Id. : 32-33). Ainsi, s'il fallait, dans une optique de discipline, découvrir les meilleurs moyens d'altérer le corps pour l'améliorer, il faut, dans une logique sécuritaire, s'assurer de connaître la population (et son *milieu*) pour réduire ses capacités de débordement (de son cadre normal), d'en renforcer sa productivité, sa croissance (Rabinow, 1982 : 361). Ce qui implique que la place de la connaissance, déjà importante pour discipliner (il faut connaître les meilleurs moyens d'améliorer), devient primordiale pour sécuriser (il est essentiel de comprendre ce sur quoi on tente d'imposer certaines limites et/ou de défaire certaines barrières). Sécuritaire est à entendre ici dans son sens de «connaissance et gestion des risques»; on parle de biopolitique par opposition au biopouvoir (disciplinaire) en ce sens que l'application de ce «pouvoir sur la vie» y est plus indirecte, plus générale.

Nous l'avons dit, le territoire devient, avec la biopolitique, un milieu (pour sa population) qu'il faut connaître pour mieux le réguler (et, par extension, réguler les

conduites et la composition de cette population), pas exclusivement de manière restrictive, mais aussi dans une optique productive, pour lui assurer un fonctionnement meilleur. La régulation de l'espace urbain, dont Foucault (2004[1978]) et Rabinow (1982) développent l'exemple, doit se faire de manière à assurer la santé à la fois physique et économique du milieu¹⁷. Un état qui s'atteint par l'augmentation des possibilités de *circulation* (des personnes, de l'air, des biens), mais assuré par une connaissance précise et constamment renouvelée (par la surveillance) de ce milieu en mouvement, de ce qui le compose (Id. : 359). Les questions sanitaires, sociales et économiques ont ainsi toujours été associées à la logique sécuritaire de gestion de l'espace urbain (ce que l'on retrouve, on le verra, dans le projet qui nous préoccupe ici).

Cela appelle la contribution de deux types de disciplines scientifiques : l'urbanisme et les sciences sociales. L'urbanisme, tel qu'il se développe en France, Angleterre et en Allemagne de la fin du XIXe siècle, offre déjà en lui-même une définition parlante pour nous : «...urbanism (...) sought to combine the planning of space with political control based on a scientific understanding of society» (Ibid. : 361). L'urbanisme propose ainsi la transformation de l'espace (ou sa consolidation) de manière à assurer une régulation sociale et politique d'éléments humains y préexistant, à des fins de croissance et de développement (vers un «mieux» qui doit être ponctuellement défini puisqu'il varie selon les lieux et les époques). Cela implique l'entrée en jeu de méthodes de développement des connaissances sur le milieu nécessaires pour déterminer la forme privilégiée d'intervention. Statistiques, démographie, sociologie, voire travail social, sont tous mis à profit dans cet exercice, et s'accompagnent, d'un point de vue plus technique, d'études sur la composition de l'espace, du sol, des bâtiments et voies de circulation déjà existants. Toutes ces choses à garder en tête pour prendre en compte le projet *PAC-Rocinha*, qui allie en effet des objectifs sociaux aux constructions matérielles, et emploie en son sein une équipe de chercheurs qui alimentent la planification d'informations nécessaire à en préciser l'impact (voir ch. 5, *infra*).

¹⁷ Le modèle épidémiologique n'est pas choisi au hasard : les premiers exemples historiques de fonctionnement biopolitique ayant concerné l'endiguement des épidémies de variole et de choléra, à la fin du XVIIIe siècle (Foucault, 2004[1978] : 62). Nous verrons au cours des prochains chapitres l'importance des métaphores et justifications médicales dans les conceptions liées à l'intervention en favelas.

Cet amalgame s'est développé au sein d'une nouvelle forme de rationalité politique que l'on a nommée **libéralisme**, et dont les dernières mutations sont aujourd'hui appelées néolibéralisme. Une certaine quantité de conséquences découlent des ses spécificités. Le libéralisme est constitué d'une série de principes de fonctionnement du gouvernement et de la société; pour autant, Foucault insiste pour ne pas le prendre pour une idéologie au sens antimatérialiste, mais bien en tant que *rationalité prescriptive* – une logique procédurale sur la manière et les techniques nécessaires à un «bon gouvernement». Comme le résume Huxley: «In liberal government, (...) rationalities and technical practices operate with the aspiration of producing conditions in which (*regulated*) freedoms can be exercised, at least by some of the population some of the time.» (mes italiques, 2007: 189).

Dans une perspective libérale, la notion d'«économie politique» prend un sens particulièrement littéral : gouverner (par l'entremise de l'État et de ses institutions), c'est toujours *trop* gouverner; le libéralisme propose la logique de «l'intervenir moins», du «gouverner moins». Il est supposé que l'exercice politique direct est généralement inefficace, coûteux, mais obstrue surtout le libre fonctionnement des mécanismes 'naturels' telle que la logique de marché (Id. : 324). Le libéralisme propose de mettre en place – à travers ces pratiques sécuritaires alliant connaissance du milieu et de la population et interventions généralement indirectes, consolidatrices et minimales – les techniques les moins intrusives menant aux résultats les plus probants. C'est un mouvement essentiellement réactionnaire, et ce à deux niveaux : d'abord par rapport au monde qu'il entend gouverner (que l'on approche comme naturel, préexistant, avec lequel il faut composer); ensuite, par rapport aux autres formes de gouvernement, toujours excessives. Cette attitude impose une centralité de la légitimité du gouvernement : il doit bien gouverner, de manière utile, si possible consensuelle. Dans cette perspective, l'importance des communications (à des fins de 'transparence') et de la collaboration dans le processus décisionnel est régulièrement réitérée. Ainsi, la loi, bien plus que la clairvoyance des gouvernants, est considérée comme un gage de neutralité et donc de légitimité des actions posées. Le droit est ici un système considéré comme le meilleur rempart, le plus indirect, le moins contraignant, aux excès des interactions qu'il faut par ailleurs laisser les plus libres possible (Ibid. : 326-327). La

notion de société civile, comme opposée à l'État, se forge à travers le libéralisme. La société civile est donc active politiquement – à vrai dire, si possible, on préférera sa propre initiative au travail direct de l'État. Dans cette perspective, sous-traitance, dérégulation économique et sociale, ONG et systèmes semi-privés fleurissent. Cette description du libéralisme nous éclaire sur trois points (que nous développerons plus avant) : (1) l'obsession légitimatrice est en effet très présente dans le PAC-Rocinha, (2) l'usage abondant du droit dans son fonctionnement ne doit plus nous étonner et (3) sa structure fragmentée, faite de sous-traitance et d'auto-évaluation de productivité en tous genres s'explique mieux.

La plupart des postcolonies actuelles, débitrices des grands bailleurs de fonds internationaux, se sont vues proposer à partir de la fin des années 1970 des «plans d'ajustement structurels» (SAPs) pour réduire leur dette intérieure, dont les principales recommandations allaient vers le développement accru de monocultures commerciales (dans le domaine agricole), une fragmentation/précarisation des normes du travail non ou peu spécialisé, mais surtout une réduction drastique des services sociaux publics (Davis, 2006 : 62-63; Holston & Caldeira, 2005 : 402-403). La mise en place de logiques gouvernementales néolibérales, à travers les SAPs, mais aussi en tant que mode préférentiel de gouvernement postdictatorial¹⁸ au Brésil, est relevée par de nombreux auteurs (Holston & Caldeira, 2005; Morias et Saad-Filho, 2005; Gledhill, 2005).

Par ailleurs, les Comaroff proposent, dans leur introduction à *Law and Disorder in the Postcolony* (2006), une intéressante lecture des liens entre nouvelles démocraties postcoloniales, néolibéralisme et obsession juridique (la lecture du social en termes de légal-illégal). Cette réflexion peut s'avérer intéressante pour nous, si ce n'est que de manière périphérique. Ils rappellent la convergence (apparemment inexplicable) de deux phénomènes : la démocratisation de la plupart des anciennes colonies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine après de plus ou moins longs régimes autoritaires, d'un côté, et une explosion sans précédent de crimes, corruption, arnaques, contrebande et contrefaçons en tous genres, ou à tout le moins d'une nouvelle sensibilité à ceux-ci, de

¹⁸ Le Brésil bascule dans la dictature militaire dès 1964, ce qui ouvre une période de répression politique s'étalant sur plus de vingt ans (les premières élections libres attendront 1985). Le régime, dont la sévérité variera, est d'abord marqué par une période de calme relatif (1964-1968), suivie de dix ans de répression violente (1968-1978), avant de progressivement s'alléger jusqu'en 1985 (Huggins, 2000 : 58-60)

l'autre (Id. : 2). Ils soulignent la tendance fortement néolibérale de ces nouveaux gouvernements, misant sur la fragmentation de la scène politique (entre divers sous-traitants et autres acteurs de la société civile agissant aujourd'hui dans une sphère auparavant plus traditionnellement étatique), une économisation de plus en plus forte de la société, dont de larges segments sont systématiquement exclus ou subordonnés, mais surtout à une autre forme de dépolitisation, passant par *un usage continué du droit* comme moyen central de lecture des rapports humains et comme régulateur en situation de conflits (qu'ils soient armés ou non, bien sûr). Ils soulignent – et on retrouve ici les commentaires de Foucault évoqués plus haut – que cet appel aux constitutions, décrets, jurisprudences et autres mesures spéciales semble revêtir, dans un contexte fragmenté et globalisé comme celui-là, une qualité standardisée, non-partisane, démocratique, permettant d'agir sur les situations en toute légitimité (Ibid. : 31-34). La réflexion est intéressante, et aide à la fois à mieux saisir le climat d'obsession sécuritaire (ici dans son sens consensuel) du Brésil urbain depuis le retour à la démocratie (voir *infra*: 72-76) et l'usage abondant du droit à des fins égalisatrices dans les mesures gouvernementales telles que le programme *PAC-Favelas*.

James Holston et Teresa Caldeira, deux anthropologues traçant les liens entre politique, droit et gestion de l'espace urbain au Brésil, illustrent dans un chapitre de *Global Assemblages* (Ong & Collier, 2005 : 393-416) cette nouvelle idéologie participative et néolibérale alimentant l'urbanisme contemporain dans les métropoles brésiliennes. Ils présentent le passage, entre les années 1940 et 1980, d'une tendance moderniste (ou développementaliste, ou autoritaire) à cette nouvelle manière démocratique (ou néolibérale, ou participative) dans les pratiques urbanistiques brésiliennes (Id. : 393). Il est intéressant de noter, sans qu'ils le fassent explicitement, le rapprochement entre ceux-ci et les configurations disciplinaires et sécuritaires évoquées plus tôt. De la ville planifiée, artificielle et imposée (voir Rabinow, 1982 : 357), on passe aux nouveaux milieux organiques, patrimoniaux, à étudier, réguler et consulter pour le mieux-être de tous : l'analogie, en effet, se passe d'explication. Les auteurs tendent à favoriser une explication de ce passage par la démocratisation et le renforcement des mouvements sociaux *grassroots*, mais relèvent aussi que cette tendance à «prendre le contexte comme il est» favorise potentiellement le maintien

des inégalités structurelles qu'il abrite (ibid. : 394). C'est à un constat semblable auquel j'arrive en fin de cinquième chapitre, où je montre le caractère polarisateur du PAC-Rocinha, assurant d'un côté le maintien des mieux nantis alors qu'il fragilise les possibilités de maintien pour les segments plus pauvres de la communauté.

Le nouveau mode de gestion urbaine est dit de 'planification de contingences' (*contingency planning*) :

«Contingency planning improves and experiments as a means of dealing with the uncertainty of present conditions. It works with plans always incomplete. Its means are suggested by present possibilities for an alternative future, not by an imagined and already scripted future. It is a mode of design based on imperfect knowledge, incomplete control, and lack of resources, which incorporates ongoing conflict and contradiction as constitutive elements. » (400)

Ce nouvel ordre de gestion de l'urbain est aussi fortement porté à la sous-traitance : entreprises privées et ONG prennent de plus en plus la place naguère occupée par les filiales étatiques, des chantiers de construction à la dispense de services sociaux minimaux. Enfin, notons quelques éléments d'importance sur le lien entre droit et projets urbanistiques. Holston et Caldeira soulignent clairement l'importance de la constitution de 1988 et le subséquent *Estatuto da Cidade* (2001), deux documents fournissant les contours juridiques des interventions à venir : sont créées les ZEIS¹⁹, qui préparent le terrain aux interventions, permettent l'expropriation, les subdivisions forcées et la taxation progressive, si cela s'avère nécessaire au développement social et économique de ces zones 'exclues', obligent la consultation des résidents au cours de la conception des interventions physiques, et précisent que les plans ne seront jamais finaux, et pourront être balisés légalement au fur et à mesure, dans le meilleur intérêt de tous (sans spécifications de ce que ça implique) (Ibid. : 404). On le voit encore ici : la tendance actuelle mêle considérations techniques, légales et sociales, auquel nous tenterons de donner sens au cours de ce mémoire.

¹⁹ *Zonas especiais de interesse social* : un concept juridique un peu opaque qui accorde une existence légale aux territoires sur lesquels s'élèvent certaines favelas (généralement les plus anciennes et les plus visibles), mais sans spécification d'à qui appartient le territoire, et sous-entendant que sa gestion doit «favoriser son développement social et sa conservation patrimoniale», d'une manière différente, quoique non spécifiée, des autres zones 'formelles' de la ville. En somme, créer une ZEIS, c'est appeler à un développement progressif du cadre urbain, légal et social de ce territoire, conçu comme peuplé par des groupes historiquement et encore aujourd'hui marginalisés (voir <http://base.d-ph.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-6767.html>).

c. Les sujets et le pouvoir. Luttes, tactiques, inégalités.

«At the same time these explicit programs were never directly and completely realized in institutions. This is not because reality never totally imitates ideal, but rather because there were counter-programs, local conflicts, and other strategies which were perfectly analyzable, even if they were finally distinct from the initial program.»

-Paul Rabinow, 1982: 356

«I do not think it possible to say that [an architectural project] is of the order of 'liberation' and another is of the order of 'oppression'. [...] ...no matter how terrifying a given system may be, there always remains the possibility of resistance, disobedience and oppositional groupings... liberty is a practice. [...] The liberty of men is never assured by the institutions and laws that are intended to guarantee them. That is why almost all of these laws and institutions are quite capable of being turned around... which is not to say that, after all, one may as well leave people in slums, thinking they can simply exercise their rights there.»

- Michel Foucault [1984], in Elden et Crampton, 2007: 10

On a souvent accusé l'approche foucauldienne d'être à la fois totalisatrice et abusivement déterministe (par exemple : Comaroff, 1991 : 17 ; Elden et Crampton, 2007 : 9), laissant peu de place aux hasards, aux incohérences et surtout aux sujets eux-mêmes, soi-disant unidimensionnels et passifs devant l'imposition politique. La critique, comme le montrent les deux citations ci-haut, n'est pas entièrement fondée. Les plans, les techniques et les stratégies peuvent être parfaitement calibrés (ils ne le sont généralement pas), mais leur application, par nature, est vouée à être incomplète, altérée, imprévisible. Ceci découle justement de la complexité des individus et des groupes, des environnements aux ressources et dynamiques multiples et changeants.

Ainsi, la critique est injuste; cependant, elle n'est pas complètement farfelue.

Car bien que Foucault affirme la centralité du *sujet* dans l'ensemble de sa production intellectuelle (Id. : 223), il faut bien admettre que sa place est plus évoquée que réellement mise sous la loupe, à part peut-être dans ses œuvres tardives²⁰, dont la teneur n'est pas très éclairante ici. Comme l'exhorte Huxley (2007 : 193), néanmoins, l'étude de la gouvernementalité perd de sa pertinence pratique si elle ne complète pas l'évaluation des rationalités et des techniques par la prise en compte, du moins partielle, de leur réception et de leurs effets concrets. Il semble donc impératif d'aller puiser ailleurs, si on veut emprunter cette avenue (comme il sera proposé dans le

²⁰ Je pense surtout aux deux derniers tomes d'*Histoire de la Sexualité* (1984a et b), ainsi que du contenu de ses cours au Collège de France, entre 1980 et 1984 (*Subjectivité et Vérité, Herméneutique du Sujet, Le Gouvernement de Soi et des Autres, Le courage de la vérité*).

dernier chapitre). Deux problématiques centrales et une question périphérique seront abordées dans cette dernière section théorique. La première a trait à la composition et à la dynamique des « populations »; la seconde concerne les diverses formes de réactions face à l'imposition – des tactiques face aux stratégies, dirait M. de Certeau (1984) -, de la collaboration à la résistance (ou, en termes bien foucauldien, de l'assujettissement à la contre-conduite). Un mot doit aussi être dit au sujet des inégalités sociales et des raisons de leur maintien, en toute fin de parcours.

Le présent mémoire part de la prémisse qu'aucun groupe n'est totalement homogène, ni totalement cohésif (Comaroff, 1985 : 4). Ni un ensemble monolithique, ni un ensemble harmonieux, organiquement fonctionnel, dans une tradition plus durkheimienne de conception des collectivités, mais bien une myriade de sous-groupes aux positionnements (physiques et symboliques), aux ressources et aux opportunités qui divergent – ce qui, ultimement, implique leur divergence d'intérêts ou d'opinion (Bourdieu, 1984).

On doit comprendre ici que la favela est multiple et fragmentée, et que certains de ses segments puissent, en certains contextes (notamment face au programme à l'étude), tenter d'obtenir prééminence sur les autres. Cette théorisation de la multiplicité oppositionnelle a été explorée par N. Élias dans ses *Logiques de l'exclusion* (1997[1965]), dont quelques suggestions sont intéressantes à considérer ici. Il analyse le mécanisme de polarisation d'une communauté entre *établis* et *marginiaux*, une fracture s'organisant autour de la durabilité différentielle d'occupation du territoire et de l'utilisation de ses ressources, selon que l'on appartient au premier ou au second ensemble. Cette divergence, alors, produit une cohésion, une connaissance et un accès aux ressources et aux réseaux différentiels, et qui tend à être exponentiel : plus on a de ressources (prises ici dans leur sens le plus élémentaire d'opportunités, matérielles ou non), plus on s'établit; moins on en a, plus on se précarise (Id. : 46). Il s'agit cependant d'une différence essentiellement *relationnelle* (donc politique ou sociale et éventuellement économique), mais qui prend généralement, dans le discours et les pratiques, l'aspect d'une différence *essentielle* (ou ontologique) (Ibid. : 30-32). Les rumeurs, ragots et autres récits diffamatoires sont vus dans cette optique comme des instruments quotidiens de constitution et de renforcement de cette différence. Ils se

doublent d'une crainte, d'une menace ressentie, de désorganisation et de perte apportée par ces nouveaux venus dont il faut se prémunir (Id. : 167-168).

Ainsi, les groupes sont hétérogènes et partiellement conflictuels. Ils tendent à se disputer le privilège symbolique et matériel, et s'organiser selon une division basée sur l'occupation et la connaissance du milieu, dans sa dimension physique, humaine et symbolique. Mais leur divergence de position, nous l'avons dit, implique aussi un rapport différent aux événements. Ce qui suppose qu'il serait absurde d'imaginer que tout *favelado* prend position de la même manière devant le *PAC-Rocinha*. De la constitution de soi en tant que « bénéficiaire » à l'opposition ouverte, en passant par la dérision, l'indifférence et le fatalisme, les postures face aux institutions étatiques sont multiples et rarement univoques.

L'assisté, le bénéficiaire et le demandeur ne sont pas des figures universelles ou essentielles. Comme Fassin (2004) le montre, l'attitude face aux prestataires et autres intervenants se constitue et s'élabore, en un processus alliant en une même indistinction assujettissement et manipulation. L'auteur présente dans son article l'apprentissage de la rhétorique et de la pratique de la requête comme une objectivation de sa propre condition à des fins de meilleure insertion au sein des programmes préconçus pour gérer le manque et la souffrance (telle que l'aide sociale et médicale, ou l'implantation de nouvelles infrastructures dans une zone d'habitation précaire). L'apprenti « bénéficiaire » manipule les donateurs de services vers son intérêt le plus pressant, mais doit, pour ce faire, s'assujettir au système normalisé auquel il est soumis, se réduire à son manque, son malheur ou sa douleur, et ce de manière juste assez contrôlée (entendre : intelligible) et théâtrale (entendre : convaincante). La question de savoir qui gagne – l'institution ou le demandeur – reste sans réponse claire, car comment déterminer, même pour soi-même, à quel moment se plier aux règles cesse d'être une tactique et devient une forme d'identification personnelle dont il devient difficile d'échapper? Paugam (1994) relève une tendance très semblable dans son analyse de la « carrière morale des assistés », dans laquelle il souligne que l'incorporation progressive du comportement le plus adéquat pour fonctionner dans l'institution caritative se double d'un passage de l'instrumentalisme à l'identification complète en tant qu'assisté, avec ses doléances et ses requêtes. Ainsi,

on supposera qu'un environnement où les interventions caritatives et réformatrices sont fréquentes (comme la *Rocinha*, voir ch. 2) verra ceux qui le peuplent devenir de plus en plus habiles (ou formatés) à s'y soumettre dans l'optique d'obtenir un avantage ou un autre.

La collaboration intéressée n'est pas toujours l'option la plus automatique, cela dit. Le sentiment d'impuissance devant une machine dont les tenants et les aboutissants nous échappent (conceptuellement et matériellement) peut résulter en une résistance passive, ou résilience, qui peut passer par une série d'attitudes tampons allant de la dérision à l'indifférence, en passant par le cynisme et un certain fatalisme. Herzfeld, dans son *Cultural Intimacy* (1997: 22-31), indique la récupération d'éléments symboliques issus des institutions officielles et autres manifestations de « l'État », leur déplacement dans le discours courant comme forme de résistance passive passant par la subversion des logiques de pouvoir et de légitimité officiellement déployées. Les « simples citoyens », ainsi, raillent et tournent régulièrement en ridicule 'l'autorité' et ses procédures, le processus faisant état à la fois de la vivacité des sujets, mais aussi de la puissance tranquille de ces institutions et de ces États, puisqu'ils finissent ultimement renforcés, même par la négative, en tant que structures agissantes et totalisantes.

Gupta (1995, 2005) réfléchit aux significations données par les paysans indiens à l'État et son fonctionnement quotidien. Il souligne le fatalisme devant l'immanente corruption comme une manière d'en réduire l'impact (en le traitant comme une donnée anodine) tout en le renforçant (car le fatalisme appelle la résignation). Cette interprétation peut aussi servir pour réfléchir aux diverses formes de sarcasmes et autres manifestations d'indifférence cynique devant les interventions étatiques dans la favela, jugées par plusieurs comme (1) nécessairement corrompues et (2) vouées à ne produire aucun résultat probant, à part l'enrichissement de ses concepteurs. Autant de postures de « petite résistance », signes d'une impression (justifiée ou non) d'impuissance devant des mécanismes tentaculaires, mais néanmoins supportables.

Ces diverses figures de l'attitude face aux autorités officielles sont aussi à déceler dans la littérature concernant les périphéries urbaines brésiliennes. Le détournement des politiques publiques par les favelados qui les subissent n'est pas un phénomène

nouveau : *Passa-se uma casa* (Valladares, 1978) relate en effet le développement du programme d'éradication partielle de la Rocinha au début des années 1970, relevant au passage les diverses manœuvres des résidents déplacés ou en voie de l'être pour gagner le maximum dans un processus au départ assez dérogatoire²¹. Revente de maisons préfabriquées, présentation de fausses informations sur la composition des ménages, déconstruction et reconstruction de maisons, autant de manières pour les résidents de prendre à parti une procédure jugée répressive. Dans un contexte plus récent, Valladares (2006 : 167-171) souligne l'extrême maîtrise, dans les milieux communautaires et les ONG, d'une rhétorique du manque et de la misère constitutive de la favela, de manière à la fois à justifier le travail de ce type d'entités caritatives, mais aussi à attirer financement et publicité.

Ferreira (2007), tissant conjointement son expérience de terrain avec les intervenants de *Médecins sans Frontières* dans une favela de la *zona norte* et un certain historique de la charité dans les périphéries urbaines du Brésil, révèle la continuité des postures assistancielles – et clientélistes, souvent – des élites politiques, économiques et religieuses de la ville de Rio face aux favelas, et expose du même mouvement la profondeur de l'incorporation chez les résidents contemporains de la position de bénéficiaire. Elle souligne à quel point le «local staff» de *Médecins Sans Frontières* a du mal à insuffler aux résidents le goût de la prévention sanitaire, la position de «malade prêt à voir le médecin et se faire prescrire des cachets» seyant bien plus à une majorité de la population locale (Id. : 143-145).

Goldstein (2003) met en lumière les extensions et les fonctions de l'humour particulièrement noir et cruel qu'utilisent les favelados pour «désamorcer» la souffrance inscrite dans un quotidien souvent abusif – violences conjugales, misère et humiliations, guerres de gangs, enfermement et déshumanisation en prison ou en centre de redressement et brutalité policière. On ne parle pas directement ici de

²¹ Nous y reviendrons dans le chapitre 3, mais il est à noter que les années 1960-1970 ont été le théâtre d'une vague sans précédent de destruction de bidonvilles et de relocalisation de leur population dans des parcs d'habitations préfabriquées, généralement loin à l'ouest du centre-ville et de la *zona sul*. Le projet répondait à une série d'impératifs stratégiques incluant l'éloignement d'éventuels opposants politiques, mais aussi le dégagement des territoires à des fins de développement immobilier «légal». On remarque cependant l'échec presque complet de la politique d'assainissement, dans la mesure où la population favelada de la zone ne changera presque pas au cours des sept ans du projet (on passe de 13,2% à 12,3% de la population totale, malgré le déplacement de plus de 100 000 personnes, Perlman, 2005 : 3).

réaction aux programmes gouvernementaux, mais la résilience devant l'apparement insurmontable est bel et bien prégnante. Dans un ordre d'idées semblable, Sheriff (2001 : 95-114) relate les efforts des employés issus des favelas à ignorer le facteur racial menant à leurs humiliations et exclusions quotidiennes au sein de leur milieu de travail. La race existe et joue, mais pas pour eux, pas dans leur expérience personnelle.

Je profite de cette section consacrée aux sujets et aux relations pour glisser quelques mots concernant les inégalités et les raisons de leur maintien. Si la Rocinha est facturée et inégalitaire, un phénomène semblable, sinon bien plus profond, est à l'œuvre pour l'ensemble de la ville, voire du Brésil entier. En effet, le Brésil est encore reconnu de nos jours comme l'un des pays les plus inégalitaires du monde (un coefficient Gini de 0,570 en 2009²²). Le sous-thème de ma réflexion, je l'ai déjà mentionné, est de réfléchir aux interventions dans la favela dans une perspective de lutte aux (ou de mécanismes de maintien des) inégalités. Dans cette optique, deux principes doivent être rapidement posés ici. D'abord, la nature éminemment *relationnelle* des inégalités, pourtant manifestes en signes individuels (manque de ressources, mauvaise santé, éducation, etc.), vaut autant dans la favela que dans sa relation à l'*asfalto*. La même remarque vaut dans toutes formes de contextes sociaux (Bourdieu, 1984 ; Elias, 1997[1965]). La misère est toujours une « misère de position » (Bourdieu, 1993 :16) : le pauvre l'est par rapport au riche, mais aussi *parce que* l'autre est riche. Ceci implique que la situation des favelas ne peut ni ne doit être séparée de celle des beaux-quartiers ; qu'il est nécessaire, pour comprendre la désaffection des uns, de réfléchir aux moyens par lesquels les autres ont atteint leur niveau de sophistication et de confort. Cette logique sous-entend évidemment qu'une réforme radicale des rapports inégalitaires dans les villes brésiliennes doit passer par un décroisement conceptuel de la favela et son insertion réelle dans les dynamiques plus larges qui font la ville.

Le second principe suit fidèlement le premier. Si les inégalités sociétales sont à évaluer sur les deux versants de leur distribution, il convient aussi de se questionner sur les mécanismes existant pour les maintenir de la sorte. Paul Farmer propose la notion

²² Tel que l'indique le site : <http://www.statistiques-mondiales.com/gini.htm> (consulté le 14 décembre 2009).

de *violence structurale* (2004) pour qualifier la discrimination, l'exclusion ou la souffrance systématique infligée à certains segments d'une société à travers le *fonctionnement normal* d'une ou plusieurs de ses institutions, formelles ou non. Autrement dit, il faut parfois réfléchir le problème de l'ignorant, de l'oisif et du malade en observant la manière dont le système d'éducation, d'emploi ou de santé le traite au sein de sa procédure normale. Cette pertinente observation m'amène à proposer qu'il est nécessaire, pour comprendre la condition et les possibilités offertes pour les favelados, de dépasser (sans pour autant l'ignorer) leur place dans la favela et de réfléchir la position qui leur est allouée dans le reste des systèmes et organisations de la société brésilienne.

2. POUR UNE ETHNOGRAPHIE DE LA SATURATION. CONSIDÉRATIONS DE MÉTHODE

«Mais c'est si dommage! Pourquoi t'as pas choisi un sujet où il se passe réellement quelque chose?».

- La propriétaire d'un orphelinat, au sujet de ma recherche.

Ce chapitre sera consacré à l'exploration des enjeux méthodologiques propres à la recherche de terrain dans un contexte saturé par les interventions en tous genres et les discours qui le prennent pour objet. En lieu d'un chapitre de méthode au sens habituel du terme, j'ai pensé aborder la collecte de donnée et son analyse par le biais de sa *praxis*, et des influences contextuelles qui l'ont façonnée²³. Car l'anthropologie que j'ai voulu pratiquer échappe partiellement à la systématisation méthodologique, son haut degré d'induction forçant la fluidité du processus de recherche.

Une première partie se concentrera à décrire les particularités du milieu ethnographique où j'ai passé deux mois intensifs (et quelques mois préparatoires, l'année précédente). La Rocinha y apparaîtra ainsi en tant que cas-limite de la description plus consensuelle que l'on se fait d'une favela carioca (à ce sujet voir chapitre 3, *infra*). La seconde section recentrera le regard sur mon processus de recherche de terrain, interrogeant la dynamique liant milieu, population et subjectivité du chercheur dans la mise en place de la perspective analytique et la qualité de la collecte d'informations. Il y sera inclus une série de vignettes ethnographiques dont l'importance est de révéler un effet de la prolifération des recherches sur la favela au Brésil, et spécifiquement dans la Rocinha, sur l'apparition de ce je nommerai ici la figure de l'*hyper-étudié*. Il semble en effet que la recherche intensive à laquelle a été soumise la Rocinha ait laissé sa trace dans les perspectives et comportements des résidents face aux anthropologues, aux étrangers, à la recherche en sciences sociales et à ses méthodes, transformant à leur tour assez durablement la nature des relations entre chercheurs et étudiés. L'objectif du chapitre est double : (1) qualifier le milieu dans lequel cet immense programme gouvernemental se targue de s'implanter, et ainsi

²³ C'est un point de vue très personnel et probablement influencé par mon manque de culture anthropologique, mais je suis souvent peiné de ne pas avoir droit à un plus grand étal de la manière dont s'est réellement tenue la collecte menant à la réflexion finale des ethnographies que je lis. Un beau contre-exemple, cependant, est fourni dans l'introduction et le ch. 1 du *In search of respect : selling crack in El Barrio*, de Philippe Bourgois (1995). Il m'aura sûrement influencé partiellement dans ma volonté de rendre ici les distorsions qui accompagnent et façonnent nécessairement la constitution de nos réflexions anthropologiques.

aider à préfigurer les stratégies qui le guident comme les divergences entre les conceptions qu'il porte et la réalité qu'il tente d'altérer, mais aussi (2) comprendre l'importance de mon interaction avec le contexte sur la forme qu'aura ultimement pris cette recherche²⁴.

a. Rocinha, cas-limite. Une favela consolidée, organisée, étudiée... intégrée?

La description qui suit s'inspire d'ouvrages antérieurs et de sources indirectes pour dresser un certain portrait de la Rocinha. Elle sera complétée par mes propres observations, en seconde section de chapitre.

À l'homogénéité du discours entourant la favela²⁵ correspond une pluralité sans bornes de ces favelas elles-mêmes. À près de mille favelas répertoriées, certaines, cependant, occupent une place toute particulière dans l'imaginaire collectif et l'échiquier urbain. La Rocinha, la favela où se développe le PAC actuellement, celle de mon terrain, n'a ainsi pas été choisie au hasard. Car la Rocinha est un cas étrange, à la fois l'archétype *et* le contre-exemple par excellence du *package* épistémologique entourant la favela. La Rocinha se situe à cheval entre deux tendances contradictoires, carte postale de la misère et en même temps laboratoire de l'intervention. Toujours citée, toujours connue, elle est l'exemple-type que l'on donne de cet amalgame pauvre, violent, informel et illégal, mais aussi le lieu le plus investi par l'État et ses sous-traitants, par les médias, l'université et, plus récemment, la communauté internationale en quête d'un «autre visage» du Brésil urbain²⁶ (Valladares, 2006 : 165; Cavalcanti, 2007 : 36; Klintowitz, 2007 : 24). Plusieurs la considèrent comme «la plus grande favela d'Amérique du Sud», voire une ville à part entière, une indication supplémentaire de son statut iconique (Leitão, 2007; Klintowitz, 2007; Toledo *et al.*,

²⁴ Bien que je mentionne leur collecte dans ce chapitre, je décris les matériaux ethnographiques (et bibliographiques) utiles au développement de mon argumentation au moment où je les utilise, c'est-à-dire au cours des chapitres qui suivent.

²⁵ Le chapitre 3 se consacre entièrement à détailler cette affirmation.

²⁶ En effet, la tendance touristique la plus marquante de ces dernières années au Brésil a été l'attrait pour «le Brésil authentique», ce qui dans de nombreux cas revient à la visite de favelas, voire même par l'entremise des stages de coopération qui y œuvrent (voir Freire-Medeiros, 2007). À ce titre, voir l'amusante description qui est fait de la Rocinha sur le site du Guide du Routard. On est en plein dans l'apologie de la favela-positive, fière et inventive malgré ses malheurs et ses manques; en somme, un incontournable pour connaître «le vrai Rio», loin des plages dorées et des beaux hôtels. (http://www.routard.com/mag_reportage/145/1/la_rocinha_la_plus_grande_favela_du_bresil_.htm, site consulté le 04/19/09)

2005). Ainsi, symbole pour les uns, et le plus fuyant des exemples empiriques pour les autres (Valladares, 2006 : 204-205), elle est à la fois au cœur du discours et à sa marge, la cible parfaite et la moins évidente pour les interventions en tous genres. C'est justement cette position mitoyenne, surdéterminée, qui en a fait pour moi le meilleur terrain pour étudier ces liens entre rapport à la favela et manières d'y intervenir.

Rocinha a commencé à se développer, au sud-ouest du centre-ville, au cours des années 1930, dans une région à l'époque encore largement agricole. Son nom provient, selon plusieurs, des nombreux petits ranchs²⁷ qui parsemaient la région. Une femme de la Rua 4 m'a en effet conté que son grand-père était maître d'une propriété terrienne là où s'élève à présent sa maison, et y élevait plantes et petits animaux jusqu'au début des années 1960. La Rocinha, à l'époque relativement isolée, s'est beaucoup développée, surtout à partir des années 1960-70, vu son emplacement extrêmement stratégique. En effet, située à la limite ouest de la *zona sul* actuelle, elle est bordée par deux des plus affluents quartiers de la ville, *São Conrado* et *Gavéa*. Elle est à quelques minutes de bus de *Barra da Tijuca*, une banlieue aisée de la *zona oeste*, mais aussi d'*Ipanema* et *Leblon*, les quartiers touristiques et affluents les plus en vogue de la ville. Le passage entre les deux, très fréquenté, oblige de longer la favela, ce qui lui donne une position de visibilité imprenable. La proximité des sources d'emplois (dans les centres commerciaux et touristiques ou comme domestiques ou employés dans les résidences des classes moyennes et élevées) en fait un lieu privilégié pour loger à (relativement) peu de frais.

Son développement a beaucoup eu à voir avec le développement immobilier des *zonas sul* et *oeste*. En effet, deux mouvements parallèles ont fait exploser sa population au cours des années 1960-70. Alors que les programmes d'éradication²⁸ étaient à leur paroxysme de violence, la Rocinha, pourtant «en travers du progrès», n'a été que partiellement détruite (sa section sud a laissé place au tunnel *Zuzú Angel*²⁹ et à la partie nord de *São Conrado*). Du fait de son emplacement idéal (comme *Vidigal*, favela voisine, elle aussi épargnée), beaucoup des déplacés ont revendu leur maison préfabriquée de la *zona oeste* et sont revenus s'installer dans la Rocinha, faisant

²⁷ *Roça*, en portugais. Le diminutif donne en effet *Rocinha* (petit ranch).

²⁸ Voir chapitre 3 *infra*, p. 70-72.

²⁹ Qui relie *Gávea*, *Leblon* et *São Conrado* en passant sous la montagne où se situe la Rocinha.

augmenter drastiquement sa population (Valladares, 1978 : 12). À la même période, le développement de *São Conrado* et de *Barra* ont amené beaucoup de résidents à devenir travailleurs sur les chantiers avoisinants, ce qui n'a pas manqué d'assurer la croissance de la communauté. Parallèlement, les mouvements sociaux locaux et l'essor des AMs³⁰ ont amené de grands développements économiques et politiques dans la favela. Les premiers services publics (égouts, éclairage des rues, eau courante) ont été négociés par les AMs locales avec les politiciens de la région (Grynszpan & Pandolfi, 2004 : 72-75). Vu la proximité de l'université *PUC-Rio* (dans Gávea), la favela est vite devenue un sujet d'étude privilégié pour les nombreux chercheurs avides de mieux connaître la marginalité urbaine. Valladares (2006 : 162-164) relève en effet que la Rocinha est, du point de vue du nombre de publications universitaires la concernant, de loin la plus représentée de toutes les favelas de la ville³¹. Depuis les revirements de politiques publiques (au début des années 1980) vers une «intégration» de plus en plus prégnante, la Rocinha est réellement devenue, en parallèle, l'une des favelas les plus consolidées. La plupart des parties actuelles du PAC – implantation de services et renforcement des habitations, prestation de services de base, programmes sociaux et éducatifs, légalisation des terrains – ont en effet leurs antécédents, quoique plus fragmentaires et ponctuels, au sein de la Rocinha (Klintowitz, 2008 : 94; Drummond, 1981 : 9). La Rocinha, en somme, est une favela à l'organisation politique ancienne et influente, à la consolidation et l'assistance établie et fréquente, à l'observation, par les médias, les intellectuels et les artistes, assidue. Une favela organisée, consolidée, assistée, étudiée et représentée au possible. De l'imaginer exclue, comme on la présente pour y justifier l'implantation du PAC, demeure dans cette optique étonnant. Les chapitres qui suivent aideront à dénouer cette apparente contradiction.

Cette interaction incessante avec l'extérieur et ce long historique n'aura pas été sans effets sur ses dynamiques internes : la faction trafiquante³² y est, aux dires de mes informateurs, particulièrement entrepreneuriale, organisée et très puissante, sans

³⁰ Pour associações de moradores (associations de résidents).

³¹ Quelques exemples : Drummond, 1981; UPPMR, 1983; Leitão 2007; Klintowitz 2008.

³² Il existe présentement à Rio de Janeiro trois factions concurrentes de narcotrafiquants, qui se partagent plus ou moins 60% des favelas de la ville (l'autre 40% étant maintenant aux mains des milices armées) (Zaluar et Conceição, 2007 : 97). Le Commando Vermelho (CV) est le plus ancien, l'ADA (Amigos dos Amigos) découle d'une scission interne du CV, et le TCP (Tercero Commando Puro) d'une troisième guerre intestine (Arias, 2008). L'ADA contrôle toute la région (Rocinha-Vidigal) depuis 2004.

compétition avec la police ou les quartiers adjacents. Leitão relève l'existence d'un marché immobilier informel très vivace, faisant monter les prix des maisons, dans les zones les plus riches de la favela, plus haut que celles se trouvant dans certains quartiers «en dur» de classe moyenne-élevée, comme Cosme Velho ou Gloria (2007 : 141). On ne compte plus le nombre d'ONG installées dans la Rocinha, et elle est considérée, depuis quelques années, comme le troisième point de visite touristique le plus important de la ville, un peu derrière le Pão de Azucar et le Corcovado³³. On est loin du dénuement le plus total.

L'irruption du *PAC-Favelas* dans la communauté a donné lieu à la production d'une quantité encore jamais égalée de données en tous genres sur le territoire, ses constructions et sa population. Ainsi, la section sociale du projet, coordonnée par une boîte de communications (l'Agencia 21) mais largement traitée par des employés-résidents, a rendu au cours de l'été 2009 deux intéressants recensements de la Rocinha, l'un domiciliaire et l'autre commercial. On y apprend entre autres que 89% des constructions de la favela (près de 40 000, selon leurs calculs) sont faites «en dur», c'est-à-dire en briques ou autres matériaux similaires et durables (Agencia 21 et PAC-Social, 2009a : 18). Près de 60% des domiciles possèdent plus de trois pièces, pour 88% de logements unifamiliaux (Id. : 13; 19). De celles-ci, 61,8 % appartiennent au résident, pour 34,2% de locataires (Id. : 23). Fait étonnant pour un lieu associé à son illégalité d'existence, déjà 57% des résidences ont une forme ou une autre³⁴ de papiers légitimant leur possession des lieux. 96% ont l'eau courante et 92% l'électricité (dont 84% ayant un compte officiel à la Light³⁵) (p. 32). Un quart de la population (23,5%) se déclare aux études; 32% sont des employés du domaine formel, pour moins de 10% de travailleurs informels, 7% de chômeurs et 8% de femmes au foyer. Bien sûr, les emplois sont souvent temporaires, généralement mal payés (moins de 5% de la population déclare un revenu dépassant 2 salaires minimums par travailleur et par mois, soit 830R\$³⁶). On est en mesure de remettre en question l'exactitude d'informations

³³ Selon le commissaire de la police touristique de Rio, au cours de la conférence «Tourisme et Violence à Rio de Janeiro» tenue à l'université UniRio le 5 juin 2009.

³⁴ La plupart ont été émis par l'une des AMs locales, mais 22% sur les 57% ont des papiers jugés «entièrement officiels» par les concepteurs du recensement (p. 24).

³⁵ La compagnie privée offrant l'électricité à l'ensemble de la ville de Rio.

³⁶ Environ 460\$CAN. Par mois.

récoltées au porte-à-porte, par des employés ne connaissant pas nécessairement leurs vis-à-vis, mais la même critique peut se faire du matériel ethnographique. Les deux nous offrent une certaine idée, à tout le moins, des tendances les plus marquées ou encore de ce qui paraît assez légitime pour être dévoilé à un relatif étranger dans un cadre relativement professionnel.

On ne dénote pas moins de 6508 commerces sur l'ensemble du territoire de la communauté (Agencia 21 et PAC-Social, 2009b : 5). 91% d'entre eux sont déclarés informels, c'est-à-dire sans papiers officiels et non soumis aux régulations nationales en matière commerciale (sur ces 91%, il est intéressant de constater que 76% d'entre eux n'ont aucune intention ni ne voient aucun intérêt à formaliser leur entreprise, même si possibilité se présentait) (Id. : 15-18). On trouve bien franchement de tout, dans les grandes artères de la communauté, de la franchise fast food (*Bob's*) à la banque (*Bradesco*), en passant par la salle d'entraînement, l'animalerie, le salon de coiffure, le bar ou même le détaillant de meubles, le tout en de nombreux exemplaires étalés à travers les quartiers. L'activité est à peu près incessante, à part une relative accalmie entre 6h et 10h du matin (relative, car si les occupants les plus bruyants en profitent pour dormir, les écoliers et les salariés, eux, circulent à ce moment-là). À toute cette activité s'ajoute celle, non négligeable, des innombrables organismes communautaires, offrant une variété de services à tous les recoins de la communauté.

Pour conclure cette section, je propose un aperçu rapide de la diversité interne de la favela, en passant en revue quelques uns de ses «quartiers». La *Rocinha*, pourtant clairement bornée (par la forêt et les montagnes, au nord, est et ouest; par *São Conrado* et le Tunnel, au sud et sud-est), n'est pas en soi une enclave. La plage de *São Conrado*, à dix minutes à pied des limites officielles, est appelée «plage de la *Rocinha*» par les résidents, et presque entièrement désertée par les gens de *São Conrado*, qui lui préfèrent celle de *Barra da Tijuca*. Les gens de la *Rocinha* vont souvent à *Leblon* pour son hôpital, *Miguel Couto*, le seul hôpital public raisonnablement accessible de la région, et passent de longs après-midi dans les *shoppings* de *Barra da Tijuca*, mais pas celui de *São Conrado*, jugé trop dispendieux. Il est en effet le *shopping* le plus cher du Brésil, et qu'il s'élève face à la favela semble faire figure de provocation. Du moins l'ai-je souvent perçu de la sorte.

La favela contient une bonne vingtaine de 'quartiers', maintenant officialisés grâce au découpage techno-légal opéré par le PAC. Le revenu moyen et la prédominance «d'occupation et de réputation» de ceux qui les habitent varient. Voici quelques exemples. Des quartiers aisés : *Bairro Barcelos* (plutôt commercial et touristique), *Rua 4* (essentiellement résidentiel), *Laboriaux* (résidentiel-touristique) ou *Vila União/Pastor Almir* (résidentiel). Les résidences y sont souvent en dur, plutôt verticales, et plusieurs bâtiments y possèdent déjà des titres de propriété. Les quartiers malfâmés, dont la réputation est mauvaise³⁷ vu leur association à la vente et à la consommation de drogues : *Valão/Rua 2* (où je résidais) et *Rua 1*. Le *Valão* est le point premier de vente de drogues dans la *Rocinha*, et aussi l'ancien lieu de résidence des dirigeants du trafic, jusqu'à leur déménagement dans la *Rua 1*. Deux dames de la *Rua 4* m'ont déjà affirmé qu'elles ne voudraient jamais habiter dans ce quartier, où vivent les désœuvrés, les alcooliques et les criminels, où l'air est irrespirable et où les gens se battent et s'engueulent du matin au soir. Enfin, certains quartiers sont reconnus pour leur extrême misère : les maisons y sont rudimentaires, voire faites de tôle et de bois seulement. Souvent, les services de base s'y rendent à peine. *Roupa Suja*³⁸ est un quartier de «vieille misère» (il existe depuis très longtemps sans s'être jamais enrichi), alors que *Vila Verde*, *Portão Vermelho* et surtout *Cobras e Lagartes* sont des quartiers relativement récents, à l'expansion rapide, accueillant souvent les nouveaux venus et autres résidents devant revoir à la baisse leurs standards d'habitation pour une raison ou une autre. *Cobras e Lagartes* est aujourd'hui détruit puisqu'il était situé hors des limites légales nouvellement réaffirmées par la construction des *Écolimites*³⁹.

b. Du «terrain miné» à l'inutilité de la recherche. Un itinéraire ethnographique

Il a été nécessaire de cumuler un considérable matériel ethnographique pour le portrait de l'implantation du *PAC-Rocinha*. D'abord un pré-terrain de trois mois au printemps 2008, puis une recherche de terrain véritable à l'été 2009 (entre mai et

³⁷ Les connaissances précises sur les spécificités internes des favelas ne dépassent guère ceux qui y résident. Si tous les cariocas connaissent la *Rocinha* de nom, les résidents de *l'asfalto* (l'asphalte, les quartiers formels), pour l'immense majorité, ne la visiteront jamais, et plusieurs d'entre eux ignorent même son emplacement. La réputation des divers quartiers est donc interne à la communauté.

³⁸ Littéralement, «linge sale».

³⁹ C'est le terme, édulcoré à l'extrême, qui désigne aujourd'hui les mesures étatiques visant à limiter la croissance de plusieurs favelas de la *zona sul*. Voir note 42.

juillet) ont servi de cadre à cette collecte de données. Le terrain à proprement parler a nécessité que je m'installe dans la Rocinha, que j'y partage la vie et les conversations de mes voisins, que j'assiste à plusieurs dizaines d'heures de réunions et de conférences liées au *PAC-Rocinha*, que je collecte des données officielles via internet, que j'enregistre six entrevues semi-dirigées avec des résidents et des intervenants en tous genres (issus d'ONGs, d'AMs ou du projet PAC à proprement parler) et enfin que j'accumule 370 pages de notes de terrain relatant toute cette expérience, à la fois dans les détails descriptifs et émotifs, les aléas théoriques et les petites crises de panique temporaires. J'ai voulu restituer ici le processus dans son organisation première, c'est-à-dire en suivant assez fidèlement la progression telle qu'elle s'est effectuée, de manière à montrer, ne serait-ce qu'indirectement, la manière dont se constitue une perspective théorique et des matériaux d'analyse sociale⁴⁰.

Faute d'espace, je passerai rapidement sur mon séjour en pré-terrain, essentiellement motivé par la nécessité d'apprendre le portugais, de me développer des contacts en favelas (dans *Acari* et *Rocinha*), de découvrir où en était la production académique locale concernant mon sujet et de mieux connaître Rio, son organisation spatiale, ses pratiques culturelles et ses dynamiques sociales. Mes premières idées sur l'idéologie sociétale nationale⁴¹, la culture de terreur chez les élites et les effets de l'intervention publique et privée dans les favelas datent de cette époque. Mon regard s'est progressivement centré sur les rapports entre l'État et les favelas, particulièrement dans son maniement de l'urbanisme, du droit et du travail social.

Je suis retourné à Rio en 2009 avec l'idée de réfléchir aux effets et à la logique de l'urbanisation des favelas, dont le premier exemple historique bien documenté est le programme Favela-Bairro des années 1990 (Burgos, 1998; Pamuk & Cavalierri, 1998).

⁴⁰ Bien que je mentionne leur collecte dans ce chapitre, je décris les matériaux ethnographiques au moment où je les utilise, c'est-à-dire au cours des chapitres qui suivent.

⁴¹ Que j'aime appeler «L'inclusion hiérarchisée». La question a été abondamment discutée par de nombreux auteurs (voir Da Matta, 1991; Costa Vargas, 2004; Leibing, 2001). En quelques mots, il s'agit du modèle brésilien de citoyenneté (et de définition de l'identité nationale) : une inclusion ardemment réaffirmée par tous en tant que Brésiliens, mais sous-entendant une hiérarchisation entre maîtres et valets, citoyens de premier et de second ordres, prééminents et subalternes. Le modèle est renforcé par une idéologie nationale contradictoire où le compromis, l'harmonie et le mélange sont régulièrement célébrés, mais mis en pratiques en une logique hiérarchique et non égalitaire. Il s'agit d'une conception des relations de pouvoir qui me semble assez particulière au Brésil, à tout le moins en comparaison des modèles offerts par d'autres sociétés post-esclavagistes (É-U., Afrique du Sud, par exemple).

Ayant eu quelques problèmes avec mes contacts dans la Rocinha, inquiet à l'idée de m'y rendre sans invitation⁴², j'ai décidé, au cours de mes premiers jours de terrain, d'amasser de la documentation sur internet, dans les journaux, à travers quelques sources officielles (notamment à l'Hôtel de Ville) sur le Favela-Bairro et le PAC. J'ai dû resserrer ma recherche quand j'ai réalisé que le FB n'avait jamais été mis en application dans Rocinha; puis, en un mouvement contraire, j'ai été tenté de l'élargir à nouveau. La lecture des journaux, quelques conversations à droite et à gauche m'ont fait prendre conscience de la simultanéité de plusieurs mesures gouvernementales ayant trait aux favelas, incluant celle dans laquelle je comptais commencer, le plus vite possible, ma collecte de données de première main. Le PAC, en effet, rivalisait dans les manchettes le projet *Ecolimites*⁴³, le *Choque de Ordem*⁴⁴ et les mesures «sensibles et musclées» du *Pronasci*⁴⁵. J'ai été frappé par la tendance commune de ces programmes à sanctionner, éduquer ou contraindre physiquement vers une plus grande formalisation des conduites et des organisations dans la favela. La réduction de ces éléments jugés incontrôlables, illégaux ou sans normes (l'expansion du territoire, la construction des bâtiments, la vente de produits illégaux) semblait être le fer de lance de toutes ces initiatives. J'ai donc été amené à ne plus uniquement penser aux transformations en termes de modification de l'espace, mais aussi à leurs associations avec des

⁴² Les favelas sont réputées être des «terrains dangereux», dans lesquels il est difficile d'entrer sans risquer sa sécurité, à moins d'avoir au préalable des contacts issus de l'intérieur. À tout le moins, depuis la montée de la violence urbaine, généralement associée au développement du trafic de drogue et d'armes dans les favelas (Caldeira, 2001; Silva, 2004). Que les précautions soient exagérées ou non, elles sont scrupuleusement respectées par l'immense majorité des cariocas de l'asfalto.

⁴³ Le projet vise à cercler partiellement ou entièrement 13 favelas de la *zona sul* de Rio, incluant la Rocinha, pour protéger la forêt atlantique de la croissance horizontale de ces «invasions». Des murs de 3 mètres, ou dans certains cas des murets (1m 50), des zones de protection de l'environnement et des parcs de divertissement sont en cours de construction à cette fin. C'est un programme de l'État de Rio, accueilli avec indignation et inquiétude dans les médias et les milieux communautaires.

⁴⁴ L'opération «Choc de l'ordre» est une initiative de la préfecture de Rio, qui vise, notamment dans certaines favelas comme la Rocinha, mais pas seulement, à lutter contre le commerce et les constructions informelles (ou, à tout le moins, ceux qui contreviennent d'une manière ou d'une autre aux règlements municipaux). Dans le cas de la Rocinha, un immeuble «illégal» a été démoli (*o minhocão*), et les commerces non-autorisés (*camêlos*) ont été rasés quelques semaines avant que j'arrive.

⁴⁵ Une initiative du gouvernement Lula pour régler les problèmes de sécurité liés aux favelas, le Pronasci est double. Il se compose d'abord d'une cellule de pacification, c'est-à-dire un bataillon policier prenant le contrôle de territoires gérés par des réseaux de trafic de drogues jusqu'à la disparition, par mort ou par fuite, de ceux-ci (cette initiative a été menée jusqu'ici au moins dans *Dona Marta*, *Cidade de Deus* et *Morro da Babilonia*). Ensuite, il inclut la mise sur pied d'une «police de proximité», composée de résidents des favelas, qui a la double tâche de veiller à la sécurité immédiate et à faire de l'éducation populaire en matière de conduites dangereuses. Pour plus de détails : <http://www.mj.gov.br/pronasci/data/Pages/MJF4F53AB1PTBRNN.htm>

transformations passant par le légal et le procédural. J'ai souhaité, à partir de là, aborder le PAC comme un programme qui travaille le bâti, la loi et les conduites. Quelques éléments découverts plus tard m'ont fait comprendre que j'avais probablement raison.

Avant l'entrée : craintes et sentiers alternatifs. J'arrivai donc à Rio le 25 mai, dans l'appréhension la plus complète. Je n'avais pas eu de nouvelles de mes contacts dans Rocinha – je souhaitais entrer dans la favela via l'ONG *1mundoreal*, avec laquelle j'avais brièvement pris contact l'année précédente. J'avais lu dans les journaux une série de nouvelles affligeantes : on avait commencé à murer la favela, la guerre entre trafiquants et policiers avait repris, jusqu'à en faire stagner les travaux d'urbanisation, on détruisait maintenant des immeubles et des commerces jugés «hors normes» dans la Rocinha, devant les protestations locales permanentes. J'étais partagé entre l'impression que l'ONG ne voulait plus avoir à faire à «encore un autre anthropologue»⁴⁶ ou que la situation était à ce point dramatique qu'il n'était tout simplement plus possible d'entrer dans la favela. J'ai donc décidé de ne pas m'installer dans la Rocinha, mais bien chez un professeur canadien invité à Rio, dans Copacabana, et de me rendre sur le terrain une fois certains contacts remis d'aplomb. Mes premiers jours ont donc consisté en deux types de problématiques : (1) comment entre-t-on sur un terrain «miné» d'une manière qui soit la moins contraignante et la plus sécuritaire possible? (2) Que faire pour avancer la recherche lorsqu'on est gardé hors du terrain?

Pour régler ce premier problème, j'ai songé à trois possibilités. La première : je contacte l'association de résidents principale de la Rocinha⁴⁷, dans l'espoir de voir mon projet accepté et mon invitation officialisée. Mais Mariana Cavalcanti m'a judicieusement fait remarquer qu'il était peut-être plus stratégique de procéder autrement, car les AMs sont reconnues pour leurs liens avec le trafic : il était peut-être

⁴⁶ Ils m'avaient justement expliqué, l'année précédente, que leur travail commençait à être ralenti par le nombre incessant de chercheurs en tous genres qui utilisaient l'ONG comme voie d'entrée dans la favela. La position mitoyenne que tiennent les ONGs – souvent connectés à l'extérieur, possédant un site internet, une adresse email, etc. – les place dans une position privilégiée, d'un point de vue de chercheur, pour constituer ce premier contact.

⁴⁷ L'UPMMR : l'union pro-améliorations des résidents de la Rocinha. La plus grande des trois AMs de la communauté, elle a un site internet, un local officiel, une série de politiciens locaux très connus et bien connectés (notamment avec les membres de l'ADA, la faction trafiquante locale).

à la fois plus sécuritaire et meilleur pour la collecte de données de ne pas être trop officiellement associé aux réseaux criminels, surtout dans la mesure où ils ne prennent qu'une place périphérique dans mon analyse. La seconde : expérimenter le *favela-tour*⁴⁸ et par là, avec un peu de chance, entrer en liens avec des résidents qui pourraient par la suite m'aider à revenir sur le terrain. Mais l'idée me semblait un peu hasardeuse, d'autant que j'avais renoncé à aborder le tourisme en favela de front⁴⁹. Enfin, la troisième option était la plus réaliste : trouver une autre ONG qui, elle, aurait à la fois un lien avec le PAC et une action répétée dans la Rocinha. J'ai découvert, en surfant sur internet, que l'*Observatorio das Favelas*, une organisation à la croisée de l'aide humanitaire et de la recherche socialement engagée, avait mis sur pieds le projet «Memorias do PAC». J'ai écrit un email leur demandant plus d'informations et une possibilité de les rencontrer.

En attendant la réponse, j'étais un peu fébrile : le temps fuyait vite, et il me semblait que chaque seconde de mon court séjour se devait d'être directement employée à faire avancer la recherche. Motivé à l'idée qu'il devait exister du matériel disponible sur mon sujet ailleurs que dans la Rocinha comme telle, je me résolus à faire du terrain «cybernétique», c'est-à-dire en fouillant l'internet à la recherche de documents officiels, témoignages et opinions sur le projet en cours (j'ai trouvé beaucoup de choses, sans trop d'étonnement). Je décidai aussi de contacter quelques professeurs et spécialistes qui pourraient m'aider à pré-orienter mon travail. Enfin, je fus voir à *Urban-Data*⁵⁰ s'il existait des sources concernant l'urbanisation des favelas. Après quelques jours passés de la sorte, à voir des conférences, discuter avec de jeunes sociologues, j'ai reçu des nouvelles de la responsable en chef du programme *Memorias do PAC*, qui m'invitait à la rencontrer.

⁴⁸ C'est ainsi que l'on nomme couramment les visites organisées (par des entreprises généralement extérieures aux favelas, quoique la donne soit en train de changer) à travers quelques favelas de la ville. Rocinha est la plus visitée d'entre elles.

⁴⁹ Mes premières idées concernaient le tourisme et les ONGs et leur travail de transformation des représentations de la favela. J'ai abandonné l'idée quand j'ai appris que (1) le sujet n'était plus nouveau (voir Jaguaribe, 2004; Freire-Medeiros, 2007) et (2) mon approche me semblait trop abstraite.

⁵⁰ Une base de données fondée par Licia Valladares, à l'IUPERJ, qui regroupe l'entièreté des publications (toutes disciplines confondues) ayant pour cadre le Brésil urbain, avec une tendance marquée pour tout ce qui concerne les favelas. La base de données m'a été rendue accessible par son coordonateur actuel, L. Machado da Silva, et ses étudiants.

Quelques jours plus tard, j'ai fait ma première entrevue avec ladite responsable de l'*Observatório*. Le contact était noué : j'étais invité à revenir la semaine suivante pour rencontrer les jeunes impliqués dans le projet et me magasiner avec eux un rendez-vous dans la *Rocinha* pour amorcer ma recherche.

La rencontre en question a elle aussi été une source intéressante d'informations sur les différences de fonctionnement du projet d'une favela à l'autre, ainsi que sur l'angle plus général par lequel le projet semblait être abordé par les jeunes. J'y ai rencontré quelques membres de l'équipe *Rocinha*, dont un en particulier allait devenir un contact privilégié pour moi, en bien comme en mal : c'était un autre étudiant en anthropologie, Jesus⁵¹, qui habitait dans la *Rocinha* et faisait de la recherche sur les notions de liberté dans la favela. Tentant d'aborder la question sur tous les plans, il accompagnait à la fois des jeunes travaillant dans des ONGs (comme dans ce cas), des prostitués, des travestis et des évangélistes convaincus. Il était affable et plein de ressources, et nous nous sommes rapidement bien entendus. Il m'a convaincu de me rendre au plus vite dans la *Rocinha*, car la favela est beaucoup moins dangereuse que les on-dit ne le colportent (il a notamment ri quand je lui ai parlé de cette histoire de «contacts préalables», affirmant que la *Rocinha* est à ce point organisée et immense que le trafic laissait entrer les «inconnus» sans problème, et que l'important était surtout de ne pas s'adresser aux trafiquants sans en être obligé). Quelques jours plus tard, après quelques rencontres dans la *Rocinha* avec les jeunes, puis avec les amis de Jesus qui habitaient dans la même ruelle que lui, il m'a proposé de prendre, si je le voulais, une chambre libre dans son appartement. Nous avons convenu que l'occasion était excellente de me rapprocher de mon objet et de réellement avoir un accès plus systématique et proximal au sujet qui m'intéressait. L'affaire était conclue : le lendemain, j'ai pris un van⁵², avec toutes mes affaires (et une peur bleue de me faire braquer, comme toujours lorsque je traînais le moindre objet de valeur dans les rues de Rio), et je me suis installé dans cette petite chambre sans fenêtre de la rua do *Valão*,

⁵¹ Il s'agit d'un prénom fictif, comme tous ceux qui suivront. Jesus était dans la *Rocinha* depuis déjà 5 mois quand je suis arrivé, motivé à y rester encore neuf autres pour terminer son terrain.

⁵² Genre de petite camionnette qui constitue l'une des options de transport en commun à travers la ville. Le réseau est privé, comme ceux des autobus, et les prix relativement élevés pour des transports populaires (2 R\$, soit environ 1\$ CAN le trajet).

tout en bas de la Rocinha, près du centre économique de la communauté (la Via Apia et le Largo do Boiadeiro), de la plage et du quartier de São Conrado.

Sur le terrain. Chocs, troubles, éparpillements, angoisses... réussite? Bien sûr, aboutir sur le terrain ne signifiait en rien que j'étais arrivé au bout de mes peines. Tout était à apprendre, tout était à amasser. Les plus petits détails sont devenus rapidement mes premiers ennemis. Par exemple, me retrouver dans les ruelles était un enfer (j'ai appris par la suite que même les résidents y ayant passé leur vie entière se perdent une fois de temps en temps, connaissant finalement surtout leur section, et ne s'étant souvent jamais aventurés à l'autre bout de la favela). Je ne comprenais pas tout le monde très bien; mon portugais qui avait jusqu'ici été louangé me semblait tout à coup bien limité, car le phrasé de la favela, plein de *gíria*⁵³, de termes et d'accents issus du *Nordeste* profond, m'était souvent incompréhensible. J'appréhendais désespérément le moment des entrevues où je devrais demander de répéter, encore et encore, jusqu'à ce que l'informateur se lasse et parte. Mon mode d'interaction habituel, que je savais un peu bourgeois et intellectuel, m'est apparu dans toute son incongruité une fois dans la Rocinha : l'humour, l'usage du corps, l'appel au religieux, toutes ces petites guéguerres entre voisins au sujet du moindre détail, suivi des grandes réjouissances qui souvent me semblaient factices, tout, en un premier temps, était à la fois menaçant et incompréhensible. Combien de fois ais-je voulu courir à toutes jambes vers l'aéroport ou, plus simplement, à l'ONG⁵⁴, en face de chez moi, où travaillaient plusieurs étrangers⁵⁵ qui, pour la plupart, étaient issus de milieux rappelant le mien. En plus, je n'arrivais sincèrement pas à savoir par où commencer la recherche, d'abord parce que j'étais trop occupé à «encaisser» mon nouvel environnement - tonitruant, dégoulinant, terrifiant et exaltant à la fois - mais aussi parce que j'éprouvais cet étrange sentiment

⁵³ *Gíria* : l'équivalent brésilien du slang, de l'argot ou du joul.

⁵⁴ Pour des raisons de confidentialité, je ne la nommerai pas. J'y référerai par la suite en tant que *l'ONG*. Créé au début des années 2000 par un chercheur américain, l'ONG se finance et se fournit en bénévoles aux États-Unis et en Europe, mais est gérée localement par des résidents. Elle propose une série d'activités et de cours qui sont des extensions minimales au très faible niveau d'éducation primaire et secondaire offert dans la favela.

⁵⁵ Ce n'est pas pour dire que les étrangers n'ont pas été très utiles dans ma collecte de données : George, le fondateur, et Chris, un freelancer américain établi dans la favela depuis dix ans, ont été extrêmement généreux de leurs explications sur certains sujets que les favelados rechignaient à décrire clairement, notamment sur le fonctionnement du trafic, des guerres de gangs et avec la police, ainsi que sur les magouilles ternissant le fonctionnement de certaines ONG.

d'illégitimité, comme si les favelados et les planificateurs urbains allaient être immédiatement persuadés que j'essaierais de les utiliser, et ultimement de les couler en les critiquant violemment dans mon mémoire. L'inquiétude me venait entre autres de ma posture de départ, qui incluait une série de prétentions et de préjugés un peu simplistes sur la vie dans la favela et sur les motivations et le fonctionnement du projet PAC, que je décrirai sous peu.

Cela dit, je me suis vite retrouvé avec certains problèmes pratiques, essentiellement liés à la manière de collecter des données. J'ai eu la chance d'avoir beaucoup de conversations, avec Jesus surtout, mais pas seulement (car beaucoup de résidents avaient déjà une opinion très claire sur la recherche dans la favela, voir *infra* p. 49-52), qui m'ont aidé à faire la part des choses, au moins en partie. Le problème était comme suit : comment et quand fallait-il noter les choses dans mon cahier de terrain? Comment choisir avec qui, à quel moment et à quel endroit mener mes entrevues pour ne pas intimider les interviewés ou n'obtenir que des poncifs navrants servis à quiconque pose ses questions un peu trop vite? Pouvais-je aller interroger n'importe qui, n'importe quand, et espérer que ça aboutisse quelque part? J'étais, en somme, mis au pied du mur de l'aporie profonde de notre discipline : nous obsédons à propos du terrain comme s'il était le passage obligé pour la production de toute forme de connaissances anthropologiques, mais en même temps la formation académique au terrain n'est jamais que superficielle et un peu mécanique, nous forçant à tout apprendre à la dure, *on the spot*, avec tous les ratages et les angoisses que cela implique. J'ai progressivement adopté une série de techniques. De préférer les conversations informelles - au cours desquelles j'indique à mon interlocuteur que je compte noter au sujet de ce qu'il me raconte - aux entretiens formels avec les favelados, car les choses les plus intéressantes surgissent souvent sans crier gare au détour d'une conversation apparemment banale. De relater le plus longuement, le plus systématiquement le cours de mes journées et de mes interactions, en notant même les informations apparemment déconnectées, car les éléments les plus étrangers à une problématique, à première vue, peuvent s'avérer s'y associer après réflexion. De développer des contacts plus longs avant de demander une entrevue, à la fois pour mieux connaître l'individu (et ainsi, peut-être, mieux calibrer la forme de l'entrevue) et

pour augmenter le climat de confiance. J'ai dû surmonter ma crainte d'être rejeté, jugé, éconduit, et commencer progressivement à sortir de ma ruelle (où les gens étaient bien gentils, mais où le PAC n'était pas encore en travaux) pour explorer la favela, découvrir les sites de chantiers, les centres de coordination du projet, et donc les lieux et les gens avec lesquels je développerais des contacts ethnographiques. J'ai aussi découvert l'avantage manifeste d'habiter sur les lieux : le rythme de la Rocinha enfle à partir du coucher du soleil (la majorité de mes notes concernent des événements se déroulant passé vingt heures, une heure où, selon toute vraisemblance, je serais déjà revenu dans mon repaire de Copacabana, eusse-ai-je continué à y habiter), et la plupart des événements intéressants se décident ou se découvrent à la toute dernière minute.

Outre Jesus, qui est devenu par la force des choses un premier informateur (non seulement il commençait, après quelques mois, à bien connaître le lieu et les gens, mais il parlait parfaitement l'anglais et pouvait aisément me traduire en 'anthropologismes' les choses que je voyais sans comprendre tout autour de moi), trois résidents de la favela sont devenus pour moi des informateurs primordiaux : João, Ana Luisa et Gilberto. João était un cas intéressant : élevé dans la Rocinha, il avait pu étudier quelques temps à l'école privée, où il avait développé de solides compétences en mathématiques et en physique. Il avait déjà travaillé comme assistant-ingénieur dans les premières phases du projet PAC, était militant gay, umbandiste⁵⁶ pratiquant, travaillait comme garçon d'hôtel dans *São Conrado*, et complétait ses fins de mois en donnant des cours de maths à domicile dans la favela. Son opinion sur la société brésilienne (et les mécanismes de sa fragmentation entre très riches et très pauvres), le système d'éducation, les fonctions du trafic comme régulateur de conflits et sur le fonctionnement du PAC ont été fondamentaux pour moi. Il aimait sa position de grand connaisseur mais se dérobaît toujours quand je lui parlais d'entrevues; je n'ai donc de lui qu'une longue série d'entretiens informels rapidement griffonnés puis reconstitués

⁵⁶ L'umbanda est l'un des cultes de possession d'origine afro-brésilien encore assez présent dans les favelas cariocas (bien que sévèrement talonné par les divers cultes évangélistes, tous farouchement opposés aux cultes de la sorte), apparenté au Candomblé (plus classique encore, surtout à Bahia) ou, plus près de nous, au culte vaudou d'Haïti. J'ai moi-même assisté à plusieurs cultes umbandistes dans Rocinha, et quelques de mes amis «virou no Santo» (se sont transformés en «Saints»), expérience fascinante et terrifiante comme on peut s'y attendre, dans laquelle les esprits appelés par les chants et les danses prennent temporairement possession du corps des gens présents, pour danser, crier et parfois émettre des prédictions, des discours en tous genres.

le lendemain dans mon cahier de terrain. Ana Luisa, évangéliste jusqu'au bout des doigts, travaillait comme professeure de portugais élémentaire à dans une ONG, mais je l'ai rencontré ailleurs, par hasard; à une réunion d'information tenue par le *PAC-social* au sujet des prochaines maisons à être détruites, elle a appris que la sienne était sur la liste. Complètement renversée, elle m'a demandé de parler de la chose en entrevue (un mot là-dessus un peu plus loin). Gilberto, enfin, était membre du groupe *Mémoires do PAC* et photographe professionnel (dans les mariages, surtout); jamais avare de commentaires sur la richesse de Jesus et mon éthique de recherche, bien heureux de me faire visiter la Rocinha en entier et de tenter de me convertir à l'évangélisme en même temps, j'ai appris très tard que sa propre maison allait bientôt être détruite. Il prenait bien la chose, trouvant là enfin un moyen de partir de la *Rocinha* qu'il méprisait, et de quitter sa fiancée qu'il ne voulait plus marier, finalement. Tous trois m'ont offert des commentaires nourris sur une foule de sujets qui m'ont beaucoup aidé à relativiser ma vision de la favela, et à parfaire mes connaissances «de l'autre côté» du fonctionnement de la machine PAC.

J'avais choisi la Rocinha en toute connaissance (théorique) de cause, sachant son statut privilégié, hors-norme, dans le paysage de Rio. Jamais, cependant, je ne m'attendais à ce que j'y ai découvert. J'ai compris, à mesure, combien la construction académique sur la favela, renforcée par le «talk of crime» (Caldeira, 2001 : ch. 1) médiatique et quotidien, ne résistait pas beaucoup au regard proximal. À Rocinha, en tout cas. La favela n'était pas le guêpier que l'on proclamait, ni non plus l'antichambre de la misère, ni un cocon isolé et exclu. La favela était sécuritaire, beaucoup plus, en fait, que la grande majorité des quartiers de la *zona sul*. Non seulement l'ADA avait l'aval complet sur le territoire de la Rocinha, monopolisant le contrôle de la violence et la gardant à un niveau assez bas pour ne pas contrevenir aux affaires, mais des ententes avaient été passées (confirmées indirectement par mes contacts dans l'AMASCO) pour aussi assurer la protection des biens et des personnes dans *São Conrado* et *Gávea*, ce qui témoigne de l'étonnante organisation des réseaux criminels sur des territoires non disputés⁵⁷. Je pouvais, ainsi, me promener partout, n'importe

⁵⁷ J'ai fini par comprendre, à force de poser la question à de nombreuses personnes, que la grande difficulté sécuritaire, pour les factions trafiquantes, émerge lorsque plusieurs d'entre elles se disputent une même zone. Dans ces cas de tensions constantes, les relations avec la police sont compétitives, les

quand, sans craindre une attaque, y compris sur le bord de la plage, où nous allions régulièrement la nuit pour marcher. Les seuls moments limites : la crainte récurrente d'une invasion policière au cours des dernières semaines (le *Valão* est devenu, pendant 4-5 jours, une véritable forteresse, couverte d'une bonne trentaine de jeunes hommes lourdement armés, aux aguets); deux meurtres, un soir, au cours d'un baile en l'honneur d'un ancien *Dono*⁵⁸; et les mise en scènes de domination, (voir à ce sujet McMurray, 2003) à la sortie de la favela, par les policiers postés là pour intercepter les *playboys* et les *gringos* venus se fournir en drogues, généralement dans l'espoir de se faire graisser la patte. J'ai en effet craint à quelques reprises (mon air américain faisait de moi la coqueluche des flics, à mon grand dam) de me faire poser des pièces incriminantes sur le corps au moment des fouilles (on m'avait prévenu que de tels cas sont tout à fait possibles), mais heureusement, il n'en fut jamais rien.

La favela était pauvre, certes, mais pas partout : la Rocinha, je l'ai vu, était aussi stratifiée qu'une petite ville, des mendiants près de ma ruelle au grand immeuble moderne nommé «*Empire State Building*» par les résidents (en face du *Portão Vermelho*, assez haut dans la favela). Beaucoup de mes voisins possédaient plus de meubles et d'objets que je n'en avais jamais possédé moi-même; il ne fallait donc pas présumer le dénuement généralisé, mais plutôt revoir la favela comme composée de groupes d'intérêts (et de moyens) divergents, souvent divisés en fonction de quartiers, mais aussi en termes de durée d'occupation et de connections politiques (les groupes entretenant des liens avec la classe politique ayant généralement de meilleures chances d'obtenir ce qu'ils désirent). Les favelados, enfin, n'étaient pas aussi marginalisés (au moins professionnellement) que le laissaient croire les sources universitaires : sur ma rue, ceux qui ne travaillaient pas à l'ONG étaient femme de ménage, agent de bord (pour British Airways!), garçon d'hôtel, vendeur de jouets dans

altercations qui dégénèrent sont beaucoup plus fréquentes (le territoire découpé par la surveillance des *bandidos* empêche la circulation d'une favela à l'autre, voire parfois même sur l'*asfalto*, pour quelque favelado que ce soit) et surtout, il devient impossible d'imposer une «règle de protection» ayant réellement force de loi. Dans ces contextes, la petite délinquance survit et prolifère, ce qui n'était pas le cas dans la région de *Rocinha-Vidigal*, entièrement aux mains d'une même cellule de l'ADA, très bien connectée, assez bien organisée.

⁵⁸ Le culte des chefs de faction morts dans l'exercice de leurs fonctions était assez régulier, et impliquait de grandes fêtes (généralement des bailes, de nuit) où tout était payé par le réseau et les rafales de mitraillettes dans les airs étaient omniprésentes. Ces fêtes étaient souvent visitées par les jeunes (même s'ils n'étaient pas affiliés au trafic) et violemment réprouvées par les évangélistes (beaucoup de mes contacts étaient évangélistes).

un centre commercial, étudiants à l'Université *Estacio de Sá*. On remarque, bien sûr, que ces emplois sont tous peu protégés, assez mal payés, pas nécessairement très valorisés. Mais le constat était le même : la Rocinha contenait bien plus de prospérité et de stabilité qu'un premier regard ne voulait le laisser voir. Ces informations transforment la manière dont on doit voir (1) les motivations à implanter un projet urbanistique ainsi conçu (l'argument de la fin de la misère et de la violence était clairement à réviser, du moins en partie) et (2) la réception locale du projet : les 'bénéficiaires' ne sont pas des novices dans ce type de relations, ni ne sont aussi invariablement démunis ou isolés que l'on se plaît à l'imaginer de l'extérieur.

Trois vignettes : l'hyper-étudié.

Cette courte section souhaite révéler, à travers trois exemples précis, l'extrême maîtrise des enjeux de la recherche – et des possibilités qu'elle offre de la subvertir ou de l'utiliser, si l'on est « l'étudié » - des résidents de la Rocinha que j'ai côtoyés pendant mon séjour. Cette versatilité vient remettre en question, au moins partiellement, l'inquiétude souvent formulée dans le milieu des sciences sociales, sur l'aspect coercitif de la relation d'enquête (voir notamment Bourdieu, 1993 : 1389-1423). L'omniprésence de cette connaissance de la recherche aura, il est certain, influencé la forme de ma collecte, probablement plus efficace, mais aussi plus déstabilisante. On est loin de l'ethnologue-omniscient, maître absolu des tenants et aboutissants du jeu qu'il mène.

Research bullies et autres distorsions ethnographiques. Un soir, j'assiste à une drôle de scène, qui renverse, en blague ou pas, la relation habituelle entre chercheur et étudiants. Quelques amis et voisins, dont Jesus et moi, sommes réunis dans l'ONG. Depuis quelques jours, les gens de la ruelle s'amuse : Jesus, qui y est depuis plus longtemps que moi (il a donc passé la période de politesse et développé une relation un peu plus franche, mais aussi plus taquine, avec eux), refuse d'admettre qu'il est riche, qu'il vient d'un milieu aisé, qu'il est un *playboy* qui vient « jouer » au pauvre. D'autant qu'il n'a pas le facteur exotique : il est brésilien comme eux, mais il étudie en Angleterre, il voyage en avion, est chercheur invité un peu partout dans le monde. Il porte, parfois, des vêtements de marque, des accessoires un peu guindés. La discussion s'était déjà animée d'un cran au sujet de la religion. Beaucoup d'évangélistes dans la salle, en effet, n'ont pas aimé nos commentaires 'relativistes' sur l'intérêt égal de toute forme de religion, ce qui pour un croyant peut sonner comme un mépris d'initié tellement persuadé de sa supériorité intellectuelle qu'il peut se permettre de prendre la religion comme un hobby, une jolie histoire sans conséquences.

Et ainsi, Gilberto, Lucas, Marcos et quelques autres recommencent : « tu vois, une preuve de plus que tu es un *playboy*, que tu es au dessus de tout ça, que tu ne nous aimes pas vraiment, et surtout, que tu n'es pas vraiment l'un des nôtres, puisque tu repartiras, toi et tes fringues de luxe ». Jesus, habituellement flexible et plutôt calme, est ce soir-là défensif, un peu vexé qu'on lui refuse le statut d'inclus. Il souligne que l'anthropologie ne paye pas, que ses

parents étaient pauvres (et leur fazenda⁵⁹ dans le centre du Brésil...), que ses vêtements chics ont été achetés en solde. On en rajoute, ils rient de plus belle, ils tentent de me prendre à parti pour que je confirme qu'il est riche (j'ai déjà admis que je l'étais; du moins, en comparaison du niveau de vie de mes voisins).

Et alors, comme naturellement, Marcos prend son cellulaire, le met sous le menton de Jesus, prend une voix posée et un langage emprunté : « Mmh-hm. C'est intéressant ça... alors, tu as eu une enfance difficile? Pourrais-tu m'en parler un peu plus? ». Comme un dictaphone, au cours d'une entrevue. Les autres, automatiquement, se mettent à mimer la prise de notes, et la fausse entrevue, calme et pseudo-empathique, bat son plein pendant quelques minutes d'hilarité générale, jusqu'à ce que Moises cesse la discussion, marmonnant qu'ils agissent en « bullies », et que, coutume de la favela, la mascarade cesse et qu'ils avouent tous avoir joué à ses dépens, sans lui vouloir le moindre mal. J'ai été frappé par la subtilité de leur interprétation de la dynamique d'entretien.

Comme on le voit, la recherche a laissé sa trace, du moins dans l'entourage de l'ONG avec laquelle je partageais des liens. Le lendemain, clou du spectacle, Gilberto, un peu inquiet de ma naïveté (ou de mon incompréhension), a tenu à me rappeler que tout cela était une blague, que personne ne pensait à mal, et « qu'il ne s'agit pas de matériel intéressant pour ton étude. Tu... tu es sûr que tu dois en parler dans ta recherche? »

Politiques de l'entretien. Autre cas révélant les niveaux de maîtrise de la politique de l'entretien, mais sur un mode un peu plus tragique. J'ai rencontré Ana Luisa un peu par hasard alors que j'assistais à une réunion du *PAC-Social* sur la désappropriation des maisons de la Rua 4, soumise prochainement aux travaux les plus intensifs (voir ch. 5 pour plus de détails). J'avais, à ce moment, renoncé à demander directement aux résidents des entrevues, préférant l'informel et ses révélations plus profondes. Au cours de la réunion, elle a appris, incrédule et défaite, que la maison qu'elle croyait garder était sur la liste de démolition, après quelques mois de certitude du contraire. J'ai vu son visage se décomposer, à mesure que la réunion avançait. Après la réunion, on a été présenté. Elle m'a raconté son désarroi, ses inquiétudes mêlées (et un peu confuses), la nécessité d'aller au plus vite à l'église, pour faire redescendre la tension. Et elle m'a proposé de me donner une entrevue quand je le voudrais. J'ai accepté, un peu éberlué, m'attendant à ce que confier ses déboires à un pur étranger parfaitement incapable de faire dévier le cours des événements soit la dernière chose qu'elle souhaite.

Elle m'expliqua le lendemain que ce n'était pas la première fois, que beaucoup d'étudiants venaient dans la Rocinha pour faire une enquête ou une autre, et qu'elle avait toujours voulu rendre service. «En plus, m'a-t-elle dit, si quelqu'un peut parler pour moi au sujet de ce qui arrive ici, j'aurai au moins l'impression que ce n'est pas arrivé dans l'indifférence totale. Quelque part, il sera gravé qu'ils ont décidé de détruire la maison de mon père, de me forcer à peut-être perdre mon emploi et à quitter la Rocinha, "parce que c'était dans le plan"». L'entretien, je l'ai compris à ce moment, n'est pas toujours un viol de la conscience du miséreux, comme on a parfois l'impression en lisant les inquiétudes postmodernes de certains anthropologues (voir Rosaldo, 1986). Au cours de l'entretien, j'ai aussi compris que le jeu était encore plus complexe : je n'ai pas réussi, tout du long, à l'empêcher d'étaler son jeu comme elle le souhaitait. Je voulais entendre parler des relations avec les techniciens et intervenants

⁵⁹ Propriété agricole, employant généralement un nombre important de journaliers.

du PAC, la manière dont la procédure et les valeurs qu'elle charrie (ne) cadrerait (pas) avec ses propres préoccupations, et avant cela, elle a réussi à me faire un long exposé sur l'importance symbolique de la maison dans une favela, le rapport à l'espace dans un lieu que l'on construit soi-même (et donc, tout ce qui allait être perdu sans paraître physiquement, au delà de la bâtisse détruite), mais aussi à abondamment m'expliquer ses valeurs, l'importance de Dieu et de l'Église, etc. Ana Luisa menait le cours de son témoignage; l'entretien, dans ce cas, était essentiellement un travail d'écoute de ma part.

*L'éthique sur la laje*⁶⁰. Peu avant mon départ, nous avons organisé un déjeûner sur le toit (la *laje*) de la maison où je résidais. J'ai préparé du curry rouge (les résidents de la ruelle voyaient tellement d'étrangers, touristes comme bénévoles, que la nourriture thaïe ne les impressionnait même plus), et nous mangions au soleil, quand la conversation est tombée sur la manière de faire une recherche. L'anthropologue est-il toujours « de service », demandaient certains? Doit-on, alors, toujours se méfier de ce que l'on dit, ne peut-on jamais être en confiance totale avec un anthropologue, toujours à l'affût d'informations utiles et révélatrices? J'ai préféré rester relativement à l'écart de la discussion, puisque les résidents présents avaient tous leur opinion. Oui, ils notent tout et tout le temps, c'est comme ça l'anthropologie, ils apprennent à vivre comme nous. D'autres étaient sceptiques : non, ils travaillent sur des thématiques précises, Jésus et la liberté, Hugo et le PAC, un autre et l'expérience scolaire des enfants, alors on peut se relâcher, parfois. Oui, mais s'ils notent tout, alors est-ce éthique? Ils ne nous demandent pas toujours s'ils ont la permission de noter (et en plus, ils ne notent pas toujours sur le coup). La discussion a continué ainsi pendant encore un moment, pour éventuellement bifurquer au sujet des chercheurs 'connus' qui avaient déjà mis les pieds à Rocinha. J'ai ainsi assisté au jugement sur la valeur éthique et scientifique du travail d'Alba Zaluar, Desmond Arias, Bianca Freire-Medeiros et quelques autres, avec une précision et une clairvoyance qui m'a laissé un peu exalté. On est loin du bon sauvage. On est aussi loin du répondant passif, « à la merci » du chercheur.

Je passai donc mon temps, pendant ces quelques semaines, divisé entre mes activités sociales avec mes amis du *Valão* (baile funks, marches sur la plages, dîners et soupers collectifs sur la *laje* d'un ou d'un autre, séances d'umbanda, messes évangéliques) – que je relatais assez régulièrement dans mon cahier, et au cours desquelles je notais le contenu reconstitué des conversations plus « sérieuses » qui se tenaient de temps à autres – et mon temps passé à mieux connaître les rouages du projet *PAC-Rocinha*. Mes réunions et escapades (notamment dans *Cobras e Lagartes*⁶¹,

⁶⁰ La *laje* (la terrasse sur le toit) est l'*Institution* par excellence dans la Rocinha : c'est un signe manifeste de prospérité (surtout si elle contient une partie couverte, des hamacs, un four à churrasco, etc.), le lieu privilégié pour les fêtes de famille ou de voisinage. Une maison sans *laje* n'est pas considérée comme particulièrement intéressante.

⁶¹ *Cobras e Lagartes* (Serpents et lézards, car il y en a réellement un peu partout, à cet endroit) est le plus récent « quartier » de la Rocinha, établi à même la forêt avec les moyens les plus minimaux, par des

le lieu de construction de l'écolimite) a été un bon point de départ; j'ai passé, cependant, le plus clair de mon temps à la *Casa da Paz*, où étaient installés les bureaux du *PAC-social* (voir ch. 5 pour une description détaillée).

La découverte de cette partie du programme a été décisive pour moi : bien que la question des constructions, destructions et consolidations de l'espace reste importante à ma réflexion, je me suis mis, au contact du *PAC-social*, à collecter autant sinon plus d'informations sur cette étonnante engeance. J'avais déjà dans l'idée d'aborder le projet d'un angle foucauldien, mais tout s'est décidé à ma découverte du travail effectué là-bas. J'y ai vu un excellent endroit pour percevoir le sens que donnent à la fois intervenants et bénéficiaires à tout le projet (à travers les réunions, dans les conversations et les entretiens que j'ai eu avec eux) et pour avoir une meilleure idée de cette technologie de pouvoir qu'était le PAC, dans sa procédure de gestion des individus et de leur milieu. En d'autres termes, j'avais ici une traduction *humaine, sociale*, d'un projet autrement très technique, qui me permettait à la fois d'éclaircir ce que mon manque de connaissances en urbanisme obscurcissait, mais aussi de mieux saisir en quoi l'urbanisation touche *les gens*, au-delà de leur environnement. J'ai donc assisté à une série de réunions (où j'ai fait de l'observation participante), eu au moins deux conversations informelles longues avec deux employés, et enregistré un (très riche) entretien avec le gérant du programme, sur son fonctionnement, ses particularités et ses objectifs. Je tire, en somme, une partie centrale de mes données sur le projet du temps passé en ces lieux.

Beaucoup de questions importantes se sont complexifiées pour moi au contact du *PAC-social*. Notons simplement pour le moment que l'expérience m'a permis de préciser mes impressions sur le programme, mais aussi d'en complexifier mon opinion de son impact et de sa réception. Je me suis ainsi mis à comprendre réellement le sens de «la stratégie sans stratège» dont parle Foucault (1994 [1977] : 298-329), au sens où une série d'agents, intervenants *ou* bénéficiaires, s'insèrent dans le projet pour des motifs rationnels, intéressés *et* bien intentionnés, mais sans réellement en constater

résidents particulièrement précaires de la favela, la plupart étant inaptes au travail ou ayant tout simplement préféré l'idée de posséder leur propre bicoque, aussi friable soit-elle, au lieu de payer un (très cher, pour une favela) loyer ailleurs dans la communauté. J'y ai mené avec les membres de *Mémorias do PAC* une série d'entretiens de quelques minutes à peine avec les gens dont les maisons allaient être rasées d'une semaine à l'autre.

l'effet conjoint, plus large. Autrement dit, il n'y a pas beaucoup de dupes pris au piège du programme, ni non plus de manigances sombres de la part d'une élite ou d'une autre. Il existe une série d'intérêts, partiellement complémentaires, partiellement contradictoires, à la fois chez les applicateurs (qu'ils soient actants ou seulement investisseurs) et les récepteurs (qu'ils participent de plein pied au programme où qu'ils ne soient qu'indirectement touché par lui).

Deux longues discussions avec MC, un ancien président de l'UPMMR maintenant chef coordonateur du *PAC-Social*, m'ont beaucoup informé sur la naissance du projet, sa récupération par le gouvernement fédéral et surtout sur l'implication de *São Conrado* dans la mise en place du projet (voir ch. 4). J'ai voulu, ainsi, mieux comprendre les motivations et la conception du projet du point de vue de ses «voisins» : j'ai donc mené un entretien avec le président de l'AMASCO, m'amenant à réaliser les intérêts commerciaux (et sécuritaires) associés au projet. Intéressé à développer la question des mécanismes de déplacement de populations liés aux constructions⁶², j'ai mené une dernière entrevue avec une fonctionnaire du *PAC-Légal* responsable de la négociation (pour les indemnisations) avec les déplacés.

Pour clore cette section, j'aimerais passer en revue quelques-uns des doutes importants qui se sont mis à me tenailler à mesure que le terrain touchait à sa fin. À mesure que les semaines passaient, il devenait de plus en plus évident que l'urbanisation ne progressait qu'à pas de tortue, changeant constamment d'angle d'attaque, stagnant souvent plusieurs semaines sur un même problème⁶³, ce qui réduisait mes chances d'en voir la progression. Cela remettait-il en cause la validité de mon étude? Je me suis sérieusement demandé si toutes mes observations n'avaient, finalement, servi à rien, vu l'aspect très fortement spéculatif des résultats à venir. N'étais-je pas en train de ne bâtir qu'un immense édifice *imaginaire*? Une impression tout à fait corroborée par le peu d'intérêt porté au projet par mon entourage immédiat, pourtant éventuellement sujet à déplacement (le *Valão* devait être couvert⁶⁴

⁶² La fin du chapitre 5 (*infra*) analyse ce processus d'éviction forcée en tant que révélateur de la logique et du mode opératoire du PAC-Rocinha.

⁶³ Par exemple, les travaux ont été retardés de plusieurs mois car *Amigos Unidos*, une compagnie d'autobus couvrant toute la *zona sul*, avait ses garages (tout à fait légaux) à même l'*Estrada da Gávea*, dans la *Rocinha*, là où devait être construit des HLM pour les déplacés. La bataille juridique a englué le chantier jusqu'à quelques jours à peine avant que je vienne vivre dans le *Valão*.

⁶⁴ C'est un égout à ciel ouvert qui donne son nom à la rue et au «quartier».

et élargi, et donc ma ruelle peut-être rasée, si tout continuait comme prévu). En effet, je commençais à comprendre que le peu de loquacité de mes voisins au sujet du PAC n'était pas tellement dû à la gêne, mais bien à une indifférence diffuse, quelque part entre «j'attends encore de le voir pour y croire» et le seul manque d'intérêt pour des constructions qui ne changeraient pas grand-chose à leurs fêtes, leurs églises ou leurs relations sexuelles, des sujets éminemment plus chauds pour la plupart d'entre eux. Le clou a été porté au cours d'un souper, pendant ma dernière semaine : Jesus et moi étions invités, avec quelques bénévoles de l'ONG, chez une amie d'ami qui gérait un orphelinat quelque part dans la rua 2. On a passé un certain temps à parler du projet de Jesus, de ses rencontres avec des anciens trafiquants, des travestis, des prostitués, des umbandistes et des évangélistes. Puis, la maîtresse de maison s'est tournée vers moi, m'a demandé sur quoi je travaillais, moi. Je lui réponds que je travaille sur le PAC (je n'élabore jamais, c'est moins confondant comme ça). Alors, elle s'exclame, en riant : «Mais c'est si dommage! Pourquoi t'as pas choisi un sujet où il se passe réellement quelque chose?». S'ensuivit une conversation sur comment le projet était bidon, comme toujours, qu'il était juste de la frime électorale, etc. J'en suis sorti à la fois amusé et perplexe : peut-être avait-elle raison? Je me suis heureusement ravisé depuis lors, mais j'avoue avoir sérieusement douté de la pertinence de ma recherche.

D'autres problèmes, plus personnels (mais ayant ultimement des effets sur ma collecte de données, j'en suis sûr), ont tranquillement pris de l'importance à mesure que le temps passait. Je n'arrivais pas, il me semble, à réellement trouver la posture à adopter avec mon entourage : comme je savais que je ne resterais pas longtemps, je tentais de ne pas trop m'attacher, tout en souhaitant me sentir à l'aise parmi eux, compris et compréhensif à la fois, sans jamais réellement réussir. J'avais cette impression lancinante que mes efforts étaient profondément minés par mon sentiment d'être perdu hors de mon élément, ce qui me rendait réservé, voire fuyant, avec les semaines qui passaient. Je me sentais coupable de ne rien faire d'autre «qu'étudier» mes contemporains – d'autant que j'avais franchement l'impression de mal le faire, surtout en comparaison avec l'excellent travail de mon colocataire. Jesus jouissait de plusieurs avantages : il était brésilien, il était au doctorat, il était dans la Rocinha depuis beaucoup plus longtemps que moi, mais surtout, il arrivait à changer facilement de

registre en fonction de qui il rencontrait, et pouvait sans difficulté masquer sa façon de penser. Ces qualités, malheureusement, je ne les partage pas. Rétrospectivement, je crois avoir beaucoup appris à discuter avec et observer Jesus en contexte de recherche, mais ça m'a renvoyé au visage l'envergure de mes inaptitudes.

Avec un peu de recul, cela dit, les choses paraissent moins cuisantes. Le matériel qui me semblait mince m'apparaît maintenant bien trop abondant, ces propos apparemment inutiles mais néanmoins notés sont aujourd'hui pour moi beaucoup plus riches de sens. Et, de manière générale, j'ai fait la paix avec l'exercice : c'était essentiellement une occasion pour *apprendre*, avec ce que ça implique d'erreurs, d'échecs et d'approximations douteuses.

Conclusion. Le terrain à l'ombre et l'irréductible ligne de fuite

Ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai réalisé que ce mémoire est le fruit non pas d'un seul, mais de deux parcours de terrain. L'un du «dire» (dont il est question dans le chapitre suivant) et l'autre du «faire»; un terrain dans la favela des sciences sociales, celle des livres, des analyses et des commentaires (car en soi la généalogie qui constitue le prochain chapitre est une forme d'ethnographie, qui dégage les pratiques discursives et les conceptions sous-jacentes à une *praxis* spécifique, celle de l'analyse des favelas), et un autre que je viens de restituer ici dans son approximation constante. Car l'ethnographie de la saturation, dont le sens est multiple, veut aussi dire l'ethnographie du trop-commenté, du trop-discuté, une «ethnographie dans l'ombre d'elle-même» (voir McLean et Leibing, 2007). Et vivre la *Rocinha* après l'avoir lue, c'est ainsi parcourir un monde rempli à craquer d'informations invisibles, qui s'ajoutent aux va-et-vient des personnes et des ressources et aux spectres des interventions passées et présentes. J'ai voulu ici restituer, au-delà des objectifs propres à l'analyse de «l'urbanisation qui intègre» du *PAC-Favelas*, ce à quoi pouvait ressembler ce monde dans lequel les paliers étatiques, les investisseurs et les intervenants s'acharnent à prendre place, mais aussi comment ce monde dépasse et échappe, dans une large mesure, aux tentatives de le prendre en charge, de l'aider ou de le contenir. Le plan même le plus minutieux aura toujours sa ligne de fuite. La *Rocinha*, pour la plupart de ses habitants, n'est pas celle que décrivent les défenseurs de son urbanisation. Elle est

ce monde foisonnant, spirituel, festif, exaltant et terrifiant, tordu et sinueux, explosif et serein à la fois, que j'ai cherché à décrire au cours de ces dernières pages. Ce chapitre est dédié aux gens qui y vivent et à tous les moments (nombreux) où ils n'ont pas le PAC et ses effets en tête.

3. ÉTAT, FAVELAS, INTERVENTIONS : UNE GÉNÉALOGIE DE L'URBANISATION QUI INTÈGRE

«La citoyenneté parvient aux communautés! [...] Il ne s'agit pas seulement d'exécuter des travaux. L'intervention est gouvernementale, de concert avec tous ses secrétariats en un projet unique en vue de l'amélioration de la qualité de vie de la population. Le gouverneur Sergio Cabral souhaite que ses secrétaires expliquent en détail aux communautés les projets qui seront développés dans leur région. Avec ce projet, on fera parvenir la citoyenneté aux résidents [des favelas], et on pourra mieux répondre aux désirs de la population...»⁶⁵

- «Le PAC arrive à Rocinha, Complexo do Alemão et Manginhos»,
Bulletin électronique de l'EMOP⁶⁶, 8 mars 2008

«Les favelas sont des quartiers de la ville qui prolifèrent sans aucune planification, sans infrastructures adéquates et avec une immense carence en prestation de services publics. [...] L'objectif [du programme] : planifier et implanter les politiques publiques de manière intégrée, exécuter des travaux d'urbanisation et développer socialement et économiquement les zones de Rio de Janeiro considérées comme étant socialement à risque.»

- Tiré de la présentation Powerpoint du *Programa de Urbanização de Favelas/PAC*
(www.ensp.fiocruz.br/biblioteca/dados/txt_443311026.ppt)

En 2008, l'heure est au changement. Le gouvernement brésilien est enfin prêt à abolir les frontières invisibles qui isolent les favelas au sein des villes; il met ainsi en branle le projet *PAC-Favelas*, en grande pompe et à grands frais. Les objectifs sont ambitieux : c'est tour à tour la citoyenneté, les services publics ou le développement socioéconomique que l'on veut, enfin, apporter à ces *comunidades*⁶⁷ désordonnées, désœuvrées, dénudées, «à risque». Le passé était sombre, mais l'avenir est rayonnant; c'est ici à un très vieux problème auquel l'État s'engage, enfin, à porter solution. Tout cela donne l'impression d'une mission (presque) accomplie, et du début d'une nouvelle ère, plus égalitaire, plus respectueuse, plus optimiste.

Et pourtant, il n'y a rien d'évident là-dedans.

Nous chercherons, dans ce chapitre, à réfléchir les conditions de possibilité d'une telle prise de position. Comment en est-on arrivé à penser la favela (quelle définition lui donne-t-on?), à expliquer la problématique qui l'entoure (quelles en sont les causes?)

⁶⁵ Toutes les citations tirées du portugais (d'entrevues ou d'ouvrages publiés) ont été traduites en français pour simplifier la lecture. Les originaux sont listés en Annexe 1.

⁶⁶ EMOP : Entreprise de travaux publics de l'État de Rio de Janeiro. Elle coordonne les travaux du PAC dans quatre favelas, incluant Rocinha.

⁶⁷ Le terme de *comunidade* (communauté) est devenu depuis les dix à vingt dernières années le terme consensuel qui remplace celui de *favela*, jugé trop discriminant. Pour deux critiques assez mordantes de cette édulcoration toute brésilienne, voir Valladares (2006 : 177-179) ou Birman (2009).

pour qui et pour quoi pose-t-elle problème?) et à imaginer comment en venir à bout (par une «urbanisation qui intègre») comme on le fait aujourd’hui? Nous procédons d’un double objectif, apparemment contradictoire : saisir les mécanismes de mise en place de la situation actuelle en ce qu’elle a de distinctif, et mettre en lumière la lourdeur historique de son articulation. Pour le dire plus simplement : nous tenterons de montrer que la conception actuelle des relations entre État et favelas cariocas est une configuration (relativement) nouvelle d’éléments, dans leur majorité en tous cas, plus anciens. L’idée étant de faire apparaître les effets prescriptifs de ce bagage «hégémonique»⁶⁸ (Comaroff, 1991 : 25) sur le fonctionnement du programme PAC.

À des fins d’illustration sinon d’exhaustivité, l’exposition sera divisée en trois «vignettes», trois instantanés d’histoire des conceptions et de l’intervention⁶⁹. La première concerne l’époque des premières articulations de la question (1900-1940); la seconde évoque les périodes dictatoriales⁷⁰ (1940-1980); la dernière, enfin, décrit la situation depuis le retour aux régimes démocratiques (1980-2010). Après un long travail de défrichage bibliographique, quelques tendances récurrentes, tant que contenu que de forme, m’ont semblé émerger au sein de ce parcours historique. Quelques éléments de définition, des formes typiques de problématisation et des *patterns* d’intervention, d’un côté; de l’autre, des constantes dans la manière dont s’articule formellement le discours, et ses effets prescriptifs sur les actions qu’il cautionne. De manière à simplifier la lecture, ces éléments «de fond» seront présentés en introduction; suivront les trois vignettes, puis une analyse des questions formelles.

a. Fondements et récurrences : présentation

Considérant l’abondante littérature existant au sujet des favelas⁷¹, les définitions qu’on en donne sont multiples, souvent partiellement contradictoires, parfois se

⁶⁸ Les Comaroff utilisent la notion d’hégémonie (ils l’empruntent à Gramsci) pour définir les aspects sous-jacents, implicites, naturalisés, du discours. Son pendant serait l’idéologie, qui en est la part consciente et formulée (1991 : 25). Cette division est davantage de l’ordre du continuum que catégorielle.

⁶⁹ Cette périodisation est davantage une manière commode de distinguer trois tendances générales de configuration des conceptions et manières d’agir dans la favela au cours de l’histoire qu’un découpage serré. Ceci explique les dates assez floues de division.

⁷⁰ J’englobe par là la «dictature populiste» de Vargas (1937-1945), la dictature militaire (1964-1985) et les quelques années qui les séparent (marquées par des gouvernements démocratiques).

⁷¹ Valladares et Medeiros (2003) consacrent en effet un peu moins de 500 pages à leur bibliographie commentée au sujet des favelas! Voir aussi McCann (2006).

modifiant dans le temps. Cependant, il semble que quatre éléments reviennent à une fréquence qu'il devient difficile d'ignorer. Deux d'entre eux touchent plus spécifiquement au milieu; les deux autres, à la population qui en est issue. (1) Ainsi, la favela est *illégale* : son apparition, son expansion, son organisation et les activités et transactions qu'elle abrite existent hors de la loi, ou en la transgressant. (2) La favela est aussi *informelle* : construite sans plans ni expertise technique, sans moyens modernes, son mode d'organisation sociale, économique et politique est marqué par l'absence de règles claires. (3) Sa population est jugée comme constituée des segments les plus pauvres de la population urbaine du Brésil; on dira alors que la favela est aussi caractérisée par les *carences* en tous genres de ses habitants : éducation faible ou nulle, santé précaire, moyens rudimentaires, droits restreints, etc. (4) Enfin, les favelados sont généralement associés à la violence : on dira, ainsi, que la favela est un repère de la *déviante*, sous ses formes les plus diverses, des abus conjugaux en tous genres au crime organisé d'ampleur internationale. La favela, dans la plupart des cercles, au cours des époques, peut dans cette perspective être décrite comme ce *lieu de constructions informelles sur des territoires d'occupation illégale par les segments les plus pauvres et les plus violents de la société brésilienne*.

La favela pose aussi problème, pour une large part de la population brésilienne, et ce depuis peu après son apparition au début du XXe siècle (Valladares, 2006 : 16; Silva, 2002 : 223-224). Une même convergence nous permet de réduire les cas de figure à trois, qui ne sont pas épistémologiquement équivalents, mais simplement coexistants. (1) Le discours du *manque* est probablement le plus durable et le plus étendu : on suppose, dans cette logique argumentative, que la favela pose problème étant donné les diverses carences avec lesquelles elle doit composer. La définition présentée ci-haut relève en elle-même largement de cette tendance : l'illégalité (manque de lois), l'informalité (manque de normes) ou la pauvreté (manque de ressources) ne sont-ils pas autant que qualificatifs négatifs? Le discours n'explique pas exactement la nature du problème, mais bien ses racines supposées. En termes d'interventions consolidatrices, c'est aussi le discours le plus prescriptif, en ce qu'il suppose une action simple : au manque il est possible de pallier en donnant. (2) Le discours du *risque* constitue un espace mitoyen entre les deux autres : il est potentiellement aussi

dépolitisant que le discours du manque (puisqu'il ne suppose pas directement de responsabilité), mais il s'affaire davantage à décrire les effets supposés de ce fameux «problème de la favela». La favela (ou sa population) risque en effet d'affecter ce qui l'entoure ou elle-même, à des niveaux les plus divers. Ont défilé au cours de l'histoire des idées concernant les risques sanitaires, moraux, sécuritaires ou environnementaux qu'implique la présence de favelas sur le territoire de Rio de Janeiro. (3) Enfin, le discours de la *faute*, qui impute la responsabilité à la favela ou ses habitants pour un mal ou un autre, est aussi omniprésent. C'est évidemment la posture la moins explicative et la plus accusatrice, mais elle constitue elle aussi un fort impératif à la mise en place d'interventions, généralement plus musclées et moins empathiques.

L'intervention étatique ou institutionnelle dans les favelas, quant à elle, s'est historiquement organisée autour de deux pôles, en état d'apparente contradiction. En effet, l'intervention dans les favelas se fracture entre mesures de *répression* et d'*assistance*, sans pour autant que ces deux postures pratiques soient mutuellement exclusives (certains exemples les fusionnent). Pour faire court, les mesures répressives contiennent, suppriment, déplacent ou pressurisent la favela et/ou ses habitants. L'assistance englobe les diverses formes de la charité ou de l'humanitaire, et n'importe quelle mesure se présentant comme empathique et visant à l'amélioration des conditions internes de la favela. Une position mitoyenne émerge à quelques reprises de l'histoire, qui porte assistance à des fins instrumentales (je pense ici essentiellement aux divers visages du clientélisme). Cela dit, si les motivations peuvent paraître différentes, les effets, eux, restent sensiblement les mêmes.

Un mot, enfin, sur les contre-discours et les contre-conduites. Le tableau serait incomplet (et malhonnête) si je ne mentionnais pas l'existence, depuis le dernier demi-siècle, de mouvements de résistance ou d'opposition à ces positions dominantes, qui cherchent justement à en renverser leur caractère injuste ou diffamatoire, en proposant une série de contre-propositions sur ce qu'est une favela ou sur les raisons qui expliquent sa position dans la configuration urbaine⁷². Je ne m'étendrai pas

⁷² Deux titres me viennent à l'esprit qui incarnent parfaitement cette tendance, partagée entre le milieu académique et communautaire : Ramos (2006), sur l'ONG *Affro-Reggae* de la favela *Vigario Geral* et Souza et Barbosa (2005), qui traitent dans un registre plus général d'une approche positive-constructive de la favela. Le recueil *Cem anos de Favela* (Zaluar et Alvito, 1998), bien que plus divers, suit beaucoup cette tendance à la valorisation des qualités de la favela.

longuement sur ceux-ci – leur évaluation mériterait à elle seule un tout autre mémoire. Notons simplement, comme le font par ailleurs Valladares (2006 : 177), Leibing (2001 : 58), Silva (2002 : 223; 2007 : 550) ou encore Herzfeld (1997 : 23-29), que la simple inversion de vieux symboles n’implique pas nécessairement une remise en question radicale de ceux-ci, mais devient, par leur seule évocation, un renforcement d’autant plus prégnant de leurs effets prescriptifs. S’opposer à l’État en employant ses catégories et son langage revient à négocier sa résistance dans les termes même de son ‘opresseur’, si on veut. Plus simplement, il me semble qu’une grande partie des tentatives de revaloriser la favela ou de rendre positive ses représentations vient en somme proposer une image tout aussi dérisoire qu’un portrait sombre, accusateur et victimisant. La réalité, comme toujours, est plus complexe et opaque que cela.

b. Balbutiements (1900-1940) : la jeune république, morale et épidémiologie

Les premières favelas commencent à parsemer les collines jouxtant le centre ville de la capitale⁷³ à la toute fin du XIXe siècle (O’Hare & Bark, 2002 : 232). Le terme *favela*, cependant, n’est pas né à Rio, mais provient du *nordeste*⁷⁴ brésilien. Il est en lui-même une indication de la lourde charge associée à la seule dénomination du lieu : Valladares (2006 : 1-2), en effet, nous rappelle que la favela est *une mauvaise herbe urticante, poussant à flanc de colline et particulièrement difficile à éradiquer*. Elle est indésirable, elle produit des effets délétères pour celui qui s’y frotte, réapparaît toujours quand on croit l’avoir anéantie. L’étymologie, déjà, approxime taudis et parasites, informalité, désordre et nuisance.

Un autre indice des origines *nordestines* du terme et de son emploi actuel réside dans les très éloquentes pages d’Euclides da Cunha, écrivain-historien décrivant dans *Os Sertões* (1902) la ville de *Canudos*, résistant à l’armée nationale, et justement située

⁷³ Rio est en effet la capitale fédérale entre 1763 et 1960, année où elle est remplacée par Brasília, en un effort de développement du centre du pays - et une manœuvre de reprise de contrôle de l’État par les grands industriels de São Paulo (voir Holston, 1989).

⁷⁴ Une part importante des résidents des favelas, à tout le moins des plus anciennes de la ville, sont issus de cette région pauvre, partiellement désertique et majoritairement rurale située, comme le nom l’indique, au nord-est du pays (Gryszpan & Pandolfi, 2004 : 19; O’Hare & Bark, 2002 : 232). La *favela* était ainsi au départ une plante du *sertão*, l’intérieur des terres semi-aride de la région.

à flanc de montagne⁷⁵. Valladares indique la lourde influence de l'ouvrage dans la mise en place de ce qu'elle nomme «le mythe fondateur de la favela», c'est-à-dire l'élaboration d'une série de caractéristiques descriptives de base qui ne seront que peu altérées par la suite (2006 : 21). En effet, *Canudos* (et par la suite les premières descriptions publiées des favelas cariocas) (1) croît de manière chaotique, hasardeuse et imprévisible; (2) ses habitants n'ont aucune propriété privée, et ne possèdent pas les droits d'accès au territoire qu'ils occupent; (3) l'État et ses lois, règles et normes y sont complètement absentes; (4) le milieu semble produire des effets très puissants sur quiconque s'y installe; enfin, (5) les mœurs y sont dissolues, dangereuses, potentiellement contagieuses pour ce qui l'entoure.

Ces premières apparitions du terme et de sa description datent du tout début du siècle; les premières favelas se développent à la même époque. La problématisation de la favela, cependant, mettra quelques années à s'uniformiser dans la presse et les discours publics des intellectuels, médecins, politiciens et ingénieurs (Silva, 2002 : 226; Valladares, 2006 : 27). Dès les années 1910, «l'hypothèse de l'invasion» est au goût du jour : désœuvrés, malfrats et anciens paysans ont pris d'assaut des terrains publics pour y installer leurs logements de fortune (Abreu, 1994 : 60)⁷⁶. L'illégalité fondatrice, on le verra, a encore ses échos aujourd'hui, malgré la remise en question récente de ses fondements factuels (voir Fischer, 2008 : ch. 7-8). Si la favela n'existe pas comme entité juridique avant le *Código de Obras*⁷⁷ de 1937, son illégalité supposée est néanmoins prise pour acquis depuis longtemps. L'illégalité du lieu se double, dans les commentaires de plusieurs, de la déviance comportementale : la favela est le repère

⁷⁵ Selon la légende, les soldats nouvellement démobilisés suite à la guerre de Canudos iront former la première favela de Rio, en face de l'Hôtel de Ville, ce qui deviendra éventuellement l'actuel *morro da Providência*. Ils protestent ainsi contre le refus du gouvernement de leur attribuer des terres pour établir domicile (Zaluar & Alvito, 1998 : 9).

⁷⁶ Ce n'est pas exactement mon propos ici, mais je tiens à souligner que les hypothèses au sujet des causes structurelles de l'apparition des favelas ont été défendues de manière convaincante par quelques auteurs. Goldstein souligne que la désindustrialisation de Rio, accélérée dès la perte du statut de capitale, est déjà amorcée dans la première moitié du siècle, réduisant d'emblée les emplois disponibles. Elle relève aussi le lien entre fin de l'esclavage et apparition massive des taudis sur les collines (2003 : 51-53; voir aussi Sheriff, 2001 : 14-15). Fischer (2008) souligne aussi l'existence de documents prouvant que plusieurs vieilles favelas ont été sciemment commercialisées en rackets illégaux par certains politiciens locaux. Ainsi, l'immigration massive vers les grands centres (O'Hare & Bark, 2002) n'explique ainsi que partiellement la naissance des favelas.

⁷⁷ Le «code de la construction», mis en place au cours du gouvernement Vargas, donne une existence légale à la favela, et constitue les premières tentatives d'en régir juridiquement l'expansion et l'activité, sans succès (Burgos, 1998 : 27; Valladares, 2006 : 42).

des oisifs irrécupérables, de mœurs révoltantes et d'une petite délinquance qui, si elle ne terrifie pas comme la violence urbaine actuelle, appelle déjà l'usage de la force policière pour y mettre fin (Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 241; Valladares, 2006 : 18-19).

Le caractère désorganisé de la favela, construite sans normes urbanistiques et avec des matériaux généralement déficients, se traduit pour les observateurs de l'époque en une source implacable de désordres moraux et sanitaires. La favela est pathogène, et elle est aussi potentiellement contagieuse⁷⁸ (Burgos, 1998 : 30; Valladares, 2006 : 27-28; Silva, 2002 : 226). On craint, en effet, que la favela, surplombant la ville, se déverse en ses miasmes bactériens et immoraux sur les beaux-quartiers, ne vienne étendre le chaos à l'ensemble de la capitale. Les explications des causes du problème sont variables : qu'on emploie l'alors banal racisme scientifique pour décrire ces « animaux humains (sic) biologiquement malsains » (Valladares, 2006 : 55), ou que l'on suggère que la favela est une manifestation (à supprimer) des éléments arriérés et basement coloniaux de la jeune république (Needell, 1995 : 531; Goldstein, 2003 : 77), tout pointe dans une même direction : la favela est une « lèpre sanitaire, morale et esthétique » sur le visage de la ville, et les mesures pour y faire face doivent être entreprises au plus vite. Que la biologie où la ruralité soit fautive, que le risque soit moral ou hygiénique, ou que les absences en tous genres génèrent ces maux, on le voit : déjà, à l'époque, s'articulent ensemble ces trois manières de poser le problème des favelas.

Les interventions visant directement les favelas commencent à se multiplier dès les premières années du siècle, adoptant déjà cette dualité paradoxale de répression et d'assistance, parfois mêlées. En effet, de nombreuses rafles policières accompagnent ou précèdent des campagnes hygiénistes musclées (passant de la destruction des cabanes les plus « insalubres » à la vaccination forcée des populations locales). Dans certains cas, elles mènent même à des réactions violentes, voire des émeutes, la population proclamant à la fois son mécontentement du manque d'espace urbain légalement accessible pour les pauvres et son refus de l'intrusion médicale (voir Meade, 1989; 1986). En parallèle, l'exercice de charité et d'assistance aux démunis se développe à travers l'église catholique (Ferreira, 2007 : 134), mais pas seulement : les

⁷⁸ Nous verrons que les métaphores médicales et épidémiologiques concernant la favela et ses effets ne sont pas spécifiques à l'époque : mes propres données de terrain relatent, en divers endroits, une même métaphorisation médicale (voir ch. 4, *infra*).

premiers rapports de travailleurs sociaux traitant de la condition dans les favelas datent de la fin des années 1930⁷⁹ (Valladares, 2006 : 46-47).

L'époque est aussi fertile en développements urbanistiques, qui auront des effets notables sur les dynamiques propres aux bidonvilles de l'époque. Le Brésil cherche à l'époque à imposer sa présence parmi les nations «civilisées». Le sud de l'Amérique latine vit au rythme des transactions commerciales avec l'Angleterre, d'une part, et de l'admiration pour la grandeur et le raffinement français, de l'autre (Needell, 1995 : 519). L'effervescence est à son comble lors de la visite du roi d'Angleterre, en 1920; Haussmann est l'inspiration de l'heure : pour affirmer la rupture d'avec les bassesses coloniales⁸⁰, il est impératif de dégager le centre-ville, d'en faire un espace à l'image de cette nouvelle nation raffinée et progressiste (Goldstein, 2003 : 77). Les travaux mis en chantier ne font pas que raser les principaux *cortiços*⁸¹ où s'entassaient chômeurs, anciens esclaves et petits travailleurs (Abreu, 1994; Valladares, 2006). Voici comment l'historien Jeffrey Needell décrit la situation:

«If the elites used their reform of public and private spaces to adroitly define themselves in a fantasy of Europe, they also defined many out.[...] The poor in either capital were ignored or, in the interest of greater articulation or hygiene, had their rights or interests trampled upon. [T]he problem of housing for the mass of urban dwellers worsened desperately during this era; tenements and shantytowns, present since the century's third quarter, served a burgeoning population without benefiting from a matching growth of additional construction. [...] The great mass of [the elite's] countrymen were simply excluded. It was not that they were ignored; rather, they were pushed aside or even attacked. [...] The poor people interfered with the elite's fantasy of civilization and so had to be hidden away in the Afro-Brazilian slums near the docks and on the hills, in the Zona Norte.» » (1995: 537-538)

Ces mesures, qui ne visent pas spécifiquement à transformer les favelas, ont néanmoins pour effet d'en faire exploser le nombre et la population, l'espace public du

⁷⁹ Que les travailleurs sociaux soient plus en contact direct avec la réalité interne de la favela, et qu'ils adoptent une posture bienfaitrice et compatissante ne les empêche pas de partager beaucoup des préjugés, notamment raciaux, au sujet des populations qu'ils côtoient et de leur contexte de résidence (Valladares, 2006 : 49).

⁸⁰ Pas encore en un mouvement de ressentiment envers la métropole, mais plutôt sous la forme d'un rejet de tout ce qui n'est pas ostensiblement européen au sein du pays (ce qui inclus, malheureusement, la plupart des groupes les plus pauvres de la ville).

⁸¹ Les *cortiços* sont des logements rudimentaires existant à même la ville «formelle». On les considère généralement comme les ancêtres spirituels des favelas (Valladares, 2006 : 16-17; Gilbert, 1995 :97).

centre-ville ayant été systématiquement restreint aux goûts d'une élite finalement assez peu préoccupée par le sort de ces « races et cultures inférieures qui obstruent le chemin de la civilisation » (Goldstein, 2003 : 77). Quelques années plus tard, une campagne de dénonciation des favelas bat son plein, guidée par un promoteur immobilier, Mateos Pimenta, résolu à insuffler le dégoût nécessaire à ce que des mesures de suppression des favelas soient développées. Le plan Agache (1931), mis en place peu après, est une première tentative d'extraction des favelados de leurs milieux pour être relogés dans des habitations préfabriquées, qui serviront à couper la population de ce milieu qui les garde dans l'archaïsme et la barbarie (Valladares, 2006 : 33-39). Deux choses, à ce point, sont à retenir, puisque leur importance sera confirmée par la suite : (1) les interventions spatiales touchant les favelas semblent généralement allier visées d'assistance et mesures répressives, et (2) il semble exister un lien de corrélation entre la mise en place de programmes de réformes des favelas et le développement urbanistique formel.

c. Cristallisation (1940-1980) : autoritarismes, politique et culture

Le recensement des favelas de 1950 propose de les définir comme (1) sans normes de construction ou d'aménagement du territoire; (2) situées en terrains illégaux⁸²; (3) manquant de ressources et de services, publics ou privés (Valladares, 2006 : 58). On remarque que les instances publiques ont, du moins dans leurs publications officielles, tempéré leur description pour ne retenir que les éléments les plus techniques. Ce qui, bien sûr, ne signifie en rien que la morale accusatrice ou la paranoïa populaire ait complètement déserté la sphère publique. En effet, un journaliste au *Jornal do Brasil*, Carlos Lacerda⁸³, commence dès 1948 une nouvelle campagne anti-favela, surnommée « Bataille de Rio » vu l'ampleur inégalée de sa violence. En ses propres mots :

« Proliférant aux pourtours des quartiers les plus peuplés de la ville, les favelas se sont depuis peu transformées en noyaux de marginaux, vivant exclusivement sur la base de leur plus totale illégalité. De l'invasion de terrains, [...] aux câbles électriques clandestins, le favelado se mue en un véritable parasite de l'État, dans la mesure où,

⁸² Depuis 1937, en effet, le statut d'illégalité de la favela a été officialisé. Son expansion est elle aussi interdite (Burgos, 1998 : 28; Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 241).

⁸³ Qui deviendra, en 1968, le nouveau Gouverneur de l'État de Guanabara (ancien nom de l'État de RJ), et amorcera la phase la plus drastique des éradications de favelas (Burgos, 1998 : 34-35).

même s'il ne reçoit pas de faveurs, il n'a pas le moindre devoir. Végétant dans la promiscuité, ces populations forment un monde à part, sans droits, certes, mais sans obligations non plus. L'utopique désir d'urbaniser les favelas s'oppose aux principes les plus élémentaires de la logique administrative. L'idéal n'est certainement pas de stimuler la favela, mais bien de l'éliminer.» (ma traduction, cité dans Valladares, 1978 : 33)

La définition la plus consensuelle de la favela, à l'époque, oscille ainsi entre une tendance technicisante, mettant l'accent sur l'informalité du bâti et de l'aménagement, ainsi que sur l'illégalité de l'occupation, et une posture morale, axée sur les carences et la déviance manifeste des populations qui y sont reléguées. Rien de radicalement nouveau sous le soleil. La principale variante, à en croire Valladares (Id. : 31), est dans l'affirmation du statut juridique de la favela et de ses conséquences sur l'intervention : en effet, la création d'une catégorie légale définissant un espace sans loi constitue pour elle une situation pavant la voie à une série de mesures potentiellement abusives, mais tout à fait légales sinon légitimes⁸⁴. L'illégalité officielle de la favela devient, à cette époque, non plus uniquement un symbole de son illégitimité à exister, mais aussi un moyen pour en faciliter la suppression. Puisque la loi le permet, mettons-y fin.

L'hygiénisme, dans ses incarnations morales et sanitaires, n'est pas en soi disparu de la carte non plus, bien qu'il prenne à l'époque un visage un peu différent. Goldstein (2003) et Sheriff (2001) soulignent toutes deux l'influence des écrits d'un anthropologue dans l'articulation des problèmes de la favela à l'orée des années 1960. Il s'agit d'Oscar Lewis (1959, 1969), dont les thèses sur la «culture de pauvreté»⁸⁵ sont adaptées à la logique réformatrice en vogue ces années-là. La pauvreté, maintenant, s'est apprise en campagne, et se perpétue en ville grâce à la «culture de pauvreté», cet ensemble de traits pathologiques du comportement des pauvres qui, soi-disant, garantit l'exclusion et l'autodestruction, le désespoir et la violence (Valladares, 2006 : 130-131; Goldstein, 2003 : 40-41). Les élites scientifiques, économiques et politiques voient ainsi, dans la destruction des favelas et la relocalisation de ses populations, une

⁸⁴ Cette remarque préfigure les observations d'Agamben sur les conséquences politiques de l'existence ce qu'il nomme «l'espace d'exception». Dans cette optique, l'insertion dans la loi d'un statut ou d'une zone qui se dérobe à la loi elle-même laisse une place tout à fait juridiquement légitime à n'importe quelle exaction. Il propose le camp (de concentration, de réfugiés) comme l'ultime exemple de cet espace d'exception (Agamben 2002, 1998).

⁸⁵ Depuis largement critiquée par de nombreux auteurs travaillant dans des contextes d'extrême pauvreté (voir par exemple Bourgois, 1995 : 16-18; Goldstein, 2003 : 40-43).

première étape de «déprogrammation» des pauvres de cette culture de l'indigence qu'ils produisent mais qui les étouffe.

Le contexte politique tendu de l'époque, tant au Brésil qu'à l'international⁸⁶, n'est pas sans influence sur le climat d'idées relatives aux favelas. La dictature militaire prend le pouvoir au Brésil (avec l'aide financière et logistique des États-Unis) pour résister à la «menace communiste» que représentait le président progressiste João Goulart et ses partisans (Bandeira, 2006 : 15-18). La crainte que les populations «surplombant la ville»⁸⁷ ne déferlent sur les beaux-quartiers est ancienne (Valladares, 2006 : 24), mais prend dans ce contexte une saveur particulière. Il est ainsi nécessaire de «monter à la favela avant que les communistes en descendent» (Negrão de Lima⁸⁸, cité dans Burgos, 1998 : 29). On suppose en effet que ces «classes dangereuses» puissent aisément s'unir aux activistes issus des classes moyennes pour fomenter une révolte et prendre le contrôle de la ville (Leite & Silva, 2007 : 549; Burgos, 1998 : 29-30; Valladares, 1978 : 26). La déviance n'est plus seulement oisive et délinquante, mais bien politique, et tout aussi menaçante.

L'assistance proposée par l'État ces années-là prend une tournure qu'elle ne perdra plus par la suite, que le sociologue L. Machado da Silva appelle le «contrôle négocié» (Silva, 2002 : 229), c'est-à-dire la prise en compte des populations faveladas au sein des décisions au prix de leur inclusion en tant qu'acteurs politiques subalternes et encadrés au sein d'un processus duquel ils ne décident pas les termes de la transaction. Dans cette optique apparaissent les *Associações de Moradores* (AMs), qui servent de point d'organisation politique local et d'intermédiaire privilégié avec les autorités étatiques. Cette double représentation (de la communauté pour l'État; de l'État pour la communauté) les laissent dans une posture difficile où les demandes sont généralement émises dans les termes mêmes proposés par le gouvernement, en tant qu'échanges de prestations de services et de ressources contre l'assurance de

⁸⁶ Les années d'après-guerre sont marquées, dans une bonne part du monde colonial, par des mouvements de décolonisation parfois violents, la montée de régimes autoritaristes (communistes ou non), et la grogne de plus en plus ouverte des milieux intellectuels et étudiants.

⁸⁷ Puisque les favelas du centre-ville et de la *zona sul* sont presque toutes situées à flanc de montagne.

⁸⁸ Il est gouverneur de l'État de Guanabara de 1965 à 1970, période au cours de laquelle sont accélérées et étendues les mesures de suppression des favelas de la *zona sul* (Valladares, 1978 : 25). Le slogan est en portugais, ma traduction.

votes favorables aux élections⁸⁹ (Id. : 233-235). Un processus que plusieurs taxent de clientélisme (Burgos, 1998; Arias, 2006; Valladares, 1978). Silva note, pour appuyer son hypothèse, que ces AMs sont proposées et mises sur pied par nul autre que Carlos Lacerda, auteur des lignes assassines citées plus haut et chef d'orchestre de la première vague d'éradications des bidonvilles (op. cit : 234). Dans son article original sur la question (1967), Silva souligne l'apparition de ce qu'il appelle une « bourgeoisie favelada », centrée autour de ces mouvements associatifs, qui se dissocie partiellement du reste de la communauté à travers ses contacts fréquents avec les appareils étatiques (voir aussi Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 245).

La favela est ainsi dans une posture étrange, à la fois illégale mais politiquement légitime, prestataire de services publics mais aussi soumise à une surveillance policière et militaire assez dure (Penglase, 2009 : 119-120; Huggins, 2000 : 58-60). En effet, l'arrivée en poste des généraux coïncide avec une vague sans précédent d'arrestations dans les favelas, les voleurs et autres prisonniers de droit commun soupçonnés d'être les premiers à rejoindre les rangs de la résistance, en cas de soulèvement communiste (Leeds, 1996 : 52). En parallèle, les rapprochements entre l'Église et l'État s'affirment dans la collecte de données et la prestation d'assistance dans les favelas : la fondation Léon XIII, entre autres, s'établit au sein de ce partenariat, produit de nombreux documents relatant les conditions de vie dans les favelas tout en initiant les premiers travaux notables d'urbanisation de quelques favelas (Valladares, 2006 : 60-70; Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 242; Burgos, 1998 : 29-30). On le voit, les mesures sont encore écartelées entre désir de punition (ou de réforme) et volonté de soutien (que l'on peut, dans le cas du clientélisme, taxer d'instrumentalisme).

C'est encore dans le domaine des projets d'aménagement spatiaux que se révèlent le plus clairement ces contradictions, ainsi que les « ancêtres » des conditions d'organisation du PAC actuel. La période Vargas (1937-1945) voit la naissance des premières réformes massives réellement implantées pour mettre fin au problème de la favela : les « parcs prolétaires » sont de véritables espaces disciplinaires, dans lesquels quelques milliers de favelados ont été relogés, sont éduqués (religieusement, moralement et pour le travail manuel) et nourris, encadrés à l'extrême pour leur

⁸⁹ Les entretiens menés avec des activistes politiques de diverses favelas (dont Rocinha) recueillies dans *A Favela Fala* relèvent cette même tendance (Grynszpan & Pandolfi, 2004 : 44-46).

assurer un avenir de bons travailleurs, coupé des influences délétères de la promiscuité et de l'apathie (Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 242; Valladares, 2006 : 50-51). Burgos (1998 : 28) note que les parcs prolétaires n'ont pas été abandonnés vu leur échec, mais plutôt car ils entraînent en compétition avec le développement immobilier formel de l'époque. Une tendance déjà présente quelques décennies plus tôt, et qui ne cessera de se manifester de nouveau par la suite.

L'époque est marquée par le *développementalisme*, tant au Brésil que dans l'ensemble de ce que l'on nomme alors le tiers-monde (Pupavac, 2001 : 163-171; Escobar, 1995 : 36-40). Une approche moderniste de l'aménagement urbain est alors dominante au Brésil : il faut réformer l'espace pour qu'il reflète le monde que l'on souhaite y voir apparaître. Dans cette perspective, Brasilia devient le paroxysme de cette logique totalitaire (Holston & Caldeira : 2005 : 395-6). Mais la même idée anime les planificateurs cariocas, renforcés dans leurs présupposés par l'ambiance de crainte politique et d'explication par la culture de pauvreté. Carlos Lacerda, puis Negrão de Lima deviendront les promoteurs de campagnes massives de suppression de certaines grandes favelas de la *zona sul*, alors même que des projets d'urbanisation sont mis en place ailleurs (comme le souligne avec sarcasme Valladares, 1978 : 24; voir aussi Leeds, 1978). Une certaine schizophrénie semble en effet au travail : comment expliquer que certaines favelas soient consolidées alors que d'autres risquent l'annihilation? Valladares (1978 : 30-34) propose de réfléchir à *l'emplacement* des favelas détruites pour mieux en saisir la logique : l'époque est au développement massif de ce qui deviendra les quartiers privilégiés des classes aisés et du tourisme : *Copacabana, Ipanema, Leblon, Barra da Tijuca, São Conrado* et autres *Lagoa*. Le développement immobilier formel souffre de cette perte d'espace au profit de lotissement irréguliers, peu esthétiques et surtout peu rentables. Dans cette perspective, que *Catacumba, Praia do Pinto* ou toute la partie sud de la Rocinha⁹⁰ soient détruites devient soudain mieux explicable. Encore ici, le développement économique formel joue un rôle prépondérant dans les rationalités à l'origine de ces interventions drastiques. Les populations sont transportées par camions entiers pour être relogées dans les

⁹⁰ Catacumba laisse place au développement de Copacabana et de la Lagoa actuels. Praia do Pinto était située en plein milieu de ce qui est aujourd'hui le quartier de Leblon (pour des détails sur le processus, voir Perlman, 1976). Le sud de la Rocinha détruit abrite aujourd'hui le tunnel Zuzú Angel, reliant Gávea et São Conrado, ainsi qu'une partie de São Conrado lui-même (Valladares, 1978; Klintowitz, 2007).

nouveaux parcs à habitations standardisées comme *Vila Isabel*, *Vila Kennedy* ou la désormais célèbre *Cidade de Deus*⁹¹.

Dans son célèbre *Passa-se uma casa* (1978), Licia Valladares décrit avec minutie l'éradication du Sud de la *Rocinha*, suivant les familles déplacées de l'annonce de l'implantation du projet jusqu'à leurs premières semaines vécues à la *Cidade de Deus*. Déjà, à l'époque, le projet se subdivise en différentes agences : la COHAB, gérant l'enregistrement des individus et les déplacements comme tel; le CHISAM, s'occupant des recensements physiques et sociaux; la BNH finançant le tout, etc. (Id. : 36-38). Le programme fait appel à un appareillage de fonctionnaires, travailleurs sociaux et employés manuels rappelant assez clairement la situation que j'ai pu observer moi-même. Elle souligne la rigidité bureaucratique de l'affaire, ses défauts à s'implanter dans un milieu et auprès de gens ayant des réalités bien plus complexes que les planificateurs ne l'avaient entrevu. Elle relève, aussi, l'importance jouée par cette classe dirigeante de la favela entourant les AMs et autres mouvements associatifs ou caritatifs, coincée entre les intérêts étatiques et ceux de la communauté (Id : 48-52). Bref, la forme de l'intervention s'approche à celle, proclamée comme révolutionnaire, mise en place un demi-siècle plus tard.

Ce n'est pas mon propos ici, mais notons que la majorité de ces interventions drastiques auront des effets imprévus, aux conséquences importantes pour la suite. Les éradications seront un échec⁹², des vagues d'emprisonnement massif naîtra le trafic de drogues répandu à travers la ville aujourd'hui⁹³, et les politiques économiques d'alignement avec les États-Unis mèneront à l'adoption des P.A.S. du FMI au pays, provoquant des conséquences désastreuses dans les favelas au cours des années 1980⁹⁴. En plus, l'inhumanité du traitement des favelados à l'époque servira de fer de

⁹¹ Il est à noter que le nom de Vila Kennedy n'est l'objet du hasard : en effet, beaucoup des mesures d'éloignement des favelados ont été financées à travers l'aide venue des États-Unis. La Cidade de Deus s'est rapidement «favélisée» pour devenir aussi «chaotique» que les lieux d'origine de ses résidents, aux dires d'Alba Zaluar (1985). Pour un récit romancé mais malgré tout réaliste de la naissance du trafic de drogues dans ce parc de relogement devenu favela, voir Lins (1997).

⁹² De 13,2% de la population de la *zona sul* vivant en favelas en 1968, on est passé à 12,5% en 1975, malgré le déplacement de plus de 100 000 personnes (Perlman, 2005 : 3). Les favelados sont retournés, pour la plupart, repeupler les collines de la région, étant donné leur proximité aux ressources (Valladares, 1978 : 108).

⁹³ Voir à ce sujet Leeds (1996), Penglase (2009) ou Arias (2006).

⁹⁴ Les plans d'ajustement structurels (P.A.S.) sont des mesures visant la réduction de la dette extérieure des pays débiteurs des grands bailleurs de fonds internationaux. Ils impliquent une série de mesures,

lance à l'apparition de toute une littérature scientifique cherchant à la fois à documenter ces échecs répressifs et à affirmer la positivité de la favela, une rhétorique qui deviendra le fer de lance des cercles d'assistance privée (les ONGs, essentiellement) à partir du milieu des années 1980⁹⁵.

d. Explosion (1980-2010) : démocratie libérale, sécurité et intégration

On serait tenté d'imaginer que le retour à la démocratie (en 1985), l'adoption d'une nouvelle constitution (en 1988) ou l'élection d'un travailliste, de surcroît issu de la pauvreté extrême, à la présidence du Brésil (Lula, en 2002) aurait profondément altéré la manière de parler de la favela et de sa condition. Et pourtant. Deux citations méritent notre attention; elles illustrent parfaitement le nouvel arrangement de ces vieilles lubies au sujet des favelas.

La première nous parvient de nul autre que le gouverneur de l'État de Rio (encore en fonction), Sergio Cabral, dans une entrevue donnée au journal Globo, en 2007. Il présente ses idées au sujet du lien entre la violence endémique de la ville et le statut illégal de l'avortement au Brésil :

«La question de l'interruption des grossesses a tout à voir avec la violence publique. Et ce n'est pas moi qui le dit, ce sont les auteurs du livre *Freakonomics* [...]. Ils montrent que la réduction de la violence aux États-Unis dans les années 1990 est intrinsèquement liée à la légalisation de l'avortement en 1975. [...] Prenez le nombre d'enfants par mère à Lagoa, Tijuca, Meier ou Copacabana : c'est la moyenne suédoise. Maintenant, prenez celui de Rocinha. C'est la moyenne de la Zambie, du Gabon! C'est une vraie usine à produire des marginaux.» (Cité dans Birman, 2009 : 99).

C'est selon lui la solution dont les politiciens frileux n'osent pas parler. La vraie panacée à cette épidémie de violence issue des périphéries, au-delà des «chirurgies» policières quotidiennes⁹⁶, c'est bel et bien de travailler à la source, et de «fermer les

mais celles qui touchent directement les périphéries urbaines du Brésil impliquent des coupures draconiennes dans les fonds alloués aux services sociaux, en santé et en éducation publique. Voir à ce sujet Davis (2006 : 151-173), Zaluar (1998) ou Holston & Caldeira (2005 : 402-403).

⁹⁵ Des auteurs-clés ayant publié à l'époque : Silva (1967), Zaluar (1985), Valladares (1978), A. et E. Leeds (1978) et Perlman (1976). Ils sont plus ou moins les fondateurs des études dans le domaine.

⁹⁶ Birman, qui fait l'analyse du discours entier, relève la persistance du modèle médical pour expliquer la favela, son problème et les actions à poser pour le régler (2009 : 100-105). Pour de plus amples détails sur l'extrême violence de la police au Brésil, voir Leite & Silva (2007), Caldeira (2001 : ch. 4, 5) ou encore Soares *et al.* (2006), une ethno-fiction terrifiante sur le bataillon d'élite de la police militaire de Rio.

usines». En parallèle, dans un article scientifique daté de 2005, le sociologue Marcelo Burgos souhaite réfléchir aux logements populaires de Rio, dont les favelas constituent les «cas-limites de l’informalité» (p.2). Il propose pour en regrouper toutes les formes l’utilisation du terme «territoire». Ainsi:

«La notion de territoire désigne l’idée d’un microcosme, qui inclut différentes formes d’organisation des habitations populaires – incluant la favela – et qui se différencie de la ville, qui est le domaine des droits universels, source de l’égalité et de la liberté; en un mot, de la citoyenneté. [...] La logique territoriale – originellement inscrite dans la favela mais se généralisant aujourd’hui dans les autres formes d’habitation populaire – tend à emprisonner ses résidents en des espaces fortement contrôlés, où manquent les conditions minimales pour l’exercice des droits civils les plus élémentaires, à commencer par le droit à l’intégrité physique.» (2005 : 3-4)

Depuis la fin des années 1980, les grandes métropoles du Brésil se sont vues affligées d’un nouveau mal. De la menace morale à la crainte politique, la nouvelle obsession publique concerne maintenant la montée du crime, de l’insécurité et, en complément explicatif, de l’exclusion. Mais revenons aux citations. Cabral résume très bien de vieilles idées de contagion : la favela influence nécessairement qui y vit (ils deviennent nécessairement ‘marginaux’), et la solution la plus efficace, puisque c’est dans l’essence de la transaction entre le milieu et ceux qui en sont issus que se situe le problème, est de faire disparaître cette essence elle-même. Entre raser la favela responsable de la culture de pauvreté et avorter de futurs criminels irrécupérables, il n’y a pas une grande distance logique. La nouvelle sensibilité au crime – et sa réelle augmentation statistique (voir Caldeira, 2001 : 105-115) – amène la violence au premier plan des préoccupations au sujet des favelas. Les sociologues L. M. Silva et M. Leite résument la tendance explicative actuelle sous le vocable de «métaphore de la guerre» : l’État combat le trafic pour le contrôle de ces zones d’indistinction que sont devenues les favelas. Mais cette guerre est interminable pour une raison bien simple : la population favelada est l’ultime rebut de la société brésilienne, sa frange la plus dégénérée, amoralisée et asociale⁹⁷. Une vraie «culture de la criminalité» s’y est installée, et assure aux trafiquants la connivence de la population locale, qui à la fois les protège

⁹⁷ Wacquant (2006, 2003) relève avec justesse l’homologie entre ce discours et celui de l’*underclass*, aux États-Unis, qu’il qualifie de fabulation pseudo-scientifique servant à légitimer un retrait de l’État-Providence et la montée d’un «État-Pénitence» dans les ghettos des grandes villes américaines.

et leur fournit une inépuisable main d'œuvre potentielle (2007 : 551). Caldeira (2001) consacre plusieurs centaines de pages à analyser l'influence de ce «talk of crime» dans la radicalisation des politique publiques, de la criminalisation accrue des comportements associés aux pauvres (voir aussi Wacquant, 2003; Leeds, 1996 : 63-68) à l'encadrement de plus en plus strangulatoire des jeunes contrevenants (voir Goldstein, 2003 : ch. 4), en passant par le retour des politiques de privatisation et d'assainissement de l'espace par les classes aisées (Caldeira, 2001 : ch. 6 à 8). On reconnaît encore ici un amalgame d'attribution de la faute et de prévision des risques, quoique en une forme qui est beaucoup plus centré sur l'axe légal-illégal – et ayant un peu déserté les assises instables de la critique ouvertement morale.

Néanmoins, la loi et la forme sont aussi traitées sur le registre du manque, en une organisation qui est particulièrement importante pour mettre en contexte des projets tels que le *PAC-Rocinha*. Revenons à Burgos. On y retrouve la vieille division ville (positive) et favela (négative); cela n'a rien de renversant. Mais on voit une nouvelle articulation de ces principes : les citadins sont 'libres' car la ville est légale et formelle; les favelados sont 'prisonniers' de l'illégalité et de l'informalité de leur contexte de vie. Il leur manque, en somme, cet égalitarisme qu'amène l'État techno-légal, celui que proposent les démocraties modernes. La pauvreté – et ses effets de carences matérielles en tous genres – semble ainsi fonction de cette exclusion politique-légale-procédurale. Il est devenu nécessaire de porter cette citoyenneté pleine et entière aux favelados pour les ramener au sein de cette société les ayant laissés trop longtemps hors du coup. Valladares (2006 : 175) ne s'y trompe pas : elle souligne l'adéquation de cette logique avec celle-là même qui motivait les éradications de l'époque, mais à coût (humain et monétaire) bien moindre. On rasait pour inclure, on consolide pour inclure, en une même logique «civilisatrice» - couper de ces effets de lieu jugés délétères (Birman, 2009 : 110) – mais avec des moyens différents. Et aussi quelques justifications ajustées aux conditions actuelles : ainsi, la prolifération (en terme d'étendue et de densité) des favelas inquiète aujourd'hui autant pour des motifs immobiliers ou sanitaires (comme dans les années 1920 et 1960) qu'environnementaux et sécuritaires (Valladares, 2006 : 177; Riley et al., 2001 : 125-6). La rhétorique de l'inclusion est étonnamment consensuelle (Cavalcanti, 2007 : 39), même si les méthodes à employer

diffèrent selon les agents : des promoteurs de politiques publiques aux agences de tourisme en passant par les ONGs et autres entreprises privées se souciant de bienfaisance, tout un chacun investit ou agit pour s'assurer que les favelas ou leurs habitants puissent un jour s'insérer dans ce monde qui les a trop longtemps rejetés – avec les conséquences problématiques que l'on a déjà évoquées. Le regard devant cette tendance est parfois exalté (Ramos, 2006), parfois (plus rarement) critique : Valladares (2006 : 177-80) souligne que les ONG sont passées maîtres dans l'art de jouer «la carte de la pauvreté et du rejet», à la fois pour attirer les subventions, mais aussi pour justifier leur travail palliatif (voir aussi Birman, 2009, sur le terme *comunidade* et ses sous-entendus). Un travail qui, aux dires de certains, est la plus profonde incarnation du retrait de la politisation des demandes faites au nom de la favela (Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 251; Silva, 2002 : 233). Il est maintenant plus réaliste d'articuler l'intervention en termes techniques ou psychologiques⁹⁸, que de revendiquer des réformes radicales ou une représentation politique plus officielle. L'estime de soi des résidents et la réputation des *comunidades* sont depuis quelques années des chevaux de bataille centraux pour nombre d'ONG et filtrent dans le discours entourant les politiques d'urbanisation (Cavalcanti, 2007 : 38-39).

Dans cette optique, les acteurs de l'intervention sont plus nombreux et plus variés qu'auparavant. Le doublet conflictuel assistance-répression est toujours au rendez-vous, en un tableau à la fois plus polarisé et plus indivis. Alors que l'activité policière en est à son paroxysme de terreur, les activistes œuvrant en favelas redoublent d'ardeur et d'inventivité pour contourner les inégalités structurelles et la reproduction des logiques de mise au rencart (Grynszpan & Pandolfi, 2004; Ramos, 2006; Ferreira, 2007; Souza e Barbosa, 2005). En contrepartie, on voit fusionner la pratique de l'intervention et la recherche universitaire : une ONG comme l'*Observatorio das Favelas* est ainsi née de la volonté de deux géographes de mêler réflexion et action pour un renversement du traitement «par la négative» de la favela, tant de la part de l'*academia* que du milieu de l'assistance. En parallèle, quelques auteurs relèvent la présence de nouveaux

⁹⁸ Cette dernière mention du «psychologisme» et de l'individualisation dans l'intervention actuelle est relevée par quelques chercheurs au sujet du développement et de l'humanitaire à l'échelle globale (Pupavac, 2005; Duffield, 2004; 2005; Pandolfi & McFalls, 2009). Du travail sur les *contextes*, centraux à la logique développementale du milieu du siècle, on est passé au développement des *aptitudes* et *attitudes* dans un contexte dont il n'est plus nécessaire ou enviable de transformer les conditions.

acteurs, dont l'insertion dans la vie de la favela n'est pas sans effets, et qui eux-mêmes reprennent à leur profit la rhétorique de l'inclusion : le tourisme (Freire-Medeiros, 2007), les services de base (télévision, électricité ou l'eau courante, Cavalcanti, 2007 : 45) ou encore le trafic lui-même⁹⁹ (Caldeira, 2006; Holston, 2008 : 300-309) justifient leurs pratiques à cette logique de l'aide à l'intégration ou de la revendication devant l'exclusion. L'incursion commerciale et criminelle amène Cavalcanti (2007) à décrire la favela contemporaine comme soumise à deux mouvements apparemment contradictoires, mais mutuellement constitutifs : *commoditization*, d'un côté, et *territorialization*, de l'autre. La favela est isolée dans la violence *et* insérée dans les marchés locaux et mondiaux, simultanément, et pas nécessairement de manière oppositionnelle. Au niveau des logiques d'intervention, à tout le moins, les considérations de sécurité côtoient sans problèmes les questions de croissance économique et commerciale.

Comme auparavant, c'est dans le domaine de l'intervention spatiale que se fusionnent le plus habilement les effets de contrôle et de production du social. Les éléments qui finiront par être intégrés aux programmes dits «consolidateurs» (Cavalcanti, 2007) ou «démocratiques et participatifs» (Holston & Caldeira, 2005) – l'insertion de points de service publics dans les favelas, le renforcement des constructions déjà existantes, la régularisation foncière et l'encadrement techno-légal complet des pratiques de construction et de transaction sur le territoire favelado – apparaissent de manière discontinue et fragmentée au cours des années 1980 (Grynszpan & Pandolfi, 2002 : 246-8; Cavalcanti, 2007 : 36-37).

Mais le véritable prédécesseur au *PAC-Favelas* actuel est bien le mégaprojet *Favela-Bairro*, lancé au milieu des années 1990 par la préfecture de Rio de Janeiro. C'est un projet composite, liant interventions spatiales (consolidation des rues et maisons, constructions de quelques édifices publics – écoles, hôpitaux et centres communautaires en tête), légales (une tentative, plutôt minime, de régularisation foncière) et sociales (des programmes d'éducation à la santé préventive, à la recherche

⁹⁹ Caldeira (2000) et Holston (2008) remarquent tous deux l'infiltration des discours de droit et d'intégration à même (respectivement) la musique rap des périphéries paulistanas et des communiqués de presse émis par les factions trafiquantes. Le recours à une logique de justification en termes de droit à la ville et de nécessité de s'inclure (incluant par le «crime», s'il le faut) y est ainsi particulièrement prégnante.

d'emplois et à la sécurité publique sont en quelques endroits mis en place). Le projet incarne les nouvelles obligations stipulées dans la constitution de 1988 et l'Estatuto da Cidade (2001) : il est coordonné et financé par le public mais exécuté par le privé, ne prévoit pas de plans terminés, puisqu'il doit pouvoir être adapté aux imprévus d'ordre légal, technique ou social (puisque'il est censé inclure l'opinion des résidents à sa création) (Holston & Caldeira, 2005 : 405). Le projet est idéal pour les uns (Burgos, 1998; Pamuk & Cavalierri, 1998) et provoque l'ire de certains autres. Il incarne en effet pour Silva (2002 : 231-2) le faite absolu de ce «contrôle négocié» mentionné plus haut, un complexe de technicité et de légalisme réduisant la position des favelas dans l'échiquier social de la ville à des bénéficiaires en manque de service publics devant se disputer férocelement les maigres ressources disponibles¹⁰⁰.

e. Analyse et effets prescriptifs

La section qui s'ouvre ici cherche à relever quelques éléments supplémentaires, peut-être moins de fond sinon de forme, qui semblent faire partie du *package* rationnel et prescriptif concernant les relations à entretenir entre politiques publiques et favelas de Rio de Janeiro.

Unicité et spécificité. Le recensement de 2005 supposait l'existence de 752 favelas (Perlman, 2005 : 3). C'est un peu le leitmotiv de plusieurs chercheurs contemporains, motivés par les récentes recensions bibliographiques des écrits scientifiques portant sur la favela (Valladares & Medeiros, 2003) : supposer l'unicité d'un ensemble aussi manifestement hétéroclite ne peut mener qu'à des extrapolations ayant plus trait au discours pur qu'aux réalités qu'il est censé évoquer (Grynszpan & Pandolfi, 2004; Souza & Barbosa, 2005; Zaluar & Alvito, 1998; Valladares, 2006). Les favelas – qui, en somme, ne sont qu'une des formes de logements populaires présents à Rio (Valladares & Préteceille, 2000; Cavalcanti, 2007; Burgos, 2005) – sont parfois à flanc de montagne, parfois des anciens *parques habitacionais*; parfois très anciennes, consolidées, alors que de nouveaux taudis n'ont que quelques années à peine et aucune existence légale; la liste des divergences purement physiques (et il y a, on s'entend, des différences humaines extrêmement importantes aussi) peut ainsi s'allonger à l'envi. Il n'y a rien de

¹⁰⁰ Pamuk & Cavalierri rappellent que l'ampleur des moyens mis en œuvre via le FB n'efface pas le fait que le projet n'est implanté que dans un dérisoire 4% des favelas répertoriées de la ville (1998 : 459).

bouleversant à affirmer une chose pareille. Et pourtant, le présupposé est vivace dans la mise en place des politiques publiques, des années soixante à aujourd'hui. Les méthodes changent, les acteurs sollicités aussi, mais la constante hégémonique est que 'la' favela nécessite une intervention, généralement appliquée sans divergences profondes de l'une à l'autre (Valladares, 2006 : 175; Cavalcanti, 2007 : 48). En complément, la tendance à créer une division stricte entre favela et ville¹⁰¹ vient asseoir la favela en tant que lieu aux pratiques sociales et culturelles *spécifiques*, voire à la population intrinsèquement différente (quel que soit le critère pour le déterminer) de celle qui peuple l'*asfalto*. Cette logique motive à la fois des interventions qui se concentrent sur les favelas *seulement* (au détriment des autres formes de quartiers populaires, au détriment d'études se concentrant sur la place laissée aux favelados dans l'espace urbain 'légal') et renforce du même coup la fracture symbolique - même quand on célèbre la spécificité positive de la favela - entre les bidonvilles et ce qui les entoure (Valladares, 2006 : 157; Silva, 2002 : 223; Cavalcanti, 2007 : 49). L'encerclement de la favela en réalité particulière - homogène et différente -, quand elle est doublée à un appareillage d'éléments figés censés la composer, vient directement influencer la rigidité des programmes mis en place pour y agir, comme nous le verrons plus loin pour le cas du PAC-Rocinha.

Ontologie et écologie confuse. Autre caractéristique formelle importante, il semble se dégager une sorte d'indistinction permanente entre le milieu - la favela comme telle - et sa population - qu'ils soient *favelados* ou aujourd'hui simples *moradores*. Comme s'il semblait difficile - ou inutile - pour les observateurs de faire la distinction entre ce qui relève de l'ontologie et de l'écologie. Le milieu est-il produit par ceux qui l'habitent (et donc, reflète-t-il leurs caractéristiques)? Le milieu, au contraire, conditionne-t-il quiconque y réside? Les deux ont-ils un effet circulaire? Les réponses varient, sans réelle logique, au cours du temps, comme on l'a vu. Mais redonnons quelques exemples, pour clarifier. Euclides da Cunha nous parle déjà, pour qualifier Canudos (*infra*, p. 63), de ses effets importants sur quiconque y réside : l'absence de normes et de lois du lieu se traduit en un amalgame douteux de comportements amoraux. L'idée

¹⁰¹ Voir la citation de Burgos, 2005, *infra* p. 73, pour un bel exemple : «La notion de territoire désigne l'idée d'un microcosme, qui inclut différentes formes d'organisation des habitations populaires - incluant la favela - *et qui se différencie de la ville*, qui est le domaine des droits universels, source de l'égalité et de la liberté; en un mot, de la citoyenneté.» (mes italiques).

est reprise, quelques années plus tard, pour signaler le lien entre illégalité constitutive du lieu et délinquance omniprésente de ses habitants (p. 64). Inversement, à la même époque, on tente d'expliquer l'espace chaotique et pathogène par les caractéristiques de ceux qui le peuplent, que ce soit en termes de tares génétiques ou de ruralité d'origine (p. 64). Les années quarante à soixante débordent de tentatives de sortir les favelados de ces milieux qui les empoisonnent, mais le milieu est simultanément le fruit de leur pauvreté culturelle (p. 67). Un même glissement apparaît dans l'idée de raser les favelas pour se prémunir des intentions politiques supposées de leurs occupants (p. 68). Enfin, les programmes d'urbanisation actuels sont généralement associés, malgré leur travail essentiellement technique, au renforcement imminent de la place politique et de la bonne réputation de ses résidents (p. 58, citations). La confusion des interactions entre le lieu et les gens ne cesse de transparaître, on le voit, dans la mise en place des politiques publiques. Il s'agira de garder cela en tête au moment de l'évaluation du programme en cours.

Un problème intrinsèque, vu de l'extérieur, et exigeant l'intervention. Que l'espace et ceux qui y circulent se confondent est une chose. Mais on remarque, en contrepoint, une autre récurrence : la favela pose problème *en elle-même*, parfois pour ceux qui y résident, mais plus généralement *pour ce qui l'entoure*. Qu'elle menace les bonnes mœurs et la santé des bourgeois (dans les années 1920), qu'elle risque de descendre en une marée rouge sur la ville, qu'elle freine le développement économique de la *zona sul* (vers la fin des années 1960) ou qu'elle menace la forêt atlantique et la sécurité des braves gens (de nos jours), la question n'est jamais tellement de saisir s'il existe une part du problème dans l'interaction entre favelados et classes moyennes et élevées, ou encore entre État et périphéries, mais bien toujours exprimée d'un point de vue extérieur, en fonction de questions ne relevant pas directement des conditions des habitants eux-mêmes (ou si peu). Mariana Cavalcanti le relevait avec un certain cynisme: les échanges de coups de feu ne font la manchette qu'à partir du moment où ils débordent sur l'*asfalto* et menacent les citoyens¹⁰². Que *Babilônia* s'entretue ou que *Mangueira* soit à feu et à sang n'a qu'une importance secondaire, tant que les balles ne

¹⁰² Conférence donnée dans le cadre de la rencontre annuelle LASA (Latin American Studies Association) le 17 juin 2009. Elle évoquait une recherche publiée en 2005 (Vaz, *et al.*) qui documentait la chose.

viennent pas se fier sur *Nossa Senhora* ou que la *Fiocruz* ne sent pas la fumée¹⁰³. Et cependant, on remarque que les observateurs s'entendent, du début du siècle à aujourd'hui : il est nécessaire d'intervenir, dans et sur la favela, et ce au plus vite, pour éviter les plus grands maux.

Je souhaite, enfin, relever une dernière chose, que j'ai déjà mentionné plus haut : il est important, pour bien replacer certains acteurs dans le cadre des interventions passées (et présentes), de comprendre les liens existants entre développement formel et informel de la ville. L'expansion des favelas et les interventions mises en place pour les contenir ou les aider (ou les deux) ont, au cours de l'histoire, souvent découlé des développements de la 'ville légale'. La croissance et le nettoyage du centre-ville ont eu pour effet de décupler les favelas et d'enclencher les premières mesures musclées pour les assainir, dans la première moitié du siècle; le développement de la *zona sul* a accéléré et justifié, dans une large mesure, les campagnes d'éradications des années 1960; enfin, aujourd'hui, il est important de réfléchir aux questions immobilières et commerciales en jeu dans la pacification et la légalisation des favelas. Cette longue élaboration historique – et les analyses qui l'accompagnent – servent d'écrin pour entrevoir le projet actuel.

¹⁰³ Quelques références bien cariocas, ici : le *morro da Babilônia* est une favela bordant Copacabana. *Nossa Senhora da Copacabana* est l'une des grandes artères du quartier. *Mangueira* est un complexe de favelas de la *zona norte* (soumis lui aussi au *PAC-Favelas*), situé en face de l'institut de recherche en santé *Fiocruz*.

4. CIVILISER LE RENTABLE ET CONTENIR LES EXCÈS : RATIONALITÉS ET INTERVENTION DANS LE PAC-ROCIHA

«La favela Rocinha change de look. Les travaux du gouvernement fédéral et de l'État de Rio transformeront la communauté en le quartier qu'elle est déjà, si ce n'est que du nom.»

- *Jornal Globo*, 30 novembre 2009

Il aura fallu une guerre de gangs, un concours national d'architecture et un discours du président pour que la Rocinha commence enfin à «changer de look». Il aura aussi fallu, on l'a vu, près d'une centaine d'années de considérations, de préoccupations et de projets gouvernementaux pour en arriver à mettre sur pied cet étonnant appareil, le *PAC-Favelas*, qui «intègre et rend urbain». Beaucoup plus spécifiquement, il s'agit d'un

«... **instrument** important pour éliminer les conditions **physiques, sociales et perceptives** adverses qui **stigmatisent et portent préjudice** au quartier [de la Rocinha]. Ces conditions pourront être **neutralisées** à travers de l'intégration de la **régularisation urbanistique**, du **contrôle environnemental** et de **paramètres approuvés** pour sa **croissance durable**, ce qui produira une **nouvelle image urbaine**.»¹⁰⁴ (Toledo et al., 2005 : 4)

La proposition est chargée, comme on le voit. Ce chapitre déclinera en quelque sorte une longue explicitation de ce petit passage qui, malgré son manque de loquacité, résume très bien le projet derrière le projet, le plan sous le plan – en somme, la «stratégie sans stratège» qui anime le dispositif à l'étude. Nous nous intéresserons ici à la logique de l'intervention, telle qu'exprimée par les divers promoteurs et intervenants liés au PAC-Rocinha. À l'image du travail effectué au chapitre précédent, nous chercherons à rendre explicite les liens entre rationalités et actions, entre définitions, problèmes à résoudre et solutions proposées. Deux objectifs orientent le chapitre. Le premier : quel est le sens précis et concret de cette «urbanisation qui intègre», pour ceux qui mettent en œuvre le programme? Intégrer à quoi, intégrer qui, et intégrer comment? Et, encore plus opaque sans pourtant en avoir l'air, quel sont donc les caractéristiques de cet *urbain* célébré comme une valeur cardinale, comme un but à

¹⁰⁴ Pour la durée du chapitre, le **gras** marque mon accentuation de termes qui me semblent plus importants que d'autres. Les *italiques* marquent, dans les extraits d'entrevue, des accentuations des interviewés eux-mêmes. Les ... dans ces mêmes verbatims soulignent une pause du locuteur ou une hésitation.

atteindre? Qu'est-ce qui est urbain, quelle en est sa limite, son contraire? C'est la première question, la plus importante. Cinq fragments différents, mais hautement complémentaires, se chevauchant presque, constituent pour moi la réponse. Le chapitre suivra cette division en cinq parties. Le second objectif en est un de reconnaissance : il s'agit, en parallèle, de souligner, au fil de l'analyse, ce qui fait écho aux *réurrences historiques* (voir ch. 3) et ce qui permet de qualifier le projet de *dispositif sécuritaire ou biopolitique* (voir ch. 1).

L'analyse se bâtit autour de six documents, variables en formats et en contenu : entrevues, entretiens, conférences et documents officiels¹⁰⁵. (1) Le document «*Pour abattre les murs: planification participative et intégration sociale dans la communauté de la Rocinha, à Rio de Janeiro*» est la proposition officielle des architectes du Plan Directeur de la Rocinha, l'ancêtre du PAC finalement sélectionné au concours national, en 2005. Il décrit avec minutie les principales motivations à un tel projet. (2) Le bulletin hebdomadaire de l'EMOP, intitulé «Le PAC arrive à Rocinha, Complexo do Alemão et Manginhos» (8 mars 2008), décrit l'inauguration officielle des projets du *PAC-Favelas* dans ces trois communautés; il est replet de commentaires officiels sur les visées et les bénéfices prévus d'une telle entreprise. (3) Un débat public tenu à la PUC-Rio¹⁰⁶, le 17 juin 2009, nous fournit d'intéressantes perspectives sur les «Murs de la discorde» (c'était le nom donné à l'événement), ces *éco-limites* qui constituent la frange la moins consensuelle du projet PAC : des murs pour «protéger la forêt de l'étalement erratique de la favela». Des ingénieurs, des avocats et des activistes y discutent les pous et les contres. (4) J'ai mené une entrevue semi-dirigée avec le responsable en chef du volet social du PAC (plus à ce sujet en ch. 5), sur les raisons du programme, son fonctionnement général et ses impressions sur les espoirs et les difficultés à intervenir dans une favela comme celle-là. (5) Les premiers instigateurs de ce qui deviendrait le

¹⁰⁵ Le choix méthodologique a été de ne pas hiérarchiser les sources discursives, bien qu'elles se présentent sous diverses formes (orales, écrites, officielles et plus officieuses). Cette posture découle de deux principes. Principe inductif, d'abord : l'analyse de ces diverses sources révèle une convergence majeure dans les formes justificatives, les thématiques abordées et même le langage spécifique, qui permet aisément une synthèse thématique. Ensuite, point plus théorique : j'ai voulu, au cours du troisième chapitre, montrer l'extrême prégnance d'un certain discours de l'intégration par l'urbain dans le Brésil actuel, discours repris tant par les activistes favelados que les responsables officiels en passant par les promoteurs privés. Cette analyse conjointe cherche ainsi à révéler cette omniprésence. Une autre étude pourrait s'attarder à réaliser la manière dont les acteurs, dépendant de leur position, mettent de l'avant certains aspects de la problématique et pas d'autres.

¹⁰⁶ Une université située à quelques minutes de la Rocinha, dans Gávea.

PAC-Rocinha ne sont autres que les résidents du quartier cosu qui l'avoisine, São Conrado. J'ai aussi mené une entrevue sur l'histoire du projet et ses raisons d'être avec le président de l'association des résidents de São Conrado, lui-même directement impliqué dans l'écriture de la première ébauche du projet. (6) Enfin, une longue conversation avec l'ancien président du *UPMMR* et aujourd'hui n° 2 du *PAC-social* est un témoignage de l'importance symbolique et pratique du projet pour les élites politiques de la favela.

Nous avons mentionné que l'urbanisation qui intègre a au moins cinq visages distincts, auxquels correspondent les cinq sections qui suivent. Urbaniser pour intégrer la favela et ses résidents, c'est en effet (1) donner un cadre et des standards aux pratiques informelles et rentabiliser les aptitudes par la formation; c'est aussi (2) désengorger la favela pour en accroître la circulation des ressources, quelles qu'elles soient; c'est (3) opérer par la cosmétique des altérations dans les perceptions et les attitudes des résidents, des électeurs ou des voisins de la favela; c'est, peut-être moins nouveau, et moins étonnant, (4) contenir les excès de la favela et d'implanter des moyens directs ou indirects d'en gérer les risques inhérents; enfin, (5) l'urbanisation de la Rocinha, c'est couper avec le passé d'abandon des périphéries par l'État pour épouser la prise en charge entièrement planifiée de la favela – en un mot, assurer le passage vers l'intervention permanente.

a. Encadrement et formation. De la favela en friche aux standards efficaces

S'il est une nouveauté absolument renversante au regard des entrevues contemporaines, c'est la découverte, pour les observateurs d'aujourd'hui, que le bordel insondable de la favela recèle son lot de potentialités alléchantes. Nous examinerons dans cette section les diverses formes que prend l'idée selon laquelle, pour les tenants du *PAC-Rocinha*, il existe un lot de richesses, matérielles comme humaines, dans la favela qui souffrent de leur informalité fondamentale et qui ne demandent, pour le bien commun, qu'à être encadrées, normalisées ou modélisées.

La Rocinha est, au regard de ceux qui y travaillent, prise dans une dualité intéressante : à la fois fouillis ingérable aux multiples carences *et* réservoir de potentiels en friche. Elle est ainsi pour le président de l'AMASCO «... un nœud de

problèmes, un nœud de marginalité qui va se perpétuer comme tel. Il y a là un mélange de personnes de bonne volonté, de personnes sérieuses et de personne pas sérieuses, qui restent en travers du chemin.» À moins, bien sûr, qu'une urbanisation ne vienne aider à la sélection de ces éléments sérieux et à la disparition (sans précision des moyens) de ceux qui les entravent. Son informalité est la source des pires exactions, puisqu'elle permet la perpétuation du détournement des services, au détriment de ses résidents honnêtes (PUC, PC¹⁰⁷). La liste de ses carences et déficiences est étalée emphatiquement par tout le monde, notamment dans le domaine de l'éducation : «...la Rocinha présente des données **alarmantes**... les **pires** indices d'**analphabétisme**» (Toledo : 4). La favela souffre ainsi d'une «vie nerveuse» due à son extrême désorganisation – entre autres dans la circulation de l'information -, que le gérant du *PAC-social* taxe de «densité urbaine». Ainsi :

«C'est que... je vais donner un exemple : n'importe quelle information qui passe par un résident [de la favela], et le voilà qui sort dans la rue, il répète à cinq autres résidents, qui descendent dans la ruelle et répètent à vingt autres. Et dans cette ruelle, il n'y a pas un résident qui reçoit le journal à la maison. Et alors, où va-t-il chercher l'information? Il la prend du voisin, tout simplement. Tout ça génère une pression... une pression très élevée, et il n'est pas possible de le négliger au cours du processus [de travail du PAC-social]. On en revient toujours à *informer beaucoup, beaucoup, beaucoup*... parce que **la désinformation, ici, elle est structurale**. La plupart des gens ne savent pas lire. D'un autre côté, l'information ne se rend pas à leurs maisons directement. Les écoles... souvent le fils ne ramène pas l'information à la maison, ou l'école elle-même ne la transmet pas. Alors, c'est une... c'est un territoire où... comme tu as dû lire, le ghetto, ou **les zones d'exclusion, elles ne connectent pas beaucoup avec... le système normal, avec le réseau d'information formel. Et tout cela génère une tension constante, c'est très tendu**. Toutes les informations ont des répercussions, parfois négatives... [tout cela] c'est bien la densité urbaine.» (PAC-Social)

Le désordre engendre ainsi la tension, à le lire. Et le soutien offert («On en revient toujours à *informer beaucoup, beaucoup, beaucoup*...») n'est qu'un coup d'épée dans l'eau, puisque le problème est dans la structure même des interactions, des pratiques

¹⁰⁷ Considérant le nombre de citations à venir, j'ai établi un code de reconnaissance de leur provenance. **AMASCO** sera le sigle pour l'entrevue du président à São Conrado, **PAC-Social** réfèrera à l'entrevue du gérant du PAC-Social, **PC** est pour l'entretien avec le n° 2 du PAC-Social, **PUC** réfère aux extraits de la conférence sur les Écolimites, **EMOP** concerne le document promotionnel du gouvernement et **Toledo** réfère au document de présentation du Plano Diretor.

sociales quotidiennes. Sans intervention à la source – dans les racines mêmes de cette désorganisation –, point de progrès. La référence à l’informalité n’est pas une invention récente, ni non plus, on l’a vu, cette étonnante supposition d’un lien ontologique entre le milieu et sa population.

Mais, en même temps, «... les communautés sont de véritables **manufactures de talent**, mais qui **manquent d’opportunités...** » (EMOP, p. 3). Toledo *et al.* consacrent près de deux pages de leur document à la louange de l’inventivité créatrice des résidents, leur «appropriation créative» de l’espace urbain, leur «inventivité culturelle» de renommée internationale, etc. Le président de l’AMASCO souligne, dans le registre de l’urbain, comment «leur favela» se distingue des autres :

«Il y a aussi des communautés, [à Copacabana], c’est sûr... mais peut-être pas aussi évoluées que celle qu’on a ici. Parce qu’en plus **la Rocinha est un quartier**, je ne sais pas si tu savais. En 1993, elle a été déclarée un quartier officiel par... par la préfecture. [...] Ces personnes, une classe sociale issue de la misère, il y a trente ou quarante ans, du Nordeste, aujourd’hui fait partie de la classe moyenne... presque que la classe moyenne-élevée.»

L’adéquation de l’urbanisé et du «civilisé», de l’«évolué» n’est pas du tout unique, comme nous le verrons. Que la Rocinha soit désignée comme quartier fait montre de son avancée sociale, mais aussi économique, au sujet de laquelle le président renchérit :

«Et alors, on est allé découvrir ses particularités, dans le bon sens du terme : la diversité... la variété de personnes qui y habitent, qui semblent être de tous les niveaux sociaux, du misérable à la classe moyenne. Par exemple, la Rocinha a plus de 6000 commerces, je ne sais pas si tu étais au courant. Il y a près de 800 micro-entreprises... [...] Un il y a une chorale, un groupe de jeunes garçons violonistes, une série de choses... Il y a trois succursales bancaires, et aucun débiteur... c’est mieux qu’aux États-Unis : aucun débiteur, jamais d’agressions, aucune violence.» (AMASCO)

Ce sentiment de découverte de ressources inespérées, de potentialités brutes, filtre à travers tous les documents. La favela est active, grouillante peut-être, mais avec de réelles possibilités, des éléments éminemment positifs. Remarquons la tendance à opposer misère, paresse ou délinquance, d’un côté, et «traits de civilisation», de l’autre : pas que des *bailes funks*, il y a aussi une chorale et des violonistes; pas que des gargotes informelles, il y a aussi des banques – et elles fonctionnent!

Le meilleur résumé de cette juxtaposition du désordre et des possibilités camouflées (et qui méritent de fructifier) se trouve en conclusion du document «Pour abattre les murs» :

«D'un côté, [Rocinha] représente, en un seul paysage, tous les **problèmes** rencontrés dans les occupations à haute densité et de bas rendement, tels que des maladies **endémiques** de santé publique (sic), des **flux** migratoires **erratiques** et constants, des demandes résidentielles **croissantes**, des **déficiences** dans les systèmes d'infrastructures, des patterns **instables** de revenus, des conditions environnementales **précaires**. De l'autre, elle fait montre de toutes les caractéristiques observées dans le profil socioculturel brésilien : diversité culturelle, fusion des races, **capacité créative** et **entrepreneuriale** et, principalement, **immersion sociale**. » (Toledo: 9)

L'opposition de l'instable et des capacités n'a pas à être explicitée, me semble-t-il. Les intervenants et promoteurs s'accordent pour indiquer que ces conditions doivent être documentées, classées et bien comprises, si on veut réellement en venir à bout (la connaissance du milieu considéré comme naturel étant, on l'a vu, la première caractéristique de la gestion sécuritaire ou biopolitique). Ainsi :

«Nous proposons la préservation des témoignages qui affirment les identités de la Rocinha, à travers différents types d'instruments : **inventaires, recensements et normes urbanistiques**, visant ainsi à relater l'histoire d'occupation du quartier, enregistrer la mémoire collective de ses résidents et identifier **ces vestiges régissant l'actuelle occupation**.» (Toledo, p. 5)

Notons que cette «préservation», comme toute l'ambiguïté de la proposition consolidatrice, par ailleurs, est tiraillée entre deux logiques concurrentes : il faut reconnaître (objectivement) cette réalité, différente mais acceptable, puisque «donnée, naturelle», mais *dans le but de la gouverner vers le semblable*, plus organisé, plus efficace, plus facile à gérer et à comprendre. On signale, dans le même sens, que le PAC «a pour objectif de **reconnaître ce qui est déjà construit** et de l'allier à **la richesse de la typologie des quartiers formels**» (PAC-Social).

Quelles mesures, ainsi, pour favoriser ces éléments positifs et s'assurer qu'ils se stabilisent? La solution est dans l'encadrement pédagogique et procédural : il faut normaliser la formation, mais aussi les interactions et les pratiques à l'interne. Ainsi : « Dans la Rocinha, au-delà du Centre Intégré d'Assistance à la Santé (CIAS), une garderie modèle sera aussi construite, qui servira de **poste avancé du Ministère de**

l'Éducation et assurera **la formation des professionnels des innombrables garderies** déjà présentes dans la communauté. » (EMOP : 3) La notion de poste avancé n'est pas si innocente : doit-on y voir la supposition de la favela comme champ de bataille (voir Leite & Silva, 2007), ou encore en tant que «frontière de la civilisation»? La marginalité est ici une affaire physique, certes (la faiblesse des infrastructures, aux dires de tous), mais aussi et encore plus une question d'attitudes et d'aptitudes, de conceptions et de conduites. Comme l'indique PC, il y aura «une garderie avec des professionnels bien formés venus d'ailleurs, **avec des notions d'éducation et de santé qui seront enfin adéquates**. Les enfants ne seront plus laissés plus ou moins à eux-mêmes ou dans les mains de leurs parents qui ne s'occupent pas d'eux. » Au sujet des difficultés de circulation des denrées, des services et des véhicules, Toledo propose de prendre en compte les systèmes existants «en perfectionnant leurs mécanismes de **gestion** et leur **efficacité**» (p. 6). Dans le même sens, pour le bon fonctionnement de la participation des résidents à la mise en place du PAC¹⁰⁸, il faut «établir une **méthode** de discussions, incluant les aspects **techniques** du Plan.» (Toledo : 7). On demande aux bénéficiaires leur support, mais un support encadré, régi, reformulé. Les intervenants du *PAC-Social* s'y emploient d'une réunion à l'autre (voir ch. 5).

Tout cela pointe vers une logique intéressante, manifestement primordiale : on va, grâce à la formation, à l'encadrement, à la création de standards¹⁰⁹, procéder à une «urbanisation des esprits». L'urbain n'a jamais été aussi proche du civilisé :

« Mais, à mon avis, ce qui est encore plus important que toutes ces améliorations physiques, c'est la transformation mentale que nous croyons qui se produira dans les trois communautés. [...] Notre espoir est de faire **un travail d'urbanisation dans l'esprit de ces personnes**, les intégrer à travers des **programmes sociaux, sportifs, culturels et de gestion des revenus**. [...] L'idée n'est pas seulement d'offrir les cours, mais chercher avec les communautés elles-mêmes ce dont elles ont besoin, et de donner les opportunités pour qu'elles puissent développer ce potentiel après la fin des travaux. » (EMOP, p. 2)

En somme, la première importance du PAC-Favelas, c'est de rendre compréhensible, gérable et efficace le potentiel en friche qui forme la Rocinha. Les

¹⁰⁸ Qui, est, comme on l'a déjà dit, une obligation légale dans l'urbanisation des ZEIS depuis 2001 et l'une des grandes fiertés des responsables du projet.

¹⁰⁹ Le plan directeur (notez la formulation : diriger, c'est gouverner, au sens de Foucault) propose comme l'un de ses mesures centrales, le zonage de la favela, la création de définitions claires des habitations, routes et commerces acceptables et ceux qu'il faut réformer ou détruire (voir Toledo : 11).

transformations de l'espace physique s'accompagnent d'un encadrement des conduites, d'une normalisation de l'enseignement, d'une sélection du prometteur et d'un effacement du désordonné, du paresseux et de l'informel. L'assainissement des conduites et des esprits, en miroir de l'assainissement des rues et des maisons?

b. Circulation et productivité. De la «ville médiévale» au marché accessible

La Rocinha est ainsi une nature sauvage et prometteuse, qu'il faut découvrir, défricher, dresser par «l'urbanisation des esprits». Mais la logique de la pagaille à désembrouiller prend aussi d'autres sens. Nous examinerons ici les passages qui proposent de désengorger la favela pour lui permettre de mieux se connecter à ce qui l'entoure, de manière à ce que les ressources et les services puissent être accessibles en tout temps. Aux impératifs de civilisation s'ajoutent les intérêts commerciaux et institutionnels.

Nous avons, au départ, une autre dualité : à la favela congestionnée, engourdie équivalait un marché aux ressources connues sinon encore largement sous-exploitées, indisponibles. On signale chez Toledo qu'

«une bonne partie des **problèmes** reliés à la santé et au déficit sanitaire [de la Rocinha] **découle de sa propre structure spatiale très dense**, avec ses espaces publics exigus, ses maisons mal ventilées et peu illuminées. [...] [La Rocinha] est un **marché** de consommation **gigantesque**, et encore **assez peu exploré**.» (Toledo : 4)

Le président de l'AMASCO a tenu à m'expliquer l'utilité de l'urbanisation en évoquant la prise en charge des *villes médiévales*. La favela est comme un faubourg, engorgé et fourmillant, mais que l'ouverture urbanistique peut faire fleurir. Les remarques de Foucault sur l'apparition du gouvernement biopolitique y trouvent ici un écho intéressant (2004[1978]: 57-81). Il complète de la manière suivante :

«La Rocinha a un problème d'infrastructures et de suffocation, ce qui provoque le problème de la tuberculose, puisqu'il n'y a pas de ventilation, n'est-ce-pas? ... un par-dessus l'autre, empilés, je veux dire... et cette *saleté*, enfin... Tout cela va impliquer... pas seulement le désenclavement, il y aura aussi des changements d'assainissement, d'illumination, de services, et puis *de nouveaux employeurs vont venir aussi*, tu comprends? Et ces affaires vont produire de nouveaux emplois [dans la Rocinha], qui vont donner du travail aux personnes d'ici [São Conrado] aussi. Et donc, faut que ça bouge, à mon avis.» (AMASCO)

La circulation, donc, de l'air comme des ressources, qu'elles soient humaines ou matérielles. L'importance économique de l'intervention PAC apparaît dans la liste des «collaborateurs» invités à plancher sur le projet initial :

«On a invité des représentants des... des diverses sphères de la société civile. Nous sommes allés au siège social de chaque institution : au conseil régional de **l'ingénierie** et de l'architecture, à l'ordre des **architectes** du Brésil, à **l'association commerciale**, à la fédération des **industries** de Rio de Janeiro, à l'association du **marché immobilier**... toutes les corporations. Et aussi, on a enjoint [...] les associations de résidents de la Rocinha... [...] Enfin bref, nous nous sommes résolus à les inviter aussi. Alors on avait quatre, cinq ou six leaders de la Rocinha, chacun représentant un secteur particulier de la communauté. On a décidé... on a favorisé l'idée que... sans leur participation, il n'y avait pas moyen d'arriver à... un progrès, n'est-ce-pas?» (AMASCO)

Le passage est par ailleurs éclairant dans une autre mesure : il leur a fallu se résoudre à inviter des représentants du lieu à transformer, car, sans eux, pas de possibilité de progrès. Cette forme de hiérarchisation implicite est ainsi souvent présente, oscillant entre la nécessité (il faut bien qu'ils participent) et l'affirmation d'une stratification sociale toute acceptée :

«C'est dans notre intérêt que cette région, qui est ainsi si belle, fasse l'objet d'un développement sain. Pour tous, pas en isolement, qu'on va bâtir. **São Conrado et Rocinha sont pratiquement des frères jumeaux**. Quand un va bien, l'autre va bien. 90% des ouvriers qui font **la charpenterie, la peinture**... d'autres sont **domestiques** dans les gratte-ciels ici, tous habitent la Rocinha. Une grande partie des employés de la Comlurb (**vidangeurs**) d'ici sont de la Rocinha. Une grande partie des employés d'ici, du Fashion Mall, sont aussi de la Rocinha. Tout est comme... tout est un seul engrenage. Les personnes doivent avoir une belle vie. Ils doivent avoir une tête solide sur les épaules – et ils l'ont. **Ils ont toujours voulu, jusqu'ici, prendre part à ce type de relations.** » (AMASCO)

La citation est intéressante à deux niveaux : d'abord dans son désamorçage de vieux rapports inégalitaires en les faisant paraître solidaires et consensuels (des «frères jumeaux», mais dont l'un sert l'autre...), mais aussi car elle illustre bien une facette de l'importance de la circulation accrue par le PAC : renforcer le passage des «éléments productifs» (dans ce cas, les employés subalternes) vers l'extérieur. L'un des orateurs présent à la conférence sur les *éco-limites* en est aussi allé de l'extrême importance de renforcer la libre circulation de ces *ressources humaines* : «Il faut arrêter de craindre que la favela descende dans la ville, car que se passera-t-il si la favela arrête de

descendre dans la ville? Tout arrêtera : on a besoin de sa population. » (PUC) On voit ici une référence, mais inversée au goût du jour, aux vieilles craintes de contagion/invasion de la ville par la favela (voir ch. 3, *infra*). Pour une première fois, la favela et sa population ne sont plus entièrement un frein au progrès, ou une menace dans son ensemble, mais bien un monde sauvage et enchevêtré qui recèle l'espoir d'investissements futurs. Les entrepreneurs ne sont pas dupes : «on a dû aller solliciter l'appui de personnes qui résident ici [São Conrado], qui sont **des entrepreneurs**, qui ont des intérêts, au-delà de la résidence, des intérêts d'affaires dans la région, **qui souhaitent voir la région prospérer.**» (AMASCO) La Rocinha est, depuis une quinzaine d'années, un lieu touristique de haut rendement, reconnue, entre autres, pour ses démonstrations culturelles du Carnaval ou pour sa Via Sacra¹¹⁰, à Pâques. Aussi l'ouverture de la favela répond-elle aussi au besoin d'en asseoir les ressorts commerciaux liés à son potentiel culturel, bref à atteindre «**son renforcement comme productrice de culture**, ce qui contribuera à son inclusion sociale et son intégration avec les résidents des autres parties de la ville qui pourront connaître et profiter de la scène culturelle locale.» (Toledo : 5) Notons que la valorisation de la favela comme culturelle et sportive n'a rien de spécifique au projet : c'est là aussi le principal fer de lance des diverses ONGs qui œuvrent en ce sens (voir Ramos, 2006). L'inclusion passe par la cristallisation de ce qui en fait une différence un peu inférieure mais acceptable : un patrimoine et une excentricité inventive à vendre, maintenant réellement productive car *assainie*, matériellement comme dans la composition de sa population, et des pratiques sociales qui y ont cours.

Mais l'accessibilité de la favela n'est pas simplement stratégique pour la société civile. L'ouverture et la circulation est un gage de meilleure implantation des institutions étatiques, quelles qu'elles soient. Comme on le voit :

«Bien sûr, les nouvelles installations ne sont **rien de plus qu'un support logistique pour l'intervention étatique**. Ou on pourrait dire qu'elles vont donner les conditions nécessaires à une action de l'État beaucoup plus efficace : pour des campagnes, de la prévention, des événements ou le simple travail quotidien.» (PAC-Social)

¹¹⁰ Une reconstitution «favélisée» de la passion du Christ, jouée en plein air à travers les rues et ruelles de la Rocinha. Toledo et AMASCO y réfèrent comme un exemple paroxysmique du potentiel de la Rocinha en tant qu'industrie culturelle.

Cette action efficace, cette «mobilité accrue et accès rapide» (EMOP : 1), implique une prise en charge plus grande de la population par les institutions de l'État – services de santé, d'éducation ou de promotion culturelle – mais aussi une circulation et une visibilité accrue en cas d'urgence. Le président de l'AMASCO n'avait peut-être pas tort : comment mieux empêcher les prochaines guerres de gangs qu'en fournissant à l'État les possibilités d'une action efficace, immédiate et concertée dans la favela? En complément, la régularisation foncière n'a-t-elle pas comme but parallèle et lointain, aux dires du gérant du PAC-social, la mise en place d'une collecte effective des taxes et frais de services (PAC-Social, réunion du 09/07/2009)? Car si la favela est un marché relativement prospère sinon isolé, et si les services publics s'y rendent déjà sinon en une forme altérée, parfois détournée, il demeure qu'une grande différence existe d'avec les quartiers légaux qui l'entourent : pas de papiers officiels, pas de surveillance régulière, pas de taxes résidentielles.

L'intégration passe ainsi par la connexion avec les environs, pour une passation efficace des ressources et des moyens de les prélever, tant du point de vue commercial qu'institutionnel. Et, comme le résume laconiquement le président de l'AMASCO, toutes ces transformations pratiques ont aussi un but plus intangible : «L'ouverture physique est aussi une ouverture des esprits.»

c. Cosmétique, perceptions, et attitudes. De l'anomie à l'appartenance

Nous avons déjà mentionné que les tendances actuelles de développement international comme la prise en charge humanitaire des favelas cariocas se tournent de plus en plus vers la consolidation des perceptions et des aptitudes individuelles, davantage qu'au travail sur les milieux de vie et les mouvements collectifs (voir Pupavac, 2001; Duffield, 2004; Valladares, 2006 : 177-180). Ainsi l'*empowerment*, le support psychothérapeutique et la création de *social entrepreneurs* deviennent le fer de lance de ces logiques d'intervention, au détriment parfois des luttes aux inégalités sociales et économiques. Cette importance des transformations de mode de pensée existe aussi dans les préoccupations des intervenants du *PAC-Rocinha*. Ils prennent généralement la forme suivante : les changements ou les ajouts matériels auront des

effets psychologiques qui entraîneront des changements d'attitudes, et l'apparition de nouveaux comportements jugés plus favorables.

Il semble que la psyché du favelado souffre amèrement de ses carences accumulées. Le désordre, l'abandon et «la misère» engendrent les déviations les plus malheureuses, à en croire mes interlocuteurs. Par exemple, sur la déshumanisation (et la commercialisation) des interactions :

«Dans les **lieux misérables**, le manque d'argent est très présent. C'est ainsi assez commun que dès leur plus jeune âge, les enfants commencent à tout réfléchir en termes d'argent. [...]Tout cela crée une logique où la valeur marchande est omniprésente : **les choses ne peuvent valoir que ce qu'on peut obtenir en échange**. Et quant aux valeurs attribuées aux choses que l'on peut voir dans les quartiers riches, chez les gens aux statuts plus élevés, comme par exemple «J'adore cette banque! J'adore cet endroit! Ah! Le vent est agréable!», ce genre de questions sont ici, malheureusement... elles sont toujours plus insignifiantes étant donné l'imposition de la valeur marchande, de la valeur de consommation, du confort qui a son prix...» (PAC-Social)

Le manque, ici matériel, se traduit en déshumanisation. La misère rend insensible et, on le conçoit, son contraire sensibilise. Mais le dénuement moral et ses variations psycho-comportementales prennent aussi un sens plus proactif, selon le gérant :

«Personne [ne croit que le PAC sera accompli], parce que **tant a déjà été promis qui n'a jamais été réalisé, et que quand ça s'est fait, ça s'est fait en fonction de qui y a intérêt**. Ce type de discours... il se construit dans un milieu... de désespoir total. **Personne ne croit à rien, personne ne croit au gouvernement, personne ne croit en soi-même ni en les autres. Et conséquemment, ils ne respectent pas le gouvernement, ne se respectent pas eux-mêmes et ne respectent pas les autres**. Le *désespoir*... il est si cruel.» (PAC-Social)

Le favelado, laissé pour compte et démuné, en vient, par désespoir et par cynisme, à ne plus respecter ce qui l'entoure, incluant le gouvernement et ses institutions. Doit-on voir ici une explication à peine voilée des «comportements déviants» (la violence et «l'incivilité») si fortement associés à la favela, particulièrement depuis les trente dernières années? L'impression se confirme à écouter l'ancien président de l'UPMMR :

«Car le problème, ce n'est essentiellement que **le manque d'idéal, d'objectif dans la vie**. Voilà **pourquoi les jeunes se droguent, entrent dans le trafic**. Il me dit que même lui n'y a pas échappé, qu'il a lui aussi porté un .38 à la ceinture. Mais qu'il a eu la chance de rencontrer une *gringa* qui a voulu l'aider à étudier, à entrer à la PUC,

en payant pour lui. Le problème de la Rocinha, c'est son estime d'elle-même, son impression d'être inférieure. **Ça rend les gens furieux de voir les riches aussi riches, mais surtout de voir ces gens qui ont un idéal, eux, alors que nous, nous n'en avons pas.**» (PC)¹¹¹

Et ainsi va la courbe des perceptions menant aux gestes jugés problématiques. La logique n'est finalement pas si étrangère aux ressorts de la «métaphore de la guerre» relevée par Leite & Silva (2007), et sa «culture de criminalité», elle-même un *aggiornamento* des théories sur la culture de pauvreté. Bref, la favela est peuplée de malheureux, de frustrés et d'aigris, «de personne pas sérieuses, qui restent en travers du chemin» (AMASCO), entravant ainsi le développement sain des individus de qualité. Les favelados sont méfiants, irrespectueux, par trop matérialistes et éventuellement délinquants, mais tout cela peut changer. C'est là, en effet, l'un des objectifs réaffirmés du *PAC-Rocinha* : «Si tu ne rêves pas, tu ne vis pas. Donc, je dirais que le *principal* résultat de cette intervention, c'est de... c'est de donner la chance de recommencer à rêver... avec des actions concrètes. De donner des chances concrètes du retour de... de l'espoir.» (PAC-Social). Des effets cosmétiques sur des perceptions dans l'espoir de faire se muer les attitudes et les comportements jugés problématiques, avec assentiment généralisé, en plus.

Mais les perceptions aux effets problématiques ne se cantonnent pas chez les favelados : d'autres témoins sont aussi visés. Car les spasmodiques guerres de gangs et échanges de coups de feu ont réussi, par l'entremise des médias, à créer un réel «folklore de peur» (AMASCO) entourant la Rocinha. En effet, le président est catégorique : pas une voiture volée en six mois, le président colombien se promène seul sur la plage le matin dans São Conrado, le quartier est sécuritaire. Mais l'immobilier et le commerce souffrent de la présence de la Rocinha, étant donné le symbole de chaos et de violence qu'elle représente, dans les médias du moins. On souhaite que l'électorat et les consommateurs s'en trouvent rassurés, inspirés, prêts à voter pour les responsables de l'assainissement ou à investir là où la paix a recommencé à régner. Et où les bonnes manières ont été normalisées, encadrées, rentabilisées.

¹¹¹ Les extraits de ma conversation avec le # 2 du PAC-Social (PC) sont des retranscriptions de mon cahier de terrain. Ça explique le passage fréquent du «je» au «il», qui correspond à un passage entre des formulations exactes (dont j'ai eu le souvenir) et des paraphrases.

Les manières d'articuler ce passage du concret (technique) au concret (comportemental) par l'entremise de l'abstrait (perceptif) varient, mais en un sens convergent : de l'anomie, la défiance et la désorientation, il faut atteindre le respect, la confiance, le sentiment d'appartenance et d'objectif de vie. Pour PC, c'est de «réduire la distance» avec les quartiers riches, amener la Rocinha vers le semblable, via les services publics, les règlementations et les lois, qui fourniront de quoi animer les résidents et leur offrir, enfin, un objectif de vie :

«Ça rend les gens furieux de voir les riches aussi riches, mais surtout de voir ces gens qui ont un idéal, eux, alors que nous, nous n'en avons pas, dit-il. Grâce au PAC, on aura une certaine expérience de ce qui peut s'offrir à nous. On aura quelques services de base qui amélioreront notre quotidien mais qui, surtout, nous donneront l'expérience de nos possibilités, nous donnera la force de regarder les riches dans les yeux, et de réclamer ce qui nous est dû, car nous en aurons eu une première expérience à l'interne. » (PC)

Que l'estime des résidents passe par les dons étatiques ne semble pas constituer un problème – ni non plus qu'elle soit fonction de services impliquant par ailleurs de nouvelles charges et sanctions. L'EMOP arrive à la même conclusion : recevoir une passerelle signée Niemeyer¹¹², une clinique d'urgence et une garderie pourra, cela va sans dire, mettre fin au sentiment d'abandon des favelados longtemps ignorés. La dépolitisation¹¹³ de tels comptes-rendus est épatante, comme si les dirigeants brésiliens découvraient, cent ans plus tard, ces laissés-pour-compte jusqu'ici totalement invisibles :

«Il est inadmissible que ces grands complexes [de favelas] contiennent à peine une clinique, deux écoles. Ils sont bien plus habités qu'une grande partie de nos municipalités, mais, **au fil des ans, ils ont été oubliés par l'État**. C'est très difficile pour eux de voir les quartiers avoisinants avec tous ces services et eux relégués au second plan.» (EMOP : 4)

Que dit-on, finalement, ici? Il semble nécessaire d'apaiser les uns et d'encourager les autres, pour stimuler leur allégeance et leur discipline : le projet, s'il travaille les modes d'agir par la capacitation et la pose de barèmes, souhaite s'assurer la pérennité

¹¹² Le désintéret exemplaire du «don» du célèbre architecte brésilien – il aurait dessiné les plans sans frais - est encensé par tous, des médias à mes voisins de ruelle, impressionnés par ce signe de l'importance de la Rocinha pour les grands décideurs et spécialistes.

¹¹³ Dépolitisée car présentée comme une situation naturelle, qui n'aurait en rien été façonnée par le politique. Cette vision, comme nous l'avons présenté au chapitre précédent, ne tient pas la route.

par la transformation du symbolique : pour l'intérieur, l'irruption de l'État doit passer pour un signe de reconnaissance; pour l'extérieur, comme un signe d'effacement. La favela est acceptée, prise en charge, renforcée dans sa spécificité, pour les uns, mais aussi mise à l'urbain, encerclée, camouflée, pacifiée, pour les autres. On peut en venir à se demander si le projet ne réussit pas justement tout cela en même temps : reconnaître la différence (et ainsi en cristalliser son statut de subalterne) tout en la gouvernant vers le semblable (par la formation, la formalisation, l'institutionnalisation et la valorisation commerciale). L'urbain n'a jamais été aussi clairement une épithète de la modernisation d'opinions et de pratiques que dans les mots de Toledo et al. :

«... la Rocinha, un quartier **stigmatisé** et encerclé par des **murailles virtuelles qui la séparent de la ville formelle**. De telles barrières, plus visibles une fois associées aux quartiers adjacents – Gavéa et São Conrado – doivent être démantelées, stimulant ainsi l'intégration de la Rocinha avec son entourage, à travers de sa **mise en ordre urbanistique**, du **respect de l'environnement** et du **développement durable**, valeurs qui contribueront à la constitution d'une **nouvelle image urbaine** de la communauté. » (Toledo : 2)

La nouvelle image, au-delà de son caractère cosmétique (de beaux bâtiments neufs, de belles voies d'accès dégagées), est aussi une image responsable et organisée, au goût du jour : le développement durable, le respect de l'environnement et la mise en ordre urbanistique. La nouvelle favela se prend en main, pourrait-on dire : du dédale au bien ordonné, du laisser-aller au respect, de l'erratique au planifié. Et ainsi, le quartier assaini pourra retrouver cette place hors des murs du rejet; l'acceptation passe, ainsi, par la civilisation techniquement et légalement assurée.

d. Contention et gestion des risques. La favela affiche complet

Avant de devenir l'instrument du social-néolibéralisme du président Lula¹¹⁴, le projet d'urbanisation de la Rocinha est né à São Conrado même, en 2004. C'est en effet la guerre de gangs – entre le CV de la Rocinha et l'ADA de Vidigal, ce dernier ayant finalement pris le contrôle des deux favelas -, et son effet perturbateur sur les quartiers

¹¹⁴ Quelques auteurs notent en effet un certain écartèlement des politiques publiques depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, tiraillés entre leurs idéaux d'assistance et de justice sociale et leurs procédures et logiques de fonctionnement très néolibéraux, faits de sous-traitance extrêmement étendue et de politiques économiques laxistes favorisant le maintien, voire la polarisation des inégalités sociales (Gledhill, 2005; Morais & Saad-Filho, 2005; voir aussi Holston & Caldeira, 2005).

cossus avoisinants, qui ont amené plusieurs résidents et entrepreneurs à songer à une solution durable pour sécuriser la région :

«Nous nous résolûmes à mettre sur pied un forum de... d'urbanisation de la Rocinha. Nous sommes arrivés à la conclusion que de toujours envoyer la police, et toujours plus d'armes, tout cela ne va rien arranger. Il est nécessaire de fournir une transformation urbanistique, dans le secteur, n'est-ce pas... T'en attrape un, l'autre est parti ailleurs, l'autre est là-bas... ça ne résout rien. Ce sera... c'est un nœud de problèmes, un nœud de marginalité qui va se perpétuer comme tel. Il y a là un mélange de personnes de bonne volonté, de personnes sérieuses et de personnes pas sérieuses, qui restent en travers du chemin. » (AMASCO)

Il faut ainsi urbaniser la Rocinha comme on pacifie, rendre urbain et intégré pour assurer une sélection, un renforcement de ses éléments sérieux et un effacement progressif de ses éléments problématiques. L'aspect sécuritaire du PAC, encore plus que toutes ses autres facettes, réactive avec force plusieurs spectres du passé concernant les favelas. La favela y est présentée sur le bon vieux mode du risque : menace pour ce qui l'entoure, et en même temps comme victime d'elle-même. Les formes de l'accusation, cependant, sont peut-être encore plus dépolitisées qu'avant. Car c'est au premier chef la santé et l'environnement qui constituent les manières de s'inquiéter d'une favela ingérable, informelle et par trop encore inconnue :

«La Rocinha **doit contenir** son expansion sur les forêts du Parc National de Tijuca. Elle **doit collaborer**, de plus, avec sa participation, pour le contrôle de l'expansion de **ses quartiers excédentaires** qui menacent son propre patrimoine naturel. [...]En visitant [le] quartier, il n'a pas été difficile de constater **le fiasco physico-spatial duquel souffre la Rocinha**. Les rapports de santé publique témoignent d'une haute incidence de maladies du système respiratoire, comme la tuberculose et les allergies, et de nombreuses maladies de peau, **reflétant et dénonçant la gravité des problèmes environnementaux** qui atteignent cette population.» (Toledo : 7-8)

L'aspect consensuel et apolitique de l'environnementalisme explique probablement le ton bien plus péremptoire qu'ailleurs : les exigences pleuvent, et on sent comme une sourde fulmination derrière des formulations comme «doit collaborer (...) pour le contrôle de l'expansion de ses quartiers excédentaires». La favela porte préjudice au patrimoine naturel, et à plus forte raison, à elle-même. La conférence sur les éco-limites était replète de ces accusations voilées, cette fois réactivant le spectre de l'invasion, justifiant la construction d'un mur entre l'exposition d'un cancer en

expansion¹¹⁵ (qu'il faut restreindre vite et durement) et le dépit devant le *squat* de zones illégales. Le mur met ainsi «fin aux invasions», il doit bien «empêcher que les envahisseurs puissent continuer d'agir», il est normal de sévir «puisque ce sont des invasions» (PUC). Le véritable ennemi, aux dires de plusieurs, ce n'est ainsi pas tellement la délinquance et la criminalité, mais bien *l'incontrôlable expansion de la favela*, et sa cause centrale : «un flux permanent de migrants, qui seraient les principaux responsables de la densification et des expansions horizontales les plus récentes» (Toledo : 3). Il est, pour le président de l'AMASCO, évident qu'un consensus existe, tant hors que dans la favela, à savoir qu'il est nécessaire de «fermer la Rocinha», de supposer qu'à partir d'un certain point «ceux qui y sont peuvent y rester, mais plus aucun autre ne peut s'y installer» (AMASCO). Il existe ainsi des indésirables dans la Rocinha : les incontrôlables, les précaires, les peu établis.

La solution réside, pour tout le monde, dans l'encerclement de la favela, la contention définitive de sa croissance, tant horizontale que verticale, passant par la règlementation et la mise en place de points de gestion et de surveillance. C'est aussi un intérêt pour plusieurs résidents de la Rocinha elle-même, à en croire le commentaire amer de PC :

«Ici, il est où, l'agent qui fait la circulation? Où sont les lampadaires, les panneaux de signalisation, les feux rouges? Avec le PAC, on devrait pouvoir amener un peu plus de contrôle là-dedans, pour pouvoir réduire, de cette manière là aussi, la distance entre eux et nous. Tu vois toutes ces motos? La plupart sont volées. Quand la police entre [dans la favela], pendant quelques jours on ne les voit plus, car ils n'ont pas de papiers. C'est une autre des choses qui pourra être mieux règlementée, pour rendre la vie plus contrôlée, plus simple.»
(PC)

La vie apaisée est une vie contenue et règlementée, paraît-il, à l'instar de celle des quartiers avoisinants, formels, légaux, urbains et civils. On le comprend, on est loin de la simple contention : le mur, à ce titre, a été remplacé par un muret et un parc écologique, après les âpres discussions entourant la mise au jour du plan de construction de l'éco-limite. Car, en phase avec l'intention d'une transformation

¹¹⁵ L'ingénieur en chef des éco-limites, présent à la conférence, a tenu à justifier la constitution des murs en présentant une série de diapositives montrant l'extension incontrôlable (en rouge) des favelas, malgré quelques mesures préventives déjà existantes, comme des câbles de fer et des panneaux d'interdiction. La comparaison avec la croissance d'une tumeur – une diapositive médicale- m'est apparue manifeste.

radicale, tant physique que sociale et psychologique dans la favela, ce n'est pas tellement la mise en cage qui est de mise ici, mais *la mise en observation*. À ce titre, quoi de plus légitime qu'un bâtiment de la préfecture, qu'une école ou qu'une rampe d'accès pour cercler le territoire? C'est justement ce que propose Toledo, pour accompagner la fermeture légale¹¹⁶ et le zonage – à des fins de contrôle des constructions immobilières à venir :

«**Les solutions pour créer des obstacles à l'expansion urbaine** du quartier devront privilégier **des lieux publics comme frontières** [de la favela], incluant la construction de **parcs, d'écoles et de routes**, conçus **en vue de l'augmentation du contrôle social sur le territoire.**»
(Toledo : 7)

Les observateurs n'ont pas tort de souligner le changement de logique d'action gouvernementale : la favela n'est plus un obstacle, mais un fouillis à ordonner, connaître, classer, contenir et surveiller. L'importance stratégique des rues à élargir apparaît en détails ici :

«**Quelques liaisons de voirie** proposées auront comme objectif de **marquer avec clarté les limites de l'expansion horizontale du quartier**. En de tels cas, les rues pourront n'être occupées que d'un seul côté, l'autre côté étant restreint aux lieux publics, comme **des parcs, des points de collecte de déchets, des stationnements ou des postes de police.** » (Toledo : 9)

La favela sera ainsi surveillée, par ses résidents eux-mêmes et par les autorités publiques, au nom de la préservation forestière, de la santé, de la circulation et de l'accès aux services ou à des fins d'éducation. Le président de l'AMASCO n'est pas dupe, et évoque la sélection indirecte que devrait produire le dispositif, une fois installé en entier : «Et, en plus, ça va permettre de mettre fin aux fameux noyaux de cachettes (*focos de esconderismo*), dont je t'ai parlé, qui s'interposent, tu sais... Ces groupes de bons-à-rien qui se cachent, de la plage jusqu'où tu habites... c'est la même chose, [ça va changer]. L'ouverture physique est aussi une ouverture des esprits.» On y revient toujours. Le nouvellement urbain est réglementé et productif, contraint mais encouragé. On parle d'ailleurs de l'implantation prochaine d'une police de proximité (le PRONASCI) dans les favelas comme la Rocinha, dont les agents seront issus de la

¹¹⁶ Toledo *et al.* notent qu'une loi finalisant les limites de la Rocinha a déjà été introduite en 2003 (Lei n°3.693), mais que son implantation effective s'avère encore largement inadéquate, considérant la nature «graduelle, discrète et diffuse de cette invasion» (Toledo : 7).

communauté mais formés par l'État, ayant pour but la médiation de conflits *et la formation à la citoyenneté...*

e. *Of Time, the State and the City.* Du rejet à l'intervention permanente

L'ouverture *et* la fermeture de la favela, la sélection de ses résidents et des conduites et pratiques de ceux-ci, sont les articulations centrales - proximales, pourrait-on dire - d'un projet d'urbanisation intégratrice comme le *PAC-Rocinha*. L'intervention est ponctuelle, mais ses agents voient plus large : la section qui clôt ici le chapitre s'intéresse à la manière dont s'articule le lien entre l'intervention actuelle, le passé et le futur des relations entre les périphéries et l'État brésilien. Le tableau frôle la réécriture historique et préfigure du même chef la planification totale.

L'heure est à l'auto-référentialité, semble-t-il : tous les promoteurs et actants semblent très clairement conscients de la place historique qu'ils occupent, mais surtout de la place qu'ils peuvent occuper, advenant une certaine lecture du passé. On remarque en effet un double mouvement dans cette description, alliant une naturalisation – un apaisement – de la position subalterne et périphérique de la favela avec une réprobation ouvertement affirmée de l'(in)action gouvernementale passée. Ainsi décrira-t-on les favelas comme «étant une solution alternative pour les segments de la population à faible revenu, non éligibles au financement résidentiel ni par des systèmes de transports publics nécessaires aux personnes qui habitent et travaillent en ville.» (Toledo : 5) Vue ainsi, la favela est un passage obligé, un mal nécessaire, et pas si pénible, considérant l'enthousiasme de ses résidents : «La synergie, l'esprit de solidarité, les efforts et la créativité ont rendu les résidents capables d'identifier, d'exposer et d'affronter les difficiles problèmes qui les entourent.» (Toledo : 12) Les politiques d'État passées, les nombreuses mises au rencart qui forment l'historique post-esclavagiste sont ici biffées, la favela y prenant le visage d'un lieu naturel, sauvage et partiellement malheureux, certes, mais dont l'existence n'a à être associée à aucun rapport de pouvoir.

Le pouvoir public est royalement absent du décor, et s'il surgit, c'est justement sur le mode de l'absence ou, dans les cas plus élaborés, de l'innocence fâcheuse. Plusieurs commentateurs relèvent ainsi que «grandes favelas **n'ont jamais été prises en charge**

par le pouvoir public» (PAC-Social), qu'elles «possèdent bien plus de résidents qu'une large part de nos municipalités, mais [qu'] au cours des ans, **elles ont été oubliées par l'État»** (EMOP : 4), que le PAC signifie que «L'État va entrer pour enfin servir la population, lui amener ce qui lui manque, au lieu que la population locale **soit toujours forcée de lutter toute seule, de s'occuper de ses propres problèmes soi-même.**» (PC). La description la plus riche de cette opposition entre rejet passé et prise en charge future nous est offerte par le gérant du PAC-Social, m'expliquant l'apparition d'une cellule de «développement social» comme la sienne :

«Je vois la conception du travail social [du PAC] au sein de la perspective de la relation entre le pouvoir public et les **communautés informelles**. Il y a eu les éradications de ces communautés, et alors, **on défaisait tout le... le capital consolidé et construit ici, le parc résidentiel, on démantelait toute la base sociale, on démantelait toute l'articulation économique qui existait ici, pour tout déplacer vers un autre lieu.** [...] Donc, à une autre époque, **l'État établissait ses relations avec la favela sous la forme du rejet.** Et donc, il rejetait : [la favela] ne fonctionne pas, ne sert à rien, **il est nécessaire de la réformer entièrement.** Avec l'expérience, on s'est rendu compte que... cette attitude amenait de nombreux préjudices. Alors, aujourd'hui, des décennies plus tard, depuis le Favela-Bairro, on a ce qu'on peut appeler... l'opposition aux éradications. Dans le sens de respecter et reconnaître tout ce qui a été fait, qui est le résultat de l'économie humaine de fait, et qui entretient des liens... oui, avec la société qui l'entoure... et qui doit par conséquent être préservé. [...] Donc, le FB a pour objectif de **reconnaître ce qui est déjà construit** et de **l'allier à la richesse de la typologie des quartiers formels**, et d'offrir les infrastructures nécessaires à cela.» (PAC-Social)

Si l'État n'est pas absent dans l'extrait, il y est naïf, expéditif, insensible et *inutilement acharné à imposer son point de vue et ses méthodes* (on reconnaît ici le «trop de gouvernement» dont parle Foucault (2004[1979] : 323-327) au sujet de la logique libérale). L'informalité est toujours aussi centrale – on l'abolissait entièrement, et aujourd'hui on souhaite la gouverner vers le formel. La volonté de coupure, d'un «renouveau» des relations, respectueuses et participatives, est constamment réaffirmée, comme d'ailleurs dans les triomphantes formulations de l'EMOP, taxant le PAC de «moment historique pour l'urbanisme de Rio» et l'équivalent d'une «grande fête pour les communautés» (p. 3). Comme nous avons voulu le montrer au cours des

dernières pages, cet «intérêt renouvelé pour le potentiel de la favela» n'est pas à prendre comme une innocente déclaration de solidarité.

Le *Favela-Bairro (FB)* (voir ch. 3, *infra*) constitue le réel *blueprint* de ce *PAC-Favelas*, la première pierre à ce nouvel édifice fait de compréhension et d'encadrement. On m'explique que la prise en charge des petites et moyennes favelas a d'abord été priorisée (dans le FB) étant donné leur «complexité sociale moindre» qui «aplanit les dissidences et réduit les distorsions du système» (PAC-Social). Rien de nature à nous décontenancer, ici, dans la mesure où l'on s'attend à ce qu'un gouvernement gauchisant et réitérant constamment son caractère démocratique cherche à paraître posé, organisé et respectueux de sa population. L'importance de la légitimité du pouvoir dans une logique libérale n'est pas non plus à écarter du tableau.

Les choses, cependant, deviennent réellement intéressantes quand on en vient à discuter les avenues futures de la communauté et de sa prise en charge. Car si l'intervention est ponctuelle – sa planification *établie* ne dépasse pas 2011 –, les divers acteurs du projet ne camouflent en rien l'aspect longitudinal, stratégique, de l'entreprise :

«Ce n'est pas un projet qui va durer seulement un an, ou même deux. Ça va s'échelonner, *au minimum*, sur dix ans. Il faut tout *bouleverser*, c'est une *transformation*... C'est un vrai **jeu d'échecs** : tu sais, ce jeu, tu mets des pièces ici, tu enlèves une autre là, tu la mets ici, tu enlèves d'ici... Maintenant, une fois que ce sera fait, ce sera, je pense, un précédent mondial.» (AMASCO)

Il est bien sûr intrigant de réfléchir à l'adversaire visé au sein de ce jeu d'échec... De la page blanche qu'est le passé des relations État-périphéries, on passe directement au «plan stratégique», dont le PAC-Rocinha actuel se charge «d'orienter les investissements futurs de la meilleure manière possible» (PAC-Social). Car c'est probablement là le plus profond enjeu :

«Quand nous avons commencé à **étudier la communauté**, nous concluâmes que ce ne serait pas seulement un projet d'améliorations physiques, mais **principalement un travail de planification, processuel et participatif**, qui irait incarner un caractère plus **intégrateur**, comme celui d'un **Plan directeur**.» (Toledo : 12)

Il devient nécessaire, aujourd'hui, de comprendre la favela, de l'encadrer, de la faire fructifier, de la gouverner vers le semblable tout en asseyant sa différence sociale/culturelle (et économique?), mais encore plus important : d'en prévoir les

développements, d'en faciliter la prise en charge de plus en plus complète. L'intégration, ici, c'est entre autres et surtout l'insertion dans l'horaire, la mise au plan.

Toledo souligne en ce sens les lacunes des interventions fragmentaires :

«Les interventions **ponctuelles** de requalification urbanistique et résidentielle profitent aux communautés, mais ne permettent pas d'aborder de front les questions complexes entourant **l'occupation du sol**, les conditions sanitaires, **la protection de l'environnement, le contrôle de la croissance, la valorisation de la terre**, entre autres, qui filtrent dans des occupations [du sol] ayant ce profil et cette densité.»
(Toledo : 16)

Ces «questions complexes» (qui, on le voit, reprennent ici en quelques mots les divers thèmes développés au cours de ce chapitre), qui, une fois prises en charge, serviront à la mise en place d'une favela «à la nouvelle image urbaine», nécessitent en effet une action continue et profonde de l'appareil gouvernemental, que le PAC, en parallèle de son travail sur les conduites, permet de mettre en œuvre :

«Bien sûr, les nouvelles installations ne sont rien de plus qu'un support logistique pour l'intervention étatique. Ou on pourrait dire qu'elles vont donner **les conditions nécessaires à une action de l'État beaucoup plus efficace** : pour des campagnes, de la prévention, des événements ou le simple travail quotidien. Et cela autant au sein de ces installations que pour l'urbanisation à venir : modernisation d'un égout, ouverture d'une route, etc. Tout cela... va beaucoup améliorer la qualité de vie du résident lui-même... et ça donne **de meilleures conditions pour l'action gouvernementale...**» (PAC-Social)

C'est vers l'intervention permanente, légitime et rentable que pointent, du moins en projet, ces nouvelles politiques publiques qui intègrent en urbanisant. Le technique semble bien révéler ses utilités politiques, économiques et sociales, et ses allégeances à plusieurs manies du passé.

Conclusion. Sécuritaire, urbain et intégré?

Le PAC est à peine en cours, et ne constitue du reste qu'un projet-pilote, qu'une esquisse d'inclusion techno-légale, à être, probablement sinon sûrement, étalée progressivement aux autres «zones spéciales d'intérêt social». Néanmoins, les explorations des dernières pages nous permettent déjà certains pronostics. Il existe une stratégie à l'œuvre, il existe tout un rapport à la réalité et à la modification inhérente à la proposition consolidatrice, à cette intégration urbanistique.

Elle n'est pas aussi affranchie de ses sombres ancêtres que ne peuvent l'affirmer ses commentateurs. La favela y est toujours problématiquement informelle et illégale, pauvre et délinquante. Elle menace son entourage et pose certains risques. Le lieu semble garantir ses maux, et sa transformation physique semble, pour beaucoup, permettre des modifications de sensibilités, de points de vue et de comportements. Mais la favela est aussi aujourd'hui un désordre attirant : le lieu et sa population ne sont plus un obstacle. C'est la manière dont ils s'organisent, vivent leurs relations et leurs transactions, qui pose problème. Il existe une réalité diffuse et désordonnée qu'il faut connaître pour mieux la renforcer dans ce qu'elle a d'attrayant, la contenir dans ses éventuels effets délétères.

Le projet, pour ce faire, se veut essentiellement sécuritaire : il implique non pas l'application d'une réforme faisant table rase (à la fois coûteuse et difficile à rendre consensuelle), mais bien l'encadrement d'un milieu, la prise en charge de sa population. Cela implique des impératifs de connaissance de ce milieu et de ses habitants, et la mise en place de processus – généralement indirects – visant à rendre productif ce qui peut l'être, à effacer, déplacer ou précariser ce qui entrave la bonne marche du développement économique et social.

Ce sont cinq processus connexes que l'on nous propose dans le PAC-Rocinha, cinq voies d'accès à l'intégration, à l'urbanisation du corps (territorial), mais aussi de son esprit (populationnel). Le formel, le standardisé et l'efficace doit vaincre l'informel, le désordonné et le laisser-aller; l'isolement des ressources et leur difficile circulation doit être abolie; le méfiant ou le désespéré doit y être inspiré aux gestes «citoyens»; l'excessif et le menaçant doit être effacé, retenu, observé; enfin, le gribouillis improvisé doit devenir aplani et planifié. Les esprits doivent s'ouvrir comme les rues, les conduites doivent s'organiser comme les constructions et les transactions, les «flux erratiques» doivent s'assécher définitivement.

En définitive, quel aspect prend dans ces projections la «nouvelle réalité» de la favela, cette favela sécurisée (pacifiée, pour certains), nouvellement urbaine et par là intégrée? Il est de mon avis que ce jeu de langage dans le registre de l'urbain camoufle un autre visage, que ce jeu sur «les territoires et les quartiers», sur «la dénomination officielle» et «sa transformation réelle en une nouvelle image urbaine» souligne

d'autres questions que celles relatives à la pure mise en place de barèmes de construction approuvés par les experts. L'urbanisation des esprits, la capacitation et l'apprentissage à la participativité m'apparaissent ici comme des paravents à une forme techno-légale de civilisation, du passage de l'informel/illégal au procédural/efficace. Mais ce n'est pas à proprement parler une civilisation des mœurs – le but demeure largement accolé aux intérêts de gestion et de profitabilité –, mais bien une *civilisation de rendement*, ayant plus à voir avec le «rendre payant» qu'avec le «rendre acceptable». La morale a cédé le pas à la gestion de ressources, mais les rapports de pouvoir restent les mêmes : l'aide vient de l'extérieur, en ses termes propres. *Pygmalion* dans la postcolonie, en quelque sorte.

La favela sécurisée, aspect complémentaire à sa fructification, est ici une favela circonscrite en des limites claires, étudiée, classée, rendue gérable et facile à appréhender. Encore plus qu'une lutte directe à ses éléments problématiques, la neutralisation des risques et des préjudices potentiels passe ici par son insertion dans un registre compréhensible pour l'extérieur. La favela sécuritaire est une favela domptée; apprivoisée certes, mais aussi dressée et confinée, en termes pratiques comme dans le registre de sa définition.

L'intégration passe par toutes ces avenues. Est intégré qui est devenu urbain de corps et d'esprit, conscient, civil et organisé. Mais une favela intégrée est aussi, en somme, une favela infiltrée, prise en charge au sens premier du terme : dont la charge se trouve soudain appropriée par d'autres mains. Car l'intervention permanente qui semble l'objectif longitudinal de l'insertion de l'État dans la favela vient en effet signifier que, si la favela aura gagné son urbanité, sa sécurité et son intégration, elle aura aussi renoncé à une certaine indépendance de fonctionnement et de logique. La notion de contrôle négocié proposé par Silva (2002) revient sans cesse à l'esprit : la favela ne cessera d'être un problème, pour ses résidents comme ceux qui l'observent ou la craignent, qu'au moment où elle ne verra plus la différence entre ses demandes et ce que l'on est prêt à lui concéder. Et l'urbanisation des esprits, en somme, se charge d'effacer cette différence, et de la rendre opportune.

5. MÉCANIQUE DE LA SÉLECTION : LE *PAC-ROCHINHA* COMME DISPOSITIF DE SÉCURITÉ

«Ce que j'essaie de repérer sous [le nom de 'dispositif'], c'est, premièrement, un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions règlementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit, voilà des éléments du dispositif. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments.»

- Michel Foucault, 1994[1977] : 299

Nous connaissons un peu mieux la chanson. L'urbanisation de corps comme véhicule pour l'urbanisation d'esprit. Nous nous pencherons au cours de ce dernier chapitre sur la matérialisation de cette rationalité prescriptive; autrement dit, les termes déclinés, il nous sied ici d'entrevoir leur articulation – entre eux, mais aussi avec cette «réalité» qu'on se propose de prendre en charge. Le pari a été posé en chapitre premier : on se propose ici d'entrevoir le programme – et les éléments qui l'entourent – en tant que dispositif sécuritaire ou biopolitique.

Il y a des raisons, que nous avons exposées auparavant. Mais aussi des techniques, des expertises, des procédures et des individus, liés par nécessité ou par contrat à cette machine à «accélérer la croissance¹¹⁷» de la favela. Nous nous proposons ici de l'aborder de trois angles différents, qui nous serviront à exposer en détails les règles de son fonctionnement. Mais le plan n'est jamais qu'une déclaration d'intention; il nous faudra aussi réfléchir aux diverses manières par lesquelles ce milieu, mouvant, complexe et contradictoire, entre en contact avec la machine gouvernementale; comment, aussi, les individus, résidents comme intervenants, s'approprient «le système» comme il les entraîne à son tour.

Une première section se propose de brosser un portrait ethnographique (comprendre : essentiellement descriptif, dans les termes employés à l'interne) des PAC technique, légal et social. Ce qui se bâtit, ce qui se permet, ce qui s'apprend. Et leurs contraires. On peut le voir comme une cartographie du dispositif en marche.

Première surface de contact avec la population locale et principal lieu de convergence des trois sections du projet, le «chantier social» - la *Casa da Paz*, le quartier général du *PAC-Social* et ce qui s'y construit seront analysés en seconde partie.

¹¹⁷ C'est en effet la mission fondamentale du PAC : c'est un *Programme d'Accélération de la Croissance*.

En fin de chapitre, nous nous intéresserons à cette curieuse notion de «remaniements humains». L'analyse du processus d'éviction à des fins de libération d'espace (pour les travaux, car les maisons ne sont plus «légal», etc.) nous permettra, en effet, d'offrir un exemple intégré et révélateur des mécaniques de sélection, d'effacement et de contrôle à l'œuvre au sein du *PAC-Favelas*.

Les données ethnographiques nécessaires à la composition du chapitre sont d'ordre divers. Plusieurs récits ethnographiques et conversations informelles glanées au cours du terrain servent de complément aux matériaux principaux, des entrevues semi-dirigées et des notes d'observation prises au cours des réunions tenues à la *Casa da Paz*. Les entrevues ont été tenues avec (1) le gérant du *PAC-Social*; (2) une employée du service de désappropriations de l'EMOP – qui négocie avec les résidents les termes de leur compensation; (3) une résidente en phase de voir sa maison détruite pour l'élargissement d'une rue; (4) enfin, une série de courts entretiens avec des «illégaux» sommés de quitter leurs baraques situées hors limites de la favela, ainsi qu'avec l'ingénieur chargé de la destruction de leurs maisons. Les réunions observées compilent une trentaine d'heures de débats, collecte et diffusion d'information.

a. Le plan, la loi, l'information. Expertises et application du *PAC-Rocinha*

Le *PAC-Favelas* est une immense machine à dompter et dresser les «grandes favelas», complexes, plurielles et généralement réputées ingérables. Il s'implante dans quatre favelas stratégiquement disposées, des complexes de grande taille aux emplacements et réputations notables. Le *complexo do Alemão* est réputé le plus violent carrefour de la ville, à la limite de la *zona norte* et du centre-ville; Manginhos est immense et fait face à la *Fiocruz*, fondation nationale de recherche et développement en santé publique et pharmaceutique, dans la *zona norte*; Pavão-Pavãozinho/Cantagalo marquent la limite entre les deux quartiers vedettes de Rio, Copacabana et Ipanema, en pleine *zona sul*, touristique et aisée; la Rocinha, enfin, est le visage public de la misère, la favela-carte-postale par excellence, ancienne, organisée, consolidée, prospère, à bien des égards. Le financement du projet s'effectue à 80% via le gouvernement fédéral (le reste relevant de l'État de Rio) - 900 millions de *reais* pour prendre en charge 385 000 résidents et leur milieu de vie -; la gestion des

fonds et des chantiers relève de la préfecture ou de l'État, mais est effectivement administrée par divers sous-traitants ayant chacun pour charge une section thématique de la mécanique générale. Ainsi, c'est le consortium *Novos Tempos* qui assure le volet technique à Rocinha, alors que *Gerencia de Relocação* représente l'EMOP dans les questions légales et que l'*Agencia 21*, une boîte de relations publiques, emploie les divers intervenants du *PAC-Social*, dont le siège se situe sur la voie principale, au centre de la Rocinha (dans les locaux communautaires connus sous le nom de *Casa da Paz*). Passons en revue ce que chacun de ces acteurs est officiellement chargé d'entreprendre.

Le PAC-Technique. Le consortium *Novos Tempos* regroupe ingénieurs, urbanistes, architectes et travailleurs manuels en tous genres. Le quartier général se situe au pied de la Rocinha, à côté du Club de funk *Emoções*, sur l'Estrada da Gavéa, à la limite de la favela et de São Conrado. Bien que la plupart des employés soient issus d'autres milieux, un certain nombre de résidents de la Rocinha a pu trouver du travail sur les chantiers du PAC (mon voisin d'en haut, par exemple, travaillait sur le chantier du centre sportif). La cellule technique est responsable de toutes les évaluations matérielles et territoriales, ainsi que de la destruction et de la construction de nouvelles installations. D'abord, un recensement des installations, infrastructures et bâtiments déjà existants a été effectué pour évaluer la teneur de la consolidation à apporter. Ce sont aussi les techniciens qui s'occupent de faire l'évaluation des immeubles prévus pour destruction, les évaluations proposées (taille de la maison, nombre de résidents, nombre de pièces, matériaux employés, etc.) servant de base pour le montant offert pour l'indemnisation (plus de détails en troisième partie de chapitre). Enfin et surtout, le PAC-Technique construit de nouveaux bâtiments, parfois en terrains vierges, parfois nécessitant de plus ou moins drastiques «libérations d'espace»¹¹⁸ : (1) Deux rues seront élargies et pavées pour permettre la circulation des voitures, camions et autres véhicules. Cela nécessite d'amples déplacements de personnes dans la *Rua 4*, relativement aisée, mais surtout dans le *Valão-Rua 2*, un

¹¹⁸ Les termes entourant la destruction de maisons sont intéressants : le PAC-Social parle de «remaniements humains» (*remanejamentos humanos*), le PAC-légal se concentre sur les «désappropriations» et le PAC-Technique évalue en vue de la «libération d'espace». Les trois termes réfèrent au même processus, mais en en soulignant trois facettes différentes. Un peu plus à ce sujet dans quelques pages.

secteur «malfamé» de la favela, qui constitue le point de vente de drogues principal de la favela. (2) Une rampe d'accès (*plano inclinado*) est construite à la limite Est de la favela, permettant l'accès rapide aux hauteurs de la favela, mais nécessitant la destruction d'une bonne partie de la *Roupa Suja*, un vieux quartier très pauvre. (3) La limite sud sera maintenant marquée de l'immense centre sportif, comprenant piscine extérieure et autres installations sportives. (4) L'ancienne passerelle, pourtant parfaitement fonctionnelle aux dires de résidents mécontents des travaux en cours, sera remplacée par la fameuse *Passarela do Niemeyer*, très design, «donnée» par le célèbre architecte à la communauté. Elle permettra, comme l'ancienne, le passage au dessus de la route reliant Gávea et São Conrado. Elle est, elle aussi, située en bordure de la favela. La principale voie d'accès de la favela, où passent autobus, voitures et mototaxis du matin au soir et du soir au matin, l'Estrada da Gávea, sera parsemée de nouveaux bâtiments. (5) La «courbe du s» devait abriter un hôpital, finalement rétrogradé en clinique d'urgence seulement (UPA). La *Bolha* (la bulle), un chapiteau semi-translucide où se tenaient de nombreux bailes funk depuis quelques années, a dû être démantelée pour laisser place à ces nouvelles installations. (6) Une garderie modèle (*creche modelo*), offrant des cours de professionnalisation des éducateurs en petite enfance prendra place à côté du nouveau centre culturel intégré (6), le «C4¹¹⁹», sur cette même rue. (7) Un immeuble à logements modiques, pour accommoder quelques déplacés, sera construit sur le site actuel des garages de l'entreprise *Amigos Unidos*, un peu plus haut sur la même *estrada da Gávea*. L'entreprise, après plusieurs mois de luttes juridiques avec l'État de Rio (la compagnie, comme tous les commerces situés sur la rue, ayant les droits fonciers de leur terrain), a fini par céder l'emplacement en échange d'un terrain équivalent, situé maintenant dans le *Bairro da Rocha*, dans la *zona norte*¹²⁰, le tout présageant de larges restructurations de l'entreprise et de ses trajets, sans compter ce que tout cela impliquera pour les dizaines d'employés résidents dans la Rocinha... Le HLM offre de petits logements identiques de

¹¹⁹ Étant donné ses quatre missions, développer «la citoyenneté, la culture, la cohabitation (*convivencia*) et la communication». Le centre servira ainsi de lieu de convergence, à des fins de diffusion, des diverses formes artistiques et culturelles développées dans la favela.

¹²⁰ Selon l'arrêt no 2.001/09, entériné à l'assemblée législative de Rio de Janeiro le 17 février 2009. Voir <http://www.jusbrasil.com.br/noticias/808383/projeto-preve-permuta-de-imoveis-para-viabilizar-pac-na-rocinha>

trois pièces et demi. (8) Enfin, la frontière entre la favela et la forêt est officialisée par la construction d'un muret de 80 cm de hauteur et d'un parc écologique à la limite ouest de la favela. Le parc et l'éco-limite nécessitent la destruction du quartier le plus rudimentaire de la favela, *Cobras e Lagartes*, où s'étaient quelques dizaines de cabanes de taule et de bois tenues par de nombreux «précaires» de la favela, ayant préféré leur propre logis dans la jungle à un loyer trop élevé plus bas dans la favela.

Nous réfléchissons un peu plus avant aux conséquences de ces constructions, assainissements et destructions, mais notons ceci : l'urbanisation, dans le cas qui nous intéresse, semble essentiellement passer par un triple mouvement : (1) accessibilité accrue (visuelle et physique) de la favela, (2) insertion d'institutions étatiques centralisées – et très visibles – dans la favela qui en constituent, pour plusieurs d'entre elles, (3) une frontière physique...

Le PAC-légal. Urbaniser, c'est aussi permettre et interdire. Depuis 2003 (loi n° 3.693), les limites légales de la Rocinha ont été fixées, mais tardent à être réellement respectées. L'un des objectifs avoués du projet (voir ch. 4) était en effet de coupler à l'interdiction légale la surveillance possible à partir des bâtiments et espaces publics nouvellement créés par le PAC, de manière à assurer sans usage de force brute la contentions définitive de la favela. Une équipe du PAC-légal a travaillé à l'élaboration de normes de constructions à l'intérieur, ajoutant à la limitation horizontale de nouveaux standards internes. La favela est fermée, et les nouvelles constructions sont maintenant balisées sur son territoire. La destruction du *Minhocão* (un bâtiment de plusieurs étages situé près du *Laboriaux*, tout en haut de la favela, sur l'*Estrada da Gávea*) peut être, dans cette optique, pris comme exemple du fonctionnement futur de régulation à l'interne. Le bâtiment, jugé illégal (trop élevé, sans permis malgré son emplacement¹²¹), a été détruit par la préfecture, sans nécessité de consultation de la

¹²¹ La situation légale de la Rocinha est complexe. En théorie, le territoire appartenant en majorité à l'État de Rio, il serait légal pour le gouvernement d'imposer quoi que ce soit sur son territoire. Mais l'Estatuto da Cidade (2001) a naturalisé l'occupation du sol pour les résidents de favelas, ce qui oblige le gouvernement à passer des lois spéciales – impliquant consultation de la population locale et formes de compensation – pour pouvoir déplacer qui que ce soit résidant dans une ZEIS comme la Rocinha. Cependant, l'Estrada da Gávea, la grande artère de la favela, jouit d'un statut particulier. Elle est considérée comme ne faisant pas exactement partie de la zone spéciale, et tous les bâtiments qui s'y situent possèdent les droits de propriété du sol. Les commerces et habitations qui s'y dressent, sont donc en règles et paient leurs taxes et impôts (IPTU). La désappropriation s'y fait ainsi plus difficile, mais l'imposition des règlements étatiques y est aussi plus automatique.

population locale. Le PAC-légal est aussi et surtout occupé à gérer deux opérations centrales du PAC-Rocinha : la libération d'espace pour les travaux, d'un côté, et la fixation des droits de résidence, de l'autre. On y légalise donc les déplacements et les identifications officielles, alors que s'affaire une équipe de fonctionnaires juristes chargés d'étudier les dossiers soumis pour régularisation foncière ou pour indemnisation en cas de déplacement forcé. Le décret 41.148 de 2008 pose les bases légales du processus de désappropriations, imposant ainsi un choix tripartite de compensation et une table fixe de prix à offrir en fonction des matériaux et de la taille des bâtiments soumis à éviction. Au même moment, une aire située dans le centre-sud de la favela, là où se situent nombre des plus importants commerces et des quartiers les plus aisés est présentement en processus de régularisation. Les deux types d'action, de manière intéressante, utilisent la loi en des processus inverses et convergents à la fois, prenant l'illégalité d'occupation du sol comme justificatif. Ils impliquent tous deux une connaissance et un contrôle accrus des habitations et de leurs résidents (les deux processus légaux passent par un enregistrement très serré de la composition des demeures et des ménages). L'État prend sous son aile. Enfin, la cellule légale du PAC envoie dans chacun de ses sites de travail des inspecteurs de qualité. La loi est à considérer dans le PAC-Rocinha comme un vecteur de production (elle permet l'action étatique) et de contention/contrôle (elle limite, elle encadre) tout à fait neutre et légitime, dont les effets concrets se font déjà sentir (chez les déplacés, par exemple), ou commencera à le faire sous peu (à partir de la régularisation, le contrôle légal pourra être bien plus serré).

Le PAC-Social. Dans les termes d'un employé lui-même, le PAC-Social a pour mission «de minimiser les impacts négatifs du projet tout en assurant les plus grands impacts positifs». Le PAC-Social a pour matériau central l'information; il est le centre névralgique, en effet, de collecte et de diffusion des savoirs: sur la favela, ses résidents et son fonctionnement habituel, d'un côté, et sur les avancées des travaux, leurs effets immédiats et les options possibles pour y faire face, de l'autre. Le PAC-Social travaille ainsi à trois niveaux : (1) il produit un *diagnostic* de la favela; (2) il fait de la *médiation* et de l'*accompagnement* entourant les diverses parties du projet (remaniements, emplois sur les chantiers, régularisation foncière, par exemple) et (3) assure la

participation de la population locale aux débats entourant le présent et le futur de la prise en charge. Le *PAC-Social* œuvre surtout dans son quartier général, la Casa da Paz¹²², mais se rend régulièrement chez les résidents eux-mêmes, pour récolter des informations à leur sujet ou pour les informer que leur maison est sur une liste de démolition. Ses employés sont parfois issus de la favela (pour assurer un meilleur contact avec la population et leur insuffler un goût du travail bien fait, m'a-t-on dit), et plus souvent des psychologues, travailleurs sociaux et autres sociologues engagés pour découvrir et informer la communauté. À la recherche s'ajoute la création d'un magazine (*Diversidade Urbana*) censé valoriser les aspects culturels et sociaux de la favela et leur développement potentiel à travers le projet PAC.

b. Ce qui se construit sur le «chantier social». Par-delà le diagnostic, la gestion d'impacts, la participation

«Le travail social émane de deux questions. La première relève de l'évidence qu'il n'est pas possible d'implanter quelque programme significatif que ce soit dans les grandes favelas sans le support social que... sans l'assentiment des résidents. [...] D'un autre côté, l'urbanisation et les améliorations physiques ne garantissent pas le développement humain. Donc, la durabilité de l'intervention n'est pas assurée. Si on fait des travaux, et qu'éventuellement on atteint une grande qualité [de vie] dans une région, si les gens n'accompagnent pas ce développement, ou bien elles resteront en marge ou iront jusqu'à... migrer vers un autre territoire. Bref, le travail social surgit de ces deux demandes. Un, d'assurer l'appui aux travaux. [...] De l'autre côté, la rentabilité de l'investissement qui est à faire peut seulement être garanti par un travail certifié joint au capital humain.»

- Le gérant du PAC-Social, sur les raisons de son existence

Le PAC-Social est ainsi, en quelque sorte, à la première ligne de l'avancement du programme, un premier point de contact avec ses bénéficiaires. Son travail se centre sur la *collecte* et la *diffusion* d'informations, ainsi que sur la concrétisation de l'aspect *participatif* du plan d'urbanisation. Ces notions, absolument consensuelles sur le terrain, tendent à se dérober sous le regard analytique. Cette courte section se propose d'en interroger la teneur. Quels rapports de pouvoir, quelle constitution de savoirs et de subjectivité dans les activités quotidiennes tenues à la Casa da Paz?

¹²² Dans un document officiel consultable à la *Casa da Paz*, on statue de la manière suivante du choix des locaux pour le PAC-Social (ma traduction) : «Le chantier (canteiro) social doit être situé dans des locaux étatiques, pour renforcer aux yeux de tous l'impression que l'État est bien implanté dans la favela. Il doit ainsi servir comme élément visible de l'État dans la communauté.»

L'objet-Rocinha, le consentement, la parole et l'expertise. Il semble bien que de plus amples objectifs se déploient à travers la simple passation des savoirs. Au départ de ma réflexion, deux citations, qui résument parfaitement la dynamique en place. La première, notée au cours d'un focus-group en préparation du diagnostic de la Rocinha : «Tout le matériel amassé ici sera *organisé par nous* puis rendu à la communauté. On vous *laisse* un espace pour vous *exprimer* : c'est ça, la *citoyenneté*.» La seconde, au cours d'une réunion informative sur la régularisation foncière : «Je veux être très *franche* avec vous. Nous sommes des *professionnels*, et nous y travaillons très fort. Et puis, ne vous inquiétez pas, *on vous dira tout* sur le processus.» Deux mouvements opposés, ici (l'écoute et l'énonciation), mais qui reprennent, on le voit, une logique semblable, qu'il nous faut explorer. La légitimité de l'action passe au PAC-Social par l'expertise professionnelle, et l'égalité des statuts s'acquiert par la libre parole. Il se constitue ici un 'objet-Rocinha' et un effacement de l'imposition par l'utilisation conjointe de ces deux principes corrélés.

Car la première chose qu'accomplit le PAC-Social, c'est ce «travail certifié» dont parle le gérant : une série de mesures visant à mieux connaître ce milieu au sein duquel on s'implante. Mais la collecte n'en est pas tellement une, tant que la constitution d'un objet spécifique, bâti *à partir de ce qui se dit dans la favela, mais pas en ses termes*. Le travail du PAC-Social, au cours des focus-groups sur la Rocinha, en effet, en est un d'adaptation, de coupures, d'orientation et de reformulations des commentaires émis par les résidents ayant essentiellement pour but de compléter un attirail de données déjà amassées par les intervenants. La logique de l'affaire passe par trois grands mouvements : la *procédure* assure la production d'un corps de *données valides*, dans une logique hautement *consolidatrice*, le tout étant assuré par une *sélection objective* des données pertinentes par des *professionnels*.

La procédure est assez classique : un recensement d'une précision inégalée (plus de 150 pages de résultats) a été produit par les employés du PAC, suivi d'une enquête sur les ressources communautaires existantes, ce qui a aidé à la constitution d'un groupe de participants volontaires (eux-mêmes ce que le PAC appelle des «leaders communautaires») appelés à venir valider les informations collectées sur eux. Cette validation, bien sûr, doit à son tour être réorganisée. Dans les termes du facilitateur en

chef : «Trois professionnels sont ici pour diriger la consultation. La discussion aura à être orientée, coupée, reformulée, mais ne vous inquiétez pas, c'est ainsi que l'on arrivera aux meilleurs résultats. » Et les réunions vont bon train : on discute de sports, éducation, santé, sécurité, habitations, histoire de la favela, si ce n'est que d'une manière un peu particulière. Car c'est justement là qu'émerge la logique directrice : il est essentiellement question ici de «valoriser le travail de l'État et la mémoire de la communauté, son histoire et sa capacité à s'organiser» (un facilitateur). Ce qui semble signifier d'amener la discussion à évaluer ce qui a à être amélioré, mais aussi et surtout ce qui peut demeurer sans intervention étatique. Il semble important de comprendre l'endroit dans ce qu'il a de manques structurels, et de manques organisationnels, mais de manière à ce que le minimum vital puisse être fourni. Le «gouverner moins» du libéralisme semble en effet animer une telle quête de la reconnaissance du travail déjà effectué, étant donné le peu de considération pour l'expertise locale : «Oui, c'est très bien, ce que vous nous dites. On va juste vous aider à le rendre meilleur, plus utile pour nous comme pour vous.» Et les intervenants dévient par anticipation les éventuelles critiques, rappelant les limitations fonctionnelles de l'exercice :

«Vous savez, plusieurs de ces propositions [dont nous avons discuté] sont plutôt difficiles à appliquer, mais c'est un bon début que de les connaître. Nous remettons vos commentaires aux *autorités compétentes*. Il existe des priorités, alors tout n'aura pas nécessairement lieu. Mais nous pourrons au moins vous rendre les données une fois *pensées* et *systématisées*.»

La parole est ici constamment saluée comme un signe d'*empowerment* (un gage d'égalité?), puis simultanément réduite à un matériau brut à partir duquel les «autorités compétentes» seront en mesure de «formuler des propositions directrices pour le développement social futur de la favela». Le meilleur résumé du sens à donner à cette collecte sélective nous est offert au cours du troisième focus-group, lorsqu'à un moment de doutes de la part des répondants, le gérant s'interpose pour écrire au tableau : «Recensement + Diagnostic = Rocinha», et qu'il ajoute que la procédure est ainsi vouée à permettre l'implantation de «programmes adaptés». Le terme de 'diagnostic' est en effet le plus parlant d'entre tous : c'est une favela malade qui est mise en scène par les participants (voir plus bas), et les médecins-spécialistes sont là pour réinterpréter les savoirs profanes en termes scientifiquement valides. En un mot :

«Notre rôle [en tant qu'intervenants] : vous aider à formaliser votre plan, à vous connecter avec l'extérieur. Notre équipe a fait une recherche objective à partir des opinions des gens d'ici.» La collecte, une fois examinée attentivement, est une validation de données déjà amassées, vouée à être validée (et reconstituée) à son tour au filtre des expertises jugées compétentes. L'information est ici une assise des investissements actuels, mais aussi de la planification future : toute transformation physique ou légale de la favela passe par un enregistrement très serré du plus d'informations possibles sur les membres et les ressources impliquées. La favela connue est une favela gérable grâce au moindre effort.

Néanmoins, le diagnostic, et ses visées de développement du «capital humain», est la section la plus projective, et aussi la plus floue, de toute l'affaire. La gestion des impacts du projet constitue un peu l'envers de la logique précédente. Il s'agit ici d'effacer grâce à la parole et l'expertise toute trace d'absence de choix. Le consentement, surtout dans les situations difficiles (l'annonce de la destruction prochaine de sa maison en étant l'exemple le plus clair), s'achète ici par cette forme particulière de médiation que prône le travail social du PAC. Le gérant fournit probablement la plus intéressante description de son propre travail :

«Le travail social du PAC, par rapport aux remaniements, [fournit] les conditions nécessaires pour que le résident et le représentant du gouvernement puissent s'asseoir à la table de négociation sur un pied d'égalité. Égalité d'information, égalité d'éclaircissements, égalité de compréhension de tout le processus. Et alors, comment se fait le travail? Il se fait à travers une série d'étapes, et à chaque étape, le PAC-Social... réaffirme l'acceptation du processus de la part du résident. Le résident aura bien sûr à se soumettre à la conclusion de la négociation, mais de cette manière à chaque étape il a la possibilité d'adhérer ou non au processus de remaniement. En pratique, on fait un premier contact, une rencontre domiciliaire : on frappe à la porte et on communique. «Je travaille pour le PAC, la cellule sociale, et votre maison est sur le chemin des travaux, et ce ne sont pas des ragots.» Parce que... dans une favela, les ragots et la désinformation sont très communs. Et donc, l'employé du PAC-Social y va, annonce la nouvelle, et invite le résident à une réunion d'éclaircissements. [...] Dans cette réunion, qu'est-ce qui est expliqué? On présente brièvement ce qu'est le PAC au Brésil, puis à Rio et finalement le PAC-Rocinha. Peu après, on présente les travaux en question : pourquoi votre maison, spécifiquement cette maison, est dans le chemin des travaux et pas celle du voisin? Le PAC-Social dissipe ces doutes. En un

troisième temps, on va présenter le décret qui règlemente les remaniements au sein du PAC. On explique les lois, les droits et les devoirs, et toutes les directives découlant de ces lois. C'est un moment de clarifications et de débats, qui ont tendance à s'échauffer, parce qu'on y met ensemble des gens assez souvent insatisfaits devant l'obligation et l'intérêt de déménager et il y a donc débat... mais, avec acceptation. » (PAC-Social)

Pour avoir assisté à quelques-unes de ces houleuses assemblées, je peux en effet compléter, peut-être sur un ton plus amer, son commentaire. On le remarque ici, l'égalité est perçue comme passant essentiellement par l'accumulation de savoirs («Égalité d'information, égalité d'éclaircissements, égalité de compréhension de tout le processus»). Lorsque vous comprendrez ce qui se passe (pas «ce que l'on a décidé de faire»), semble-t-on dire, alors vous serez à même de l'accepter, comme nous le faisons. L'imposition (de l'éviction, mais aussi des bâtiments à construire, des possibilités ou absence de possibilités d'emploi sur les chantiers, d'accès ou de refus d'accès à la régularisation, etc.) est ici camouflée par une série de procédés, qui relèvent, encore une fois, de l'expertise (comme une manière d'annuler le politique par son inscription au sein de savoirs spécifiques, techniques, scientifiques ou légaux) ou de stratégies rhétoriques (qui viennent insérer les rapports inégalitaires dans un écrin plus large de contingences inévitables ou d'avantages indéniables).

Le plus simple serait de reconstituer ici, en résumé, les formules offertes pour «s'assurer de l'égalité entre les résidents et leur homologue étatique», au cours d'une réunion de quelques heures. D'abord, l'autoréférence semble un moyen de donner l'impression que tout est dans l'ordre normal des choses : de nombreuses minutes de chaque réunion sont passées à en expliquer la structure, le but, les effets prévus, à en résumer la teneur : «Je ne donne pas un cours, c'est une entrevue de groupe. Je ne fais qu'orienter, je suis un facilitateur de conversation. Je vais souvent devoir vous couper, mais ne vous fâchez pas, c'est mieux pour vous.» Les réunions, ainsi, se divisent entre des arguments sur les raisons de l'imposition, suivies de descriptions détaillées des procédures entourant celle-ci. On vous dira que «certains ont déjà trouvé le processus ultimement satisfaisant», que c'est un avantage grandiose pour la communauté et pour vous-même passant par de légers désagréments circonstanciels. C'est la première vague. S'ensuit l'argument d'autorité : votre maison doit disparaître car nos techniciens ont jugé qu'il n'y avait pas d'autre solution viable, que celle-ci était la plus valable pour

tous. L'explication, généralement, s'arrête là. L'importance du travail effectué, sa validité scientifique ou technique, et les raisons pour lesquelles il témoigne le respect et l'acceptation sont constamment réitérées : «la régularisation foncière, c'est un pas de géant. Enfin, l'État vous reconnaît. C'est un mouvement mondial, et nous serons dans les premiers à y parvenir.» L'impression d'entrer par la grande porte au temple de l'Histoire doit, j'imagine, aider à calmer les angoisses. En cas de résistance, deux manœuvres, enfin, sont répétées à l'envi : (1) personne n'a de contrôle sur ce mouvement inévitable, et (2) si vous vous opposez, peut-être est-ce parce que vous n'avez pas saisi ce qui est en jeu ici : posez toutes les questions qui vous viennent à l'esprit. Ainsi, on évoquera la loi «qui est comme ça : tout le monde y est soumis, même nous [du PAC-Social]», ou encore l'effet d'entraînement : «Vous pouvez refuser nos offres de compensation, mais sachez que les autres accepteront, et que vous resterez seul au milieu du chantier, du bruit et de la poussière, jusqu'à ce que le tout devienne assez instable pour risquer l'écroulement de votre maison». La chose est généralement complétée par une formule d'effacement final : «Nous ne pouvons pas vous forcer à partir, bien sûr. Mais l'option n'est pas viable de toute façon.»

En conclusion, trois choses pour obtenir un effacement de l'imposition. (1) Un processus apolitique, naturalisé ou, à tout le moins, neutralisé, duquel personne, en somme, n'a la force ni l'intérêt de s'extraire. (2) Des décisions prises par des principes dépassant la seule opinion profane : la loi, l'expertise technique ou les principes scientifiques nous renseignent sur la validité irréductible de l'entreprise. (3) Le flot d'informations, d'explications, de répétitions et de justifications comme un gage de liberté de choix. Comprendre son destin, c'est l'accepter : on pourrait en effet croire que c'est là justement le leitmotiv du PAC-Social. La légitimité, comme la constitution d'un savoir «objectif et pragmatique» sur la favela, ses dynamiques sociales et démographiques, est acquise exactement là, à la casa da Paz, et repose sur un flot constant de paroles dont le seul filtre valable provient justement de ce qui est considéré comme cruellement manquant dans la favela : le formel, l'éduqué, le professionnel, le rentable.

Participation, règlements, gouvernement, conduites. Autre notion capitale, s'il en est : la participation des bénéficiaires aux plans d'intégration urbanistique est à vrai dire à ce point centrale qu'elle en est devenue une obligation légale depuis l'*Estatuto da Cidade* (voir ch. 1, *infra*). À entendre le responsable en chef du volet social, c'est en effet un peu plus qu'une formalité :

«Ce que tu me demandes là [qui vient aux réunions et comment sont-ils choisis], je dirais que c'est le plus grand... succès du travail social jusqu'ici. Parce que quand le PAC arrive, il engendre beaucoup d'expectatives, et demande des réponses. Le travail social du PAC de la Rocinha, il est entré, il a commencé par cette gestion des impacts des travaux. (...) *Des mois plus tard*, comme aujourd'hui, avec nos huit mois de réunions derrière nous, l'équipe du travail social et le chantier social peuvent compter sur un groupe de résidents qui les accompagnent. Et qui ont déjà donné leur accord pour discuter d'autres questions au-delà du PAC lui-même. Ces personnes *volontaires* qui ont eu une relation au PAC-Social et aux travaux dès leurs débuts, en un second temps, sont maintenant disposées à discuter des questions de plus grande envergure pour la Rocinha, vu que les travaux sont garantis, qu'ils seront faits, qu'ils seront conclus.»

Il est en effet intéressant de s'attarder sur les éventuelles raisons de son débordement d'enthousiasme. Peut-être vaut-il mieux revenir, pour saisir, à la citation posée en introduction de section :

«...l'urbanisation et les améliorations physiques ne garantissent pas le développement humain. Donc, la durabilité de l'intervention n'est pas assurée. Si on fait des travaux, et qu'éventuellement on atteint une grande qualité [de vie] dans une région, si les gens n'accompagnent pas ce développement, ou bien elles resteront en marge ou iront jusqu'à... migrer vers un autre territoire.»

Nous touchons au but : il est de mon avis qu'il faut comprendre cette participation non pas, comme le laisserait croire la section précédente, en tant que mesure cosmétique, n'ayant ultimement pour but que d'aplanir les consciences et de «donner l'impression de l'intégration citoyenne», mais bien très littéralement en ce que la citation implique : accompagner les travaux, c'est transformer ses aptitudes et ses attitudes de concert avec les transformations légales et physiques en cours sur le territoire. Si le but est évidemment d'arriver à une «urbanisation des esprits» à l'échelle populationnelle, il n'est pas étonnant qu'il faille commencer par un échantillon plus réduit. À travers ces multiples possibilités de participation, c'est tout un réseau de

(peut-être pas si) nouvelles logiques de pensée et de fonctionnement qui ont à être intégrées. La formalisation vers une efficacité et un rendement accru passe par une micro-discipline faite de temps de parole, de division en étapes, de priorisations, de découpages, etc¹²³. L'idée de «former» par l'accompagnement ceux que le PAC nomme les leaders communautaires, ainsi, apparaît comme une idée tout à fait sensée, étant donné leur potentielle influence sur les dynamiques plus larges à l'œuvre dans la communauté.

Participants volontaires : entre l'hyper-bénéficiaire et le délaissé héroïque. Il est documenté depuis longtemps que les représentants politiques et premiers interlocuteurs de l'État dans la favela sont pris en une posture difficile (voir Silva, 2002; Grynzspan & Pandolfi, 2002). Il semble complexe de réconcilier les revendications politiques et la demande d'assistance. À moins que le temps et la pratique d'insertion dans les réseaux formalisés des divers programmes d'inspiration semblable au PAC n'ait réussi, comme le préfigurait Silva (2002 : 235), à faire converger la défiance et l'allégeance en un ensemble relativement homogène? La courte section qui suit souhaite présenter ces participants volontaires, et réfléchir à leur position au sein du dispositif d'urbanisation qui intègre et face à lui.

Les réunions à la Casa da Paz commencent généralement par une tournée des présences (tout le monde a son petit autocollant qui indique son nom), où chacun se présente (nom, occupation). Pour une vingtaine de participants par soir, nous avons, généralement : de deux à quatre représentants de l'une ou l'autre des trois AMs de la favela; un représentant de l'association de tourisme de la Rocinha; des responsables d'ONG (beaucoup, allant de l'éducation populaire à la prévention sanitaire en passant par la formation sportive); des enseignants dans les écoles locales, des représentants de programmes de formation ou de prévention étatiques (comme le *Pronasci*, *Mulheres da Paz*, prévention contre la tuberculose, etc.); deux ou trois participants qui ne se nomment pas, qui restent à l'écart, accompagnés de leur gardes du corps, mitrailleuse en bandoulière; enfin, il est à noter que plusieurs d'entre les membres présents ont déjà, à un moment où un autre, été cités dans un livre, en ont écrit un,

¹²³ Par exemple, les règlements en vigueur dans les réunions, affichés au mur : 1) 2 minutes maximum par temps de parole; 2) Il faut avoir été inscrit au registre pour prendre la parole; 3) Cellulaires interdits; 4) Il est interdit de commencer ou de finir les réunions plus de 15 minutes après l'horaire planifié, etc. Ne s'exprime pas qui veut, ni comme il le veut, au sein du PAC-Social...

sont en somme devenus, au même titre que les représentants politiques, des «célébrités» de la favela pour leur engagement communautaire (les exemples les plus flagrants sont Martins et Chica da Rocinha, tous deux cités abondamment dans Grynszpan & Pandolfi, 2004). Pour les réunions informatives, c'est plus mixte : aux revendicateurs de profession s'ajoutent les nouvellement assignés à une transformation drastique de leur cadre de vie, évincés ou régularisés.

Je suppose que l'exercice pourrait prendre l'allure d'une chasse à la conscience; on pourrait, en observant la manière dont l'interaction se bâtit dans les réunions, tenter par transitivité de comprendre le degré d'assujettissement inconscient et de manipulation délibérée du programme. Il ne me semble ni utile, ni souhaitable de tabler sur les conceptions profondes de cette «classe associative» en processus de négociation avec les représentants de l'État. On peut, cependant, statuer sur la manière dont ils décident de se présenter, et réfléchir à ses implications en termes de mise en avant du dispositif. À faire l'exercice, on constate que deux figures, apparemment contradictoires, émergent au cours de ces réunions : il semble que la posture face au PAC soit divisée entre une impressionnante maîtrise de la rhétorique de demande d'assistance et une volonté claire de s'auto-affirmer en tant qu'activistes peu soutenus (par l'État) mais néanmoins souvent victorieux. L'analyse serrée nous amène à revoir cette distinction en une convergence troublante.

D'un côté, ainsi, s'étale la posture de l'hyper-bénéficiaire. J'entends par là que les répondants sont progressivement amenés à formuler des demandes auprès des autorités étatiques qui sont très *exactement* ce que le programme se propose d'implanter, qu'ils déclinent avec un enthousiasme frappant la carte de leur misère et de leurs manques et vont jusqu'à embrasser publiquement une image de la communauté désœuvrée, coupable et malade de son exclusion et de ses pratiques douteuses. Quelques exemples aideront à expliciter la chose.

Les principales visées du *PAC-Rocinha* sont d'en formaliser les pratiques, d'en exporter les talents et d'en contenir les excès. Les professeurs d'éducation physique et autres athlètes se targuent des potentiels et des performances sportives présentes dans la Rocinha, pour conclure : «Mais le problème, c'est que tout cela est encore tellement informel. Il serait important que nos enseignants reçoivent des

accréditations officielles, et que l'on puisse obtenir du support pour le diffuser hors de la favela.» À l'école, un tableau semblable : la prise en charge des enfants est trop *instable*, les éducateurs ne sont pas assez *professionnels*, il y a un impératif grave de *contrôle* dans les garderies et les écoles. Les transports, disent-ils, fonctionnent assez bien, mais ils sont si désordonnés et dangereux! Il est fondamental de mieux *réglementer* la chose, d'assurer un plus grand *contrôle* des conducteurs, etc. À un moment, une participante tranche : «La surveillance (*fiscalização*), en somme, devrait pouvoir régler tous ces problèmes dont on parle ici.» Mais l'exemple le plus radical de cette réappropriation des priorités du projet est énoncé par une infirmière, après quelques jours de réunions intensives : «Le principal problème, présentement, c'est la *surpopulation* de la Rocinha. C'est normal que l'on doive déplacer des gens pour ces constructions qui se préparent. Le plus important, c'est de *légaliser*, pas de punir. Il est nécessaire que la *consultation publique augmente*, en plus de la *surveillance*.» Que l'apprentissage soit un aplanissement ou une prise de contrôle, il est néanmoins réussi : les participants demandent justement ce que l'on a à leur offrir.

Mais la symétrie ne s'arrête pas ici. Les carences et les déviances supposées qui constituent le triste tableau officiel des bidonvilles ne sont pas particulièrement contestées non plus. Le président de l'UPMMR nous gratifie de son impression :

«Les commerces d'ici sont familiaux, ce qui oblige aux plus bas salaires. Les gens se trouvent ainsi forcés à se trouver des sous-emplois, comme mototaxi, par exemple. Les gens manquent de formalité, et de formation. Les écoles n'offrent pas une éducation de qualité. La Rocinha, c'est vraiment une «communauté en manque» (*comunidade carente*)».

Ailleurs, on cherche à nuancer : c'est vrai que l'État a été absent ou inadéquat trop longtemps, mais la faute nous revient aussi, car ce sont ces milieux familiaux pathogènes qui n'encadrent pas assez nos enfants et en font les désœuvrés et les délinquants que l'on connaît. C'est aussi par manque cruel d'estime de soi que nous laissons aller notre milieu, il est nécessaire d'en augmenter la valorisation. La favela qui se présente le fait en général sous le jour où on l'attend.

Il existe néanmoins une tension constante entre cet apparente capitulation et une certaine volonté d'auto-présentation en tant que «slum-dwelling heroes», rejetant cet État menteur et inconstant, capables malgré l'exclusion d'atteindre par eux-mêmes à

obtenir dignité et confort. La constitution de soi est ainsi à double structure : il est nécessaire de railler et de se méfier des manigances étatiques, et il est fondamental de continuer cette lutte presque mythologique à laquelle nous avons pris part depuis les dernières décennies (les plus vocaux participants sont activistes depuis les années 1970). L'appel au passé, sur les luttes collectives pour l'accès au gaz, à l'électricité, et à tous ces autres services, est généralement mis en contrepoint de la fragmentation fâcheuse des interventions étatiques, alimentée par les aléas électoraux. Les focus-groups suivaient généralement une structure demandant aux favelados de statuer de leur impression *générale* de la qualité des services disponibles dans une série de domaines. À chaque réunion, cependant, la même résistance : «On ne peut pas mettre dans le même panier ce que nous faisons avec nos modestes moyens et ce que l'État fait mal ou peu. Si on doit donner une cote sur 10¹²⁴, il faut qu'on divise le formel (eux) et l'informel (nous).» Les notes, bien sûr, étaient généralement nulles d'abord, puis plus moyennes, voire élevées, ensuite. Le projet était régulièrement remis en doute, par des rires jaunes et des remarques acides, du genre : «Le centre sportif? On sait bien comment ce sera : on [des entraîneurs sportifs informels mais compétents] aura le droit d'y travailler... *comme concierges ou gardiens*.» Ou encore, au sujet des brusques et fréquents changements de plans du *PAC-Technique*, pour lesquels la consultation n'est pas de mise : «C'est vraiment comme s'ils étaient une bande de médecins qui testent leur traitement dans le laboratoire-Rocinha.» Le manque de confiance se muait ainsi plus souvent qu'autrement en un appel à la mobilisation : «Le PAC ne sera pas toujours là, nous nous retrouverons seuls à nouveau : il est important qu'on recommence à vraiment s'organiser».

Mais la lecture de ces commentaires et attitudes semble révéler un second degré. La forme de la défiance en est une de frustration, me semble-t-il, davantage que d'affirmation de soi. Si l'hyper-bénéficiaire tire vers lui l'État et ses services, le délaissé héroïque, en somme, se plaint en long et en large de leur absence. Les deux postures, on le remarque, tendent vers une même acceptation de la nécessité de cette assistance, dans les termes mêmes où elle est proposée. Un seuil d'indistinction

¹²⁴ C'était en effet la méthode préconisée: les interviewers tenaient à avoir une cote chiffrée suivie de commentaires. Les négociations ont été étonnamment longues pour conserver cette forme de mesure pourtant rejetée comme imprécise et inutile par la grande majorité des participants aux focus-groups.

apparaît, au fil des réunions auxquelles j'ai assisté, entre l'affirmation d'activiste et l'insertion comme receveur de services, à un point où il semble que la seule lutte encore valide en est une pour la plus grande implantation du projet tel qu'il a été conçu. Dès mes premiers contacts avec la *Casa da Paz*, on m'informe en effet que «le projet [PAC] s'élabore informellement chez les élites de la Rocinha depuis déjà 30 ans», que les programmes antérieurs ont manifestement échoué car l'insertion des résidents y était encore minime. Mais c'est après de nombreuses réunions où filtrait comme une frustration latente (à laquelle je reviendrai dans quelques lignes) qu'éclatent les vraies tensions, révélant toute la prégnance du dispositif dans sa subtilité perverse :

«Il est important d'utiliser ce moment [les réunions du PAC] pour se reconstituer une force commune. Lutter les uns contre les autres ne sert à rien, sinon leur donner raison à eux, à notre détriment. Il faut ouvrir encore plus la participation. Il faut utiliser le PAC pour se réunir, se renforcer à nouveau, défaire l'individualisme.»

Le PAC, dans les termes d'un employé aussi résident, est ainsi à voir comme un moyen d'actualiser les luttes communautaires et politiques. La différence s'estompe. Mais c'est au moment d'une réunion sur la régularisation de la Rocinha que s'étale au plus clair cette confusion entre résistance et allégeance, alors qu'une infirmière résidente tonne, après quelques minutes à discuter chaudement de s'associer en un mouvement social pour que le PAC ressemble à ce que la communauté souhaite y voir : «Avec un peu de gestion, un peu d'organisation, on va réussir. La Rocinha n'est plus une favela, c'est maintenant un quartier. Tout notre problème vient de notre discours d'auto-apitoiement : maintenant, il faut changer les esprits.» Devant cet appel à l'urbanisation des esprits, la foule présente applaudit, probablement satisfaite de la direction prise, celle-là même qui est énoncée dans les prospectus. Une position qui présente une favela naturelle et désorganisée, aux conceptions erronées et malades, qu'un peu d'ordre et de discipline ne pourra que faire fleurir. Il est vrai que l'échantillon des participants volontaires ne peut valoir celle de 120 000 personnes. Mais ces résidents sont les élites locales, ses porte-paroles et ses représentants, et leur conversion paraît complète : la lutte désormais, en est une vers l'urbain. À en croire les prédictions de Silva (2002 :235), doit-on y voir le triomphe du contrôle négocié? Les auteurs ont pour la plupart souligné au cours des années le peu de volonté revendicatrice des favelados de Rio, leur éternelle volonté à s'intégrer à l'économie de

marché et à la communauté nationale brésilienne (voir Perlman, 1976; Grinszpan & Pandolfi 2002). Peut-être n'y a-t-il pas, finalement, de quoi s'étonner à ce point.

La machine qui grince? Conflits et application du dispositif. En somme, l'objectif lointain du PAC-Social s'affiche ainsi : commencer dès l'arrivée cette «urbanisation des esprits» qui semble devoir découler de l'insertion définitive des institutions étatiques dans la future-ex-capitale du désordre.

Mais la machine grince. Ce qui n'est ni un signe indéniable de sa chute prochaine, ni non plus le gage de son inefficacité constitutive. Il existe en effet une série de distorsions, de conflits, dont la récurrence est à considérer si l'on veut réellement broser un portrait de ce qui se trame sur le chantier du social. Je ne chercherai ici qu'à décrire quelques-unes de ces frictions, laissant à d'autres le soin d'en qualifier l'importance. Que doit-on en penser? Que la favela, cette favela du moins, serait autre chose que cette image qu'on s'en est progressivement constituée? Ou serait-ce que la proposition intégratrice elle-même se trouve en porte-à-faux des moyens concrètement mis en œuvre? Ces inadéquations se retrouvent, peut-être encore plus clairement, à travers la procédure de libération d'espace, à laquelle je consacre la fin du chapitre.

Première tension : il semble exister un différentiel, soulevé par tous (résidents comme professionnels) avec l'ambiguïté qui convient, entre cette promesse que l'on énonce à toutes les tribunes depuis la mise en branle de cette «accélération de la croissance» et le contrat, plus restreint, qui est en cours. «La Rocinha va changer!» tonnent les panneaux publicitaires qui parsèment l'entrée de la favela comme celle de la *Casa da Paz*. «Jusqu'ici, tous les projets gouvernementaux ont été politiquement motivés, fragmentaires ou inégaux. Mais aujourd'hui, c'est différent. Ce projet tient compte de nous, il offrira espoir et ordre futur.», m'a dit dès sa rencontre un employé du PAC, lui-même résident. Les attentes sont grandes, mais l'appréhension aussi. «Du plan initial, n'ont été gardées que les constructions qui semblaient les plus réalistes.» Déjà, l'hôpital prévu pour trôner sur l'Estrada da Gávêa a été rétrogradée en clinique d'urgence, le temps n'étant pas assez long avant les prochaines élections. Car c'est l'inquiétude associée à l'histoire récente des relations entre favelas et l'État : le clientélisme est peut-être moins manifeste qu'avant, il demeure que les volontés

d'intégration, de développement ou d'assistance technique ont, jusqu'ici, essentiellement fluctué au rythme électoral. Les élections fédérales en 2010, la fin du mandat du gouverneur deux ans plus tard, laissent craindre à un peu tout le monde que tout finisse dans le même cul-de-sac. Ce qui porte en soi la preuve de l'importance consensuelle d'une urbanisation qui intègre, tant de l'*asfalto* que de la favela.

La seconde tension relève davantage de l'interaction journalière entre porte-paroles de la communauté et participants volontaires. Mais en soi, les deux troubles sont d'affinités certaines : alors que les intervenants peinent à faire leur travail de facilitation devant la béance de l'incertitude future, les résidents qui participent, eux, semblent constamment torturés entre le désir de voir la planification suivre son cours et le réflexe plus défensif de s'en tenir à une adaptation concrète aux changements proximaux. Jouer le jeu de l'expert local (qui doit bien sûr être parrainé par les experts extérieurs) ou au contraire servir de revendicateur d'informations précieuses sur l'impact des travaux dans la communauté? La tension est perceptible de manière de plus en plus acérée à mesure que passent les semaines, que les plans s'élaborent, mais aussi que les maisons se vident et que les chantiers s'activent. Quelles informations tirer, quelles informations donner, pour les intervenants comme pour les résidents? Faut-il mieux planifier le futur ou assurer la bonne marche du présent? La prochaine et dernière section propose une autre mise en scène du fonctionnement du dispositif, cette fois en mettant l'accent non pas sur une section de son fonctionnement, mais sur une étape de sa procédure générale : celle alternativement appelée «libération d'espace», «désappropriation» ou «remaniement».

c. Au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valide. Les désappropriations et le dispositif en marche

Il y a deux approches plus courantes. La première, c'est de suggérer, comme le font les communiqués officiels et les employés du PAC, que «la guerre ne peut être gagnée sans sacrifier quelques soldats», que le bien commun l'emportera à long terme, qu'il est nécessaire et pas si sordide que certains résidents moins chanceux – moins

honnêtes, parfois¹²⁵ – doivent renoncer à leur maison pour laisser place aux travaux ou aux espaces maintenant interdits de résidence. Les tenants de la thèse du «dommage collatéral» ne se retiennent pas longtemps de brandir le décret étatique qui garantit les conditions de la compensation pour ces évictions forcées. Et ils ont raison; personne, depuis *l'Estatuto da Cidade* (2001), ne peut être chassé de chez soi sans un certain retour d'ascenseur.

Et puis on peut aussi - et c'est la posture revendicatrice - bafouer les beaux principes et relever les inconsistances de la procédure pour la définir comme le visage sombre de l'urbanisation qui intègre. «Vous parlez d'inclusion et de participation, mais voilà que vous déstabilisez l'existence de certains pour les bienfaits de votre plan. Une preuve manifeste du manque de considération camouflée dans les replis de votre programmation.» Comme Herzfeld (1992 : 14) l'indiquait avec acuité, une telle critique, qui voit dans les frictions du système comme un signe de son manque d'efficacité, lui accorde par le fait même sa validité et le renforce puisqu'elle s'articule par les termes mêmes de ce à quoi elle s'oppose.

Loin d'un accident malheureux de parcours, loin d'un signe de malveillance ou d'inefficacité cachée, le processus de désappropriation inhérent à l'avancée du *PAC-Rocinha* m'apparaît tout au contraire comme incarnant parfaitement la logique première du dispositif à l'œuvre. Il est suggéré ici que ces «remaniements humains» constituent une première ligne, un projet-pilote de son fonctionnement sécuritaire et néolibéral. On pourra dire, ainsi, que la désappropriation, dans ce qu'elle nous enseigne sur la conjonction des acteurs et des expertises, dans sa recherche du «moins agir et de la neutralité légitime et standardisée», dans la manière dont il révèle les déviations et les limites du projet une fois appliqué au sein de cette réalité complexe et mouvante, agit en quelque sorte comme une métonymie de son tout, une sorte de «fait social total» qui nous permettra de mieux évaluer ce qui est en jeu lorsque l'État fédéral brésilien s'attaque à l'urbanisation de corps, et par là même prépare l'urbanisation des esprits. Je suivrai ici le déroulement «normal» d'une éviction,

¹²⁵ C'est en effet l'argument de l'ingénieur posté aux confins de la favela et de la forêt, pour débouter une question sur le degré d'approbation locale de la procédure : «Les limites étaient claires et pourtant ils ont envahi. On ne peut pas dire qu'ils l'aient fait inconsciemment.» La favela-cancer est faites d'outrepasseurs aux intentions peu louables. Pour eux, semble-t-on dire, seule la force de l'imposition s'exprime clairement.

relevant au passage les commentaires des intervenants et des résidents sur le sens à y donner, sur les transformations, les pressions et les opportunités qui s'y rattachent.

Au départ, il y a des motivations. Toutes simples, très claires, incontestables. Il y a un plan directeur, avec ses lignes stratégiques d'implantation, avec ses limites à imposer sur l'expansion du territoire. Certaines habitations sont en ligne directe de poursuite des travaux ou au-delà des nouvelles limites permises. Il n'est pas encore fixé le nombre ou l'emplacement exact de ces maisons : c'est de *contingency planning* qu'il s'agit. Mais il y aura des déplacements obligatoires, au nom du plan ou de la loi.

La nouvelle constitution brésilienne octroie un droit à la ville, qui empêche que des résidents acculés à l'occupation informelle et illégale ne soient déplacés sans mesures réparatrices. Dans cette optique a été imaginé le décret 41.148 de 2008, qui stipule les engagements des autorités face aux déplacés involontaires. La loi, ici, joue une multiplicité de rôles, qui sont tour à tour convergents et contradictoires. Il faudra déplacer des gens car la loi le permet; il faudra leur offrir une certaine équivalence, car la loi l'oblige; mais ces équivalences pourront être fixées sans consultation ou négociation à part égale, car le tout repose sur une faillite de la légalité : ces territoires sur lesquels s'élève la Rocinha appartiennent bel et bien à l'État, et l'informalité de l'occupation permet l'imposition des termes de son interruption. Tout, ici, repose sur le fameux décret, et son annexe qui liste les prix à octroyer en fonction des critères jugés pertinents. On ne m'a jamais permis de mettre la main sur le fameux décret, cette clé de voûte de toute l'opération. «Le décret l'oblige, je ne peux rien faire de plus», «Ils sont ici non pas à titre de propriétaires, mais seulement d'occupants», «Nous sommes soumis à la loi, vous autant que nous», sont des formules fréquemment entendues.

La procédure, nous le verrons, est à l'image parfaite de la nouvelle définition du rapport aux périphéries urbaines, du moins celles qui, comme la Rocinha, ont atteint un degré de prospérité qui les place dans une posture mitoyenne entre les ressources à extraire et les risques à endiguer. Elle procède à son rythme, à la fois profondément rigide et pourtant changeant constamment, marquant ses décisions de contingences indirectes, traitant son milieu et ses interlocuteurs comme des ensembles naturels, apolitiques, et frappant du sceau de l'expertise la légitimité des termes de son avancée.

Officiellement, voici la séquence : (1) des recensements des lieux (techniques) et des gens (domiciliaire et commercial) aident à déterminer ce qui est le plus rentable en termes de coût/bénéfice pour la poursuite des travaux, comme la qualité du sol, le nombre de déplacés, la taille des maisons à détruire, etc. (2) Une fois la décision arrêtée, elle est transmise au PAC-Social qui va prévenir les futurs déplacés. (3) Ces futurs déplacés sont invités à une réunion informative comme nous l'avons décrite en section 5.2 (les délais, les montants et les nombres sont généralement inconnus des principaux acteurs du projet jusqu'à la dernière minute). (4) Les futurs déplacés sont conviés à recevoir dans les jours qui suivent (généralement moins d'une semaine) une délégation de membres du PAC-Social et de deux employés du PAC-Technique, un ingénieur et un photographe, pour l'évaluation de la maison à détruire. Au cours de l'évaluation, aucune information précise sur le processus n'est discutée avec les résidents; des fiches et des formulaires doivent être remplis au sujet du nombre de résidents, de leurs statuts et informations personnelles, qui sont propriétaires et qui sont locataires, sur l'historique de construction de la maison, etc. Les employés de *Novos Tempos* prennent des photographies de chaque pièce, remplissent une fiche technique indiquant (a) la taille (en m²) de la maison et de chaque pièce, ainsi que sa fonction, (b) les matériaux utilisés dans chaque pièce et (c) l'état de conservation générale et spécifique de la maison et de ses installations. (5) La fiche est envoyée pour traitement au PAC-légal, dont les fonctionnaires évaluent la fiche et les photographies à la lumière de ce que le décret offre en échange. Le temps entre la réception des informations et le traitement varie : de quelques jours à quelques semaines. Au cours du processus, personne ne peut répondre aux déplacés au sujet du montant qui leur sera offert, ni non plus sur les délais avant la complétion de la transaction. Pendant cette période, les déplacés sont généralement à la recherche de leur future maison, s'ils croient pouvoir en obtenir une. Une fois les inspecteurs passés, on marque la maison d'un code de travail, censé assurer qu'aucune construction nouvelle ne vient se juxtaposer aux «condamnées». Comme on le voit, la crainte de la favela-cancer transparait jusque dans les moindres détails de sa prise en charge. (6) Les déplacés sont convoqués dans les bureaux de négociation de l'EMOP, au sous-sol de la *Casa da Paz*, où les fonctionnaires du PAC-Légal exposent les options possibles (maintenant chiffrées) aux

résidents : (a) un logement en HLM, et pour l'instant trois loyers de 250\$, car on espère voir les HLM finis de construire d'ici quelques mois à peine – l'option HLM est informellement prévue pour les locataires dont le logement sera détruit (et donc qui ne recevront pas d'indemnisation pour la construction en soi; cela dit, les propriétaires peuvent y avoir accès), (b) une indemnisation, équivalent brut du prix offert par le décret pour une maison du type de celle qui sera détruite, ou (c) ce qui se nomme «l'achat assisté», par lequel l'État se porte garant de l'achat de la nouvelle maison du déplacé, avec un montant correspondant à 140% de l'indemnisation brute. Pour contrer l'effet «zona sul» (tout y est plus cher), le décret stipule que la Rocinha a droit à une majoration de 40% des prix offerts dans les autres favelas soumises au PAC. Au cours de la négociation, les résidents peuvent tenter de négocier le prix de revient, mais l'opération sert essentiellement à laisser du temps aux déplacés pour chercher une nouvelle maison, le décret étant en soi assez strict et surtout scrupuleusement respecté par les négociateurs. (7) Une fois l'option choisie et le contrat signé, le déplacé a 5 jours pour vider la maison avant que les travaux de démolition ne commencent. Il peut emporter avec lui tout ce qu'il sera en mesure de déplacer, le reste étant nécessairement voué à destruction. La plupart des déplacés de la Rocinha tenteront, au mieux de leur possibilités, de se trouver une autre maison dans la Rocinha comme telle, alors que certains tenteront de s'installer en banlieue formelle (*Jacarépagua, Taxaras*) ou, plus rare, de rentrer dans leur village ou ville d'origine. Voilà, en théorie, la procédure.

Et pourtant. Les idéaux-types ne sont que des approximations de la réalité. Les procédures, modes d'emploi et les plans suivent la même logique. Car les «remaniements», même gérés comme des transactions purement matérielles, impliquent des individus, aux conceptions et pratiques complexes. Passons en revue quelques éléments nous aidant à mieux saisir la teneur de la chose.

La structure même de l'entreprise garantit à la fois son efficacité et la brutalité de son traitement. Sa fragmentation assure une certaine déresponsabilisation commode des divers intervenants, qui peuvent toujours s'en remettre aux impératifs de construction ou aux rigidités du décret en tant que paravent de leur manque de

coopération. Ainsi, une employée de l'EMOP souligne, au sujet des montants et dates de transaction :

«Ils peuvent venir m'interroger, mais en vérité, je ne le sais pas. Parce que ceux qui font cet inventaire, qui vont prendre ces photos, sont le personnel du consortium technique. Je ne fais que recevoir les fiches de là. [...] Parce que... [même une fois l'évaluation faite], ça reste compliqué, tu sais pourquoi?... comme ce sont... des secteurs séparés de la même entreprise... par exemple, je n'ai pas la moindre idée du nombre de personnes qui seront évincées, mais je crois qu'ils seront cent ou deux cent, mais *même ça je ne le sais pas!*... [...] Pour les gens, c'est de la relocalisation, mais du point de vue des travaux je ne fais que libérer l'espace pour qu'ils puissent travailler.» (Tais)

L'expertise comme vecteur de neutralité, la fragmentation pour «produire l'indifférence» (comme dirait Herzfeld, 1992), mais aussi une certaine tendance à privilégier une vision naturaliste du processus, soulignant son inévitabilité comme on le ferait au sujet de l'érosion des sols. La désappropriation est voulue par beaucoup et assurée par une telle convergence de facteurs, que la seule question de sa résistance a amené la fonctionnaire de l'EMOP à me servir les mots suivants, après une longue pause dubitative :

«[En] théorie, ce qui serait fait [dans le cas d'une résistance à l'éviction] : la personne ne veut pas, alors on fera appel à l'État. Parce que, théoriquement, puisqu'il s'agit du terrain de l'État... le gouvernement a le droit de désapproprier sans... comme ça a été fait avec le *Minhocão*. 'C'est le terrain de l'État, je ne veux rien entendre, je vais démolir puisque tout m'appartient'. [...] Mais en réalité on a pas à beaucoup se préoccuper de cela... le chemin qu'on a emprunté jusqu'ici a été de faire appel aux AMs directement... mais c'est aussi difficile de rester là, de se maintenir ainsi... tu sais : il restera une maison seule au milieu des travaux, du fouillis, de la poussière, et à la fin la personne veut partir d'elle-même. Si jamais elle résiste trop, elle sortira sans indemnisation. Et elle ne se sera pas fait beaucoup d'amis.»

Le commentaire, outre son aspect «que peut-on faire à part voir la chose arriver toute seule?», rappelle un fait important : comme l'ont relevé mes analyses du PAC-Social, le projet fonctionne aussi à travers le travail direct des AMs, qui multiplient les mesures informelles de facilitation des travaux, incluant des panneaux d'interdiction de construction (hors des nouvelles limites) et ces fameuses rencontres pour convaincre les récalcitrants dont parle l'extrait.

Le processus est à la fois d'une rapidité terrifiante (entre l'annonce et la démolition, il peut n'y avoir que deux à trois semaines) et d'une lenteur affolante (les informations tardent à venir, les temps morts sont fréquents entre les diverses étapes, et la somme des données inconnues reste grande jusqu'à la fin). Mais plusieurs résidents m'ont aussi fait part, mi-résignés, mi-appréhensifs, des béances graves dans le fameux décret, dont la rigidité ne reconnaît que les données techniques (et l'absence de légalité) observables. Ainsi, aucune mention du lieu de résidence dans l'établissement du prix, malgré les différences importantes de prix de revient et de statut dépendant de l'élévation et de la réputation du quartier dans la Rocinha. La raison? Le territoire a été *envahi*; ses résidents ne peuvent être entrevus qu'en tant qu'*occupants du sol*, qui n'est pas, ainsi, une donnée pertinente. Pas non plus de mention du coût de main-d'œuvre, dans une favela notoirement dénivelée, à l'accès parfois impossible en véhicule motorisé. Aucune compensation, ni aucun soutien, même intangible (car le rôle du PAC-Social s'arrête une fois la transaction faite), n'est prodigué en regard des pertes sentimentales ou patrimoniales encourues par la destruction de maisons dont les occupants sont parfois jusqu'à la quatrième ou cinquième génération à y vivre. Pourtant, les études abondent à ce sujet (voir Drummond, 1981; Lawrence et Low, 1990) : la maison est le cadre de référence central dans un contexte d'autoconstruction comme celui de la favela. Il est, par exemple, pour Cavalcanti (2007), l'équivalent du fait social total de la favela et de l'ensemble des dynamiques sociales qui y ont cours. Enfin, et ça nous entraîne vers un autre chapelet de difficultés, aucune flexibilité dans l'attribution de la compensation ne prend en compte les coûts, présents et futurs, en lien avec le déplacement.

Les commentaires d'Ana Luisa, avec qui j'ai pu m'entretenir assez longtemps, sont exemplaires des pressions qui frappent la plupart des déplacés les mieux nantis. Le seul processus de réunions, évaluations, etc., l'a forcée à s'absenter du travail à quelques reprises et à décliner une nouvelle offre d'emploi. Ses craintes au sujet du déplacement sont grandes : ayant toujours grandi dans la même maison, très grande et très consolidée, elle ne peut accepter l'idée de devoir emménager à proximité, dans une maison moins bonne dans une favela qu'elle aime moins qu'avant (elle est évangéliste et réproouve l'ostensible commerce et consommation de drogue qui y a cours). Elle

pense déménager en banlieue : trouvera-t-elle une maison pour le prix qu'on lui offrira (qu'elle ne connaît pas encore)? Pourra-t-elle garder son emploi dans une ONG de la favela qu'elle adore malgré le déplacement? Si oui, aura-t-elle assez d'argent et de temps pour les transports quotidiens? N'ayant pas de certification officielle, elle a toujours eu de la difficulté à trouver du travail régulier sur l'*asfalto* (elle est professeure de niveau primaire) : trouvera-t-elle un nouvel emploi dans son nouveau quartier, qui plus est exempt de tout son réseau? En plus, la rigidité du processus d'achat assisté, s'il lui offre plus d'argent que la seule compensation, ne lui fournit aucune marge monétaire pour le déménagement et les coûts futurs. Sans compter que la localisation dans un quartier formel implique dès l'arrivée l'insertion dans des régimes de paiements tout aussi stricts : taxes et services ne peuvent plus être délayés. La désappropriation désoriente et effraie, et jette certains dans le noir complet sur un avenir qui comptait beaucoup sur cette seule stabilité qu'était la résidence familiale, connue et payée.

Tous ne voient bien sûr pas la situation de la même manière. Quelques personnes interrogées à *Cobras e Lagartes* songeaient simplement à redescendre dans la favela, à louer. Un ami, qui revendait sa maison à une future déplacée, en profitait pour quitter la favela qu'il n'aimait pas (pour les mêmes raisons qu'Ana Luisa) et quitter du même bond sa fiancée dont il n'était pas plus intéressé. La situation n'est pas nécessairement dramatique pour tout le monde, et pourtant... la question des effets démographiques et économiques du PAC sur la Rocinha sont à considérer sérieusement :

«La plus grande difficulté dont les gens parlent ici c'est à quel point les immeubles sont *tellement chers*. Et ça devient de plus en plus élevé avec le temps. En vérité, c'est ce qui s'est produit dans toutes les communautés où on a travaillé, tu sais, ça augmente toujours. Sauf que voilà : ça augmente... mais *ici*, ils ont beaucoup ces trucs du genre «c'est la zona sul, la Rocinha c'est pas une favela, dans la Rocinha, il y a tout»... Ils ont beaucoup d'orgueil à être de Rocinha, ce qui n'existe pas ailleurs. Dans le *complexo do Alemão*, tu trouves des maisons *bien meilleures* que celles... qu'on trouve ici, puisqu'elles sont plus grandes, et qu'il y a tellement plus d'espace, donc une personne arrive avec l'argent de l'indemnisation à racheter une maison réellement... semblable à la sienne, mais ici non. On en arrive à des situations surréelles : tu imagines, ici dans la Rocinha il y a des maisons à 100 000R\$, mais sans aucune documentation légale! Ça en est presque terrifiant!»

La favela est ainsi embourgeoisée, peut-être même déjà un peu «urbanisée d'esprit». C'est là toute la subtilité du processus : si le PAC réduit l'espace disponible dans la favela (en légalisant sa fermeture, en interdisant la relocalisation dans une partie de son territoire à être urbanisé, en élargissant des rues où naguère s'élevaient plusieurs dizaines de maisons), tout en augmentant drastiquement la demande (en jetant plusieurs centaines de personnes sur les routes), la hausse des prix est immédiate : les propriétaires montent volontairement leurs prix, sachant qu'ils trouveront preneurs. Ce qui laisse dire à l'ingénieur chargé des évictions pour la construction de l'éco-limite qu'il craint que beaucoup de ces déplacés peinent à trouver une maison pour le prix que le décret pourra leur donner... Et la crainte d'une non-complétion du HLM, fruit des promesses déçues accumulées entre l'État et la Rocinha, pousse beaucoup à miser sur l'indemnisation, qui paiera le loyer jusqu'à ce qu'il soit inévitable de repartir... Pour où? Les relativement nantis auront bien sûr le réseau et les ressources pour accuser le coup, quitte à perdre en magnificence ce qu'ils gagneront en stabilité. Mais les petits employés, les chômeurs, les aînés et les malades, qui n'ont pas toujours le plus étendu des réseaux, sont soumis aux aléas de la chance, du plan, de la loi, et du marché.

La désappropriation exemplifie le projet en ce qu'elle repose essentiellement sur des expertises jugées neutres ou impartiales pour faire avancer son imposition qui ne prend en compte que certains éléments, tous techno-légaux, et pas nécessairement à l'avantage du bénéficiaire. Elle est aussi fragmenté d'une manière où l'imposition passe pour du manque d'information ou des délais normaux de transaction. La désappropriation place les gens dans une posture où le choix le plus intéressant s'avère aussi en somme le plus restrictif, puisqu'il implique d'une part l'enregistrement complet et la transaction étatisée, et d'autre part une inadéquation entre les termes de l'offre et la demande du milieu, qui, lui, monte ses prix, ce qui force les gens avec beaucoup de moyens à encaisser les nombreuses pertes et inégalités ignorées par le plan et oblige les plus précaires à déstabiliser entièrement leur existence, ce qui revient généralement à l'obligation de partir du territoire urbanisé, car maintenant trop contraignant.

En cela, le processus nous montre son caractère sécuritaire et néolibéral, qui est aussi celui du dispositif en général car (1) il prend à la fois la favela et le processus d'urbanisation comme des phénomènes naturels, n'étant pas le produit d'effets de pouvoir, (2) il fonctionne via une augmentation des connaissances sur cette «nature» (dans ce cas, celle de la favela et de ses résidents), par les recensements techniques et sociaux, puis dans l'enregistrement sous-jacent à l'achat assisté, (3) axe la légitimité de son action sur les expertises jugées impartiales, le droit et le génie civil, et par là même se trouve à ne reconnaître dans son travail (comme dans les termes pertinents pour décider de la compensation à offrir) que les questions relevant de l'une ou de l'autre, (4) complète son travail de légitimation en ayant fractionné ses divers niveaux de fonctionnement jusqu'à ne plus donner l'impression à quiconque d'y pouvoir quelque chose, ce qui renforce l'aspect «naturel» de la procédure, tout en assurant, en conjonction avec la collecte d'informations, que c'est bien l'action minimale qui est entreprise; (5) procède à une sélection (contention/production) des éléments rentables, i.e. ceux ayant les conditions nécessaires à survivre ces transformations vers le meilleur, mais aussi le plus contraignant et le plus cher et aussi (6) à une exclusion par ces mêmes moyens indirects des gens n'ayant pas l'emploi, l'argent ou les contacts nécessaires à pouvoir s'acheter une nouvelle maison dans la favela étant maintenant réduite de taille, indisponible à rachat en de nombreux endroits, dont les prix sont plus élevés, mais aussi bientôt les coûts mensuels de revient (avec la régularisation vient l'IPTU, les taxes sur l'eau, l'électricité, le gaz, etc.). Ce qui, à son tour, produit l'effet habituel du libéralisme : il laisse les tendances actuelles s'intensifier puisqu'il les traite comme des phénomènes naturels, à modifier à bon escient, ce qui dans ce cas implique de favoriser les établis et d'effacer les marginaux, le tout dans l'apparence de la neutralité et du consensus.

CONCLUSION. VERS UNE ÉLOGE DU DÉCLOISONNEMENT

«Les objets de dispute changent, les formes de mobilisation s'adaptent aux conjonctures, mais un contrôle institutionnel négocié de la sorte reproduit – par l'entremise de la participation même des favelados mobilisés – le patron séculaire d'intégration fragmentée et l'énorme différentiel de pouvoir qui le soutient.»

-Luiz Machado da Silva, 2002 : 232,
au sujet de l'intervention étatique dans les favelas.

Et ainsi va la lutte pour l'urbain. La Rocinha deviendra, en 2010, l'une des premières grandes favelas parfaitement consolidée, légalisée, sécurisée, civilisée et rentable. Elle aura des limites claires et des règlements internes; les ressources publiques y seront accessibles, des soins médicaux d'urgence aux standards d'enseignement de base; on y circulera plus facilement, on y verra plus clair, l'avenir semblera mieux tracé. La prolifération erratique aura cessé; n'entrera plus qui veut pour s'y établir. La favela pourra enfin exporter ses talents et accueillir les investissements; elle se donnera à voir dans tout son foisonnement mais plus dans son fouillis. Un quartier véritable, en somme, «frère jumeau» de l'opulence qui l'entoure¹²⁶. On n'y trouvera plus ces désœuvrés, ces délinquants et autres exclus, autodestructeurs et vindicatifs. Car de l'urbanisation du territoire surgit l'urbanisation des esprits.

Nous voilà en fin de parcours, là où plus rien n'apparaît aussi sûr. L'urbanisation intégratrice, véritable fer de lance actuel de l'intervention gouvernementale dans les périphéries urbaines, demeure peut-être consensuelle et omniprésente, mais n'apparaît plus pour nous comme le dénouement héroïque d'une longue quête vers l'inclusion des marginaux. Le *PAC-Rocinha*, nous l'avons montré au cours des dernières pages, allie la technique, la loi et les sciences sociales pour mieux comprendre, encadrer, former et planifier l'avenir du milieu, mais aussi indirectement celui de sa population. Son projet vise la fixation de la favela dans ce qu'elle a d'enviable - des ressources humaines, du potentiel commercial et culturel -, mais aussi l'effacement de ce qui en fait encore une menace : son désordre, son imprévisibilité, son altérité

¹²⁶ En référence aux propos du président de l'AM de Sao Conrado : «São Conrado et Rocinha sont pratiquement des frères jumeaux. Quand un va bien, l'autre va bien. 90% des ouvriers qui font la charpenterie, la peinture... d'autres sont domestiques dans les gratte-ciels ici, tous habitent la Rocinha. [...] Tout est comme... tout est un seul engrenage.» (détails p. 89, *infra*).

sauvage, hors-la-loi et hors-norme. La nouvelle Rocinha est mieux connue, mieux cernée, facile à développer et à faire fructifier puisque l'on y inscrit durablement, au moment où j'écris ces lignes, qui y habite, ce qu'ils y font et ce qu'il est dorénavant permis qu'ils y fassent. Nous avons cherché à montrer comment s'articulent ensemble les divers segments du dispositif pour produire cette «nouvelle Rocinha», transformée par le biais des contingences techniques, des dispositions légales et des logiques de marché.

Personne, en somme, n'est mis hors-jeu par le projet. Tout ce qui est détruit est compensé, tout ce qui paraît faire défaut est remplacé par un mieux. Et beaucoup de résidents plus anciens, aux réseaux plus étendus, sont voués à y gagner significativement. Mais j'ai voulu montrer ici que cet embourgeoisement forcé que constitue le *PAC-Rocinha* travaille à un autre niveau pour se défaire de ce qui paraît, pour les intervenants, les promoteurs, et même une bonne partie des participants locaux, causer préjudice au milieu et à ses résidents. C'est par la montée des prix, l'indisponibilité nouvelle de l'espace de résidence, et l'augmentation des contraintes sociales et économiques liées à la légalisation du territoire que s'effectue le vrai nettoyage. Et le tout, comme nous avons souhaité le faire transparent, sans remettre en question ni les aprioris qui fondent l'intervention étatique, ni un renversement réel de la vieille dynamique de pouvoir qui lie l'État et ses «citoyens de seconde zone» (voir Holston, 2008). Il y a une expertise et des moyens, qu'il faut venir implanter là où ils manquent cruellement. L'inclusion dont on vante aujourd'hui les mérites semble refléter le *pattern* hiérarchique ayant toujours traversé la société brésilienne. Tous les cariocas sont voués à être citoyens à part entière, aux droits et aux possibilités égaux; mais certains d'entre eux ont eu et continueront d'avoir préséance sur les autres. Dans la grande famille brésilienne, il semble encore clair que l'un des deux frères demeure au service de l'autre. On s'assure, par le *PAC-Rocinha*, de renforcer cette tendance sans pour autant causer de préjudice direct à quiconque, le tout dans l'apparence d'une naturalité malheureuse à pallier par la technique. Et, dans une certaine mesure, par la communication, la formation et la thérapeutique.

Bien que la favela dans laquelle j'ai vécu n'y corresponde qu'imparfaitement, la manière dominante de concevoir la favela brésilienne demeure presque inchangée

depuis son apparition : elle est illégale et informelle, ses habitants pauvres et déviants. Elle doit être transformée, par l'entremise et les moyens venus de l'extérieur, en un mouvement qui lie logiques répressives et assistancielles, découlant du présupposé selon lequel son problème réside uniquement en ses limites, dans son milieu ou ceux qui y vivent, indistinctement. Le changement désiré est à attribuer au moins autant à l'empathie et l'indignation qu'à de vieilles peurs (du désordre et de sa contagion) et à de constantes demandes de développement immobilier ou économique de la part «formelle» de la ville de Rio. Le lent développement de la rationalité contemporaine d'un «devoir d'inclusion de la favela» apparaît comme une lente configuration, de plus en plus pointue, subtile et nuancée, d'éléments déjà anciens concernant l'arriération et la pathologie propre à la construction et à la vie dans un environnement aussi désordonné que celui de la favela. Les acteurs de l'intervention dans la favela viennent des hautes sphères politiques, mais pas seulement : les investisseurs privés, les résidents des quartiers avoisinants et même une part significative de la population locale militent et milite encore pour l'établissement de programmes réformateurs. Les réelles nouveautés de l'approche actuelle sont la mise de l'avant de logiques de sélection interne, d'un appel grandissant (mais pourtant pas nouveau) aux techniques – d'ingénierie et du juridique -, mais aussi d'un souci relativement nouveau pour le savoir et le consensus. Il est aujourd'hui fondamental de tout connaître, de tout quadriller, de tout planifier, et inversement, de tout dire. Ou enfin, d'en dire beaucoup, pour qu'il ne semble pas subsister de doutes sur les justifications des méthodes employées et des objectifs visés par le projet étatique.

Il y a une dernière question, qui touche au maintien des inégalités sociales du Brésil urbain. Si le nouveau programme est une resucée de ses prédécesseurs, comment imaginer une intervention qui casse le *pattern* et travaille le «problème de la favela» autrement, tant dans ses présupposés que dans la manière dont il entrevoit les relations de pouvoir entre populations marginalisées et élites politiques? Mon impression – relayée en cela par les commentaires de certains auteurs (notamment Holston, 2008; Goldstein, 2003; Wacquant 2003; Préteceille & Valladares, 2000) - va comme suit.

Les inégalités brésiliennes sont tissées à même la courtepointe que forme la société entière. Les favelas en sont une saillie diforme, mais seulement un de ses points de visibilité, pas la centralité du problème. Tant que les interventions se concentreront sur le visible, qui exclut (1) les autres lieux de relégations, hors du regard, mais aussi (2) à la place donnée aux pauvres, aux noirs et aux marginaux urbains au sein des divers systèmes d'éducation, de justice, de santé et d'emploi, alors le problème, s'il est réellement aussi fondamental qu'il est habituellement formulé, ne pourra que se reproduire à l'envi. Car les favelas, loin d'être la cause ou le site par excellence de ces plaies sociales, semblent au contraire en être la résultante, à la fois le moyen de pallier aux multiples manques et rejets, mais aussi l'espace dans lequel les violences que ceux-ci infligent deviennent les plus clairement exprimées. C'est ainsi au *décloisonnement des perspectives* que j'appelle, en lieu de ce décloisonnement physique de la favela, tel qu'il est mis au point aujourd'hui. Les favelas ne sont pas *les seuls* lieux de misère sociale urbaine, elles ne sont pas non plus des lieux qui ne contiennent *que* misère urbaine, et surtout il existe au sein de la société brésilienne *at large* une série de mesures à peine perceptibles prises une à une mais pourtant manifestes lorsqu'accumulées qui assurent la reproduction du *pattern* actuel. Le *PAC-Social*, à sa manière, puisqu'il ne casse que très peu avec ces logiques déjà anciennes, peut être considéré comme une intervention iatrogène, qui accentue et raffine cette reproduction justement car elle semble à présent plus légitime et moins sombre.

Ce décloisonnement peut ainsi se faire sur un mode géographique – par la prise en compte de ces autres espaces de production ou de maintien des inégalités. Mais il me semble que le travail entrepris ici nous permet d'en entrevoir une seconde et une tierce dimension. Car comprendre la favela qui se vit aujourd'hui passe peut-être par une exploration de la favela *qui se dit*, celle d'aujourd'hui, certes, mais éclairée, élargie et recentrée, par celle qui l'a précédée. Il est mon avis qu'une analyse critique et profonde d'un contexte – surtout un contexte tellement commenté, tellement naturalisé – doit, pour afficher ses couleurs hors des jeux d'habitude et des lieux devenus communs, de passer par une certaine déconstruction du discours qui l'entoure, et que le passage par le trajet qui l'a mené à son point actuel ne peut que mieux faire apparaître le retour du refoulé lorsqu'il se drape de nouveaux atours, et de

comprendre la portée réelle des transformations majeures – rares, mais pourtant pas inexistantes – qui l’affectent parfois. Mais ce travail d’expansion de perspective n’a de sens que s’il s’accompagne d’un regard proximal, suivant de près les liens entre les idées, leur formulation, leur mise en œuvre et les milieux sociaux qui les façonnent et qui sont ultimement façonnés par eux.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉLÈS, Marc. (2006). *Politique de la survie*, Paris : Flammarion, 241 p.
- ABREU, Mauricio. (1994). «Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro», *Genèses*, 16(1) : 45-68
- AGAMBEN, Giorgio. (1998). *Homo Sacer : Sovereign Power and Bare Life*, Chicago: University of Chicago Press: 119-188
- AGAMBEN, Giorgio. (2002). *Moyens sans fins. Notes sur la politique*, Paris : Éditions Payot & Rivages : 25-56
- AGENCIA 21 E GOVERNO DO RIO DE JANEIRO. (2009). *Complexo da Rocinha, Rio de Janeiro: Censo Domiciliar*. Relatório Final, PAC-Rocinha, 64 p.
- AGENCIA 21 E GOVERNO DO RIO DE JANEIRO. (2009). *Complexo da Rocinha, Rio de Janeiro: Censo Empresarial*. Relatório Final, PAC-Rocinha, 69 p.
- ALSAYYAD, Nezar et Ananya ROY. (2006). «Medieval Modernity : On citizenship and Urbanism in a Global Era», *Space and Polity*, 10(1): 1-20
- ANDRADE, Oswald de. (1970 [1928]). «Manifesto Antropófago», in *Obras Completas : do Pau-Brasil á Antropofagia e ás utopias*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira.
- ARIAS, Enrique Desmond. (2008). *Drugs and Democracy in Rio de Janeiro: Trafficking, Social Networks, and Public Policy*, Chapel Hill: University of North Carolina Press, 304 p.
- ARIAS, Enrique Desmond. (2006). «The Dynamics of Criminal Governance: Networks and Social Order in Rio de Janeiro», *Journal of Latin American Studies*, vol. 38: 293-325
- ARMAZEM DE DADOS. (2002). *Evolução da população de favelas na cidade de Rio de Janeiro: uma reflexão sobre os dados mais recentes*, Coleção Estudos Cariocas, Rio de Janeiro: Instituto Municipal de Urbanismo Pereira Passos, 15 p., document électronique
(http://portalgeo.rio.rj.gov.br/estudoscaricocas/download/2403_Evolu%C3%A7%C3%A3o%20da%20popula%C3%A7%C3%A3o%20de%20favelas%20na%20cidade%20do%20Rio%20de%20Janeiro.pdf, consulté le 2 mai 2010).
- BANDEIRA, Luiz A. (2006). «Brazil as a Regional Power and its Relations with the United States», *Latin American Perspectives*, 33(3): 12-27
- BASTIDE, Roger. (1999[1961]). *Brésil, terre des contrastes*, Paris: L'Harmattan, 356 p.
- BAUMAN, Zygmunt. (1999). *Le coût humain de la globalisation*, Paris: Hachette, pp. 157-191
- BIRMAN, Patricia. (2009). «Favela é comunidade?», in LEITE et SILVA (Orgs.), *Vida sob Cerco: violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro: Editora Nova Fronteira: 99-114
- BOURDIEU, Pierre (Dir.). (1993). *La misère du monde*, Paris : Éditions du Seuil, 1461 p.

- BOURDIEU, Pierre. (1984). «Espace social et génèse des classes», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52/53 : 3-12
- BOURDIEU, Pierre. (1980). *Le sens pratique*, Paris : Éditions de Minuit, pp.87-109
- BOURGOIS, Philippe. (1995). *In search of respect: selling crack in El Barrio*, Cambridge: Cambridge University Press, 392 p.
- BURGOS, Marcelo Bauman. (2005). «Cidade, territórios e cidadania», *Dados*, Rio de Janeiro, 48(1): 1-32
- BURGOS, Marcelo Baumann. (1998). «Dos parques proletários ao Favela-Bairro: as políticas públicas nas favelas do Rio De Janeiro», in ZALUAR, Alba e ALVITO, Marcos. *Um século de Favela*, Rio de Janeiro: Fundação Getulio Vargas Editora: 25-60
- CALDEIRA, Teresa P.R. (2006). «'I came to sabotage your reasoning!': Violence and resignifications of justice in Brazil», in COMAROFF, Jean and John (Eds.), *Law and Disorder in the Postcolony*, Chicago et Londres: University of Chicago Press: 102-149
- CALDEIRA, Teresa P.R. (2001). *City of walls: crime, segregation and citizenship in São Paulo*, Berkeley: University of California Press, 487 p.
- CALDEIRA, Teresa et James HOSLTON. (2005). «State and urban space in Brazil: from Modernist Planning to Democratic Interventions», in Ong, Aihwa et Stephen J. Collier (Eds.). (2005). *Global Assemblages: Technology, Governmentality, Ethics*, London: Blackwell: 393-416.
- CAVALCANTI, Mariana. (2007). *Of Shacks, Houses and Fortresses: an Ethnography of Favela Consolidation in Rio de Janeiro*, Ph.D Dissertation in Anthropology, Chicago: University of Chicago, 361 p.
- COMAROFF, Jean et John L. (2006). «Law and disorder in the postcolony: an introduction», in *Law and disorder in the postcolony*, Chicago: University of Chicago Press: 1-56
- COMAROFF, Jean & John L. (1991). *Of Revelation and Revolution: Christianity, Colonialism and Consciousness in South Africa*, Chicago: University of Chicago Press: 13-32
- COMAROFF, Jean. (1985). *Body of power, spirit of resistance: the culture and history of a South African people*, Chicago: University of Chicago Press, 296 p.
- COSTA VARGAS, Joao H. (2004). «Hyperconsciousness of race and its negation: the dialectics of white supremacy in Brazil», *Identities*, 11 (4): 443-470
- DA CUNHA, Euclides. (1997[1902]). *Os Sertões*, Rio de Janeiro: Laemmert Editora.
- DA MATTA, Roberto. (1991). *Carnivals, Rogues and Heroes. An Interpretation of the Brazilian Dilemma*, Notre Dame/London: University of Notre Dame Press, 279 p.
- DAS, Veena et Deborah POOLE (Eds) (2004). «State and its margins: comparative ethnographies», in *Anthropology in the margins of the state*, Santa Fe: School of American Research Press: 3-33
- DAVIS, Mike. (2006). *Planet of Slums*, London & New York: Verso, 228 p.

- DE CERTEAU, Michel. (1984). *The Practice of Everyday Life*, Berkeley: University of California Press, 374 p.
- DELEUZE, Gilles. (1989). «Qu'est-ce qu'un dispositif?», in Collectif, *Michel Foucault, philosophe*, Paris, Seuil : 185-195
- DPH. (2004). «Zona Especial de Interesse Social (ZEIS)», <http://base.d-ph.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-6767.html> (consulté le 18 décembre 2009).
- DREYFUS, Hubert et Paul RABINOW. (1984). *Michel Foucault. Un parcours philosophique*, Paris, Gallimard : 366 p.
- DRUMMOND, Didier. (1981). *Architectes des favelas*, Paris: Dunod, 112 p.
- DUFFIELD, Mark. (2005). «Getting savages to fight barbarians: development, security and the colonial present», *Conflict, Security and Development*, 5(2): 141-159
- DUFFIELD, Mark. (2004). «Carry on killing: global governance, humanitarianism and terror» *Danish Institute for International Studies (DIIS) working paper*, 23: 1-24
- ELDEN, Stuart et Jeremy W. CRAMPTON. (2007). *Space, Knowledge and Power: Foucault and Geography*, Burlington: Ashgate Publishing: 1-18
- ELIAS, Norbert. (1997[1965]). *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris : Fayard, 278 p.
- ESCOBAR, Arturo. (1995). *Encountering Development: the making and unmaking of the third world*, Princeton: Princeton University Press, 290 p.
- FARMER, Paul (2004). «An anthropology of structural violence», *Current Anthropology*, 45(3): 305-325
- FASSIN, Didier. (2004). « Le corps exposé. Essai d'économie morale de l'illégitimité », in Fassin, Didier et Dominique Memmi (Eds.), *Le gouvernement des corps*, Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales : 237-266
- FERREIRA, Jaqueline. (2007). «Entre assistance et promotion de la santé : vicissitudes et ambiguïtés de l'intervention humanitaire au Brésil», *Anthropologie & sociétés*, 31(2) : 133-150
- FISCHER, Brodwyn. (2008). *A Poverty of Rights: Citizenship and Inequality in Twentieth-Century Rio de Janeiro*, Stanford: Stanford University Press, 488 p.
- FISCHER, Brodwyn. (2004). «Quase pretos de tão pobres? Race and Social Discrimination in Rio de Janeiro's Twentieth-Century Criminal Courts», *Latin American Research Review*, 39(1): 31-59
- FOUCAULT, Michel. (2004[1979]). *Naissance de la Biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris : Seuil/Gallimard, 355 p.
- FOUCAULT, Michel. (2004[1978]). *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris : Seuil/Gallimard, 435 p.
- FOUCAULT, Michel. (1997[1976]). «*Il faut défendre la société*» : cours au collège de France, 1975-1976, Paris : Gallimard/Seuil : 21-100

- FOUCAULT, Michel. (1994[1984]). «Michel Foucault», in *Dits et Écrits (T.4)*, Paris, Gallimard : 631-636
- FOUCAULT, Michel. (1994[1982]). « Les sujet et le pouvoir », *Dits et Écrits (T. 3)*, Paris : Gallimard : 222-243
- FOUCAULT, Michel. (1994 [1977]). «Le jeu de Michel Foucault», in *Dits et écrits, T. 3*, Paris, Gallimard : 298-329
- FOUCAULT, Michel. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 318 p.
- FOUCAULT, Michel. (1971). *L'ordre du discours: leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 81 p.
- FOUCAULT, Michel. (1966). *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 398 p.
- FREIRE MEDEIROS, Bianca. (2007). « A favela que se vê e que se vende: reflexões e polêmicas em torno de um destino turístico», *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Sao Paulo, 22(65): 1-21
- FREYRE, Gilberto. (1986[1933]) *The Masters and the Slaves*, Berkeley: University of California Press, 550 p.
- GILBERT, Roy (1995). «Rio de Janeiro: the make-up of a megacity», *Habitat International*, 19(1): 91-122
- GLEDHILL, John. (2005). «Citizenship and the social geography of deep neoliberalization», *Anthropologica*, 47(1): 81-100
- GOLDSTEIN, Donna M. (2003). *Laughter out of place: race, class, violence, and sexuality in a Rio shantytown*, Berkeley: University of California Press, 349 p.
- GOVERNO DO RIO DE JANEIRO. (2008). «O PAC chega a Rocinha, Alemão e Manguinhos», *Informativo da Secretaria de Estado de Obras*, 2(12): 1-7
- GOVERNO DO RIO DE JANEIRO. (2008). *Programa de Urbanização de Favelas – PAC*, Présentation power point, 16 p., www.ensp.fiocruz.br/biblioteca/dados/txt_443311026.ppt (consulté le 26 janvier 2010)
- GRYNSZPAN, Mario & Dulce C. PANDOLFI. (2004). *A Favela Fala*, Rio de Janeiro: FGV Editora, 360 p.
- GRYNSZPAN, Mario et Dulce C. PANDOLFI, (2002). «Poder Público e Favelas : uma relação delicada», in *CIDADE: história e desafios*, Lúcia Lippi OLIVEIRA, org. Rio de Janeiro: Ed. Fundação Getúlio Vargas: 238-255
- GUPTA, Akhil. (2005). «Narratives of Corruption: Anthropological and Fictional Accounts of the Indian State», *Ethnography*, 6(1): 5-34
- GUPTA, Akhil. (1995) «Blurred Boundaries: The Discourse of Corruption, the Culture of Politics, and the Imagined State», *American Ethnologist*, 22(2): 375-402

- HERZFELD, Michael. (1997). *Cultural intimacy: social poetics in the Nation-State*, New York and London: Routledge: 1-36
- HERZFELD, Michael. (1992). *The Social Production of Indifference: exploring the symbolic roots of western bureaucracy*, Chicago: University of Chicago Press, 212 p.
- HOLSTON, James. (2008). *Insurgent citizenship: disjunctions of democracy and modernity in Brazil*, Princeton: Princeton University Press, 396 p.
- HOLSTON, James. (1989). *The Modernist City: An Anthropological Critique of Brasilia*, Chicago: University of Chicago Press, 369 p.
- HUGGINS, Martha K. (2000). «Legacies of Authoritarianism: Brazilian Torturers' and Murderers' Reformulation of Memory», *Latin American Perspectives*, 27(2): 57-78
- HUXLEY, Margo (2007). «Geographies of Governmentality», in ELDEN, Stuart et Jeremy W. CRAMPTON, *Space, Knowledge and Power: Foucault and Geography*, Burlington: Ashgate Publishing: 185-204
- JAGUARIBE, Beatriz. (2004). «Favelas and the aesthetics of realism: representations in films and literature», *Journal of Latin American Cultural Studies*, 13(3): 327-342
- JUSBRASIL NOTICIAS. (2009). «Projeto prevê permuta de imóveis para viabilizar PAC na Rocinha», 17 février 2009, <http://www.iusbrasil.com.br/noticias/808383/projeto-preve-permuta-de-imoveis-para-viabilizar-pac-na-rocinha> (site consulté le 29 mai 2010)
- KLINTOWITZ, Danielle K. (2007). *A (re)invenção da Praça: A experiência da Rocinha e suas fronteiras*, Mémoire de Maîtrise en Urbanisme, PUC-Campinas, 201 p.
- LAWRENCE, Denise L. et SETHA M. LOW. (1990). «The Built environment and spatial form», *Annual Review of Anthropology*, 19:453
- LEEDS, Elizabeth. (1996). «Cocaine and parallel politics in the Brazilian urban periphery», *Latin American Research Review*, 31(3) : 47-83
- LEEDS, Anthony & Elizabeth. (1978). *A Sociologia do Brasil Urbano*, Rio de Janeiro: Jorge Zahar, 378 p.
- LEIBING, Annette. (2001). «Marcinho et Mauricinho: la violence et les «nouveaux» héros de Rio de Janeiro, Brésil», *Anthropologie et sociétés*, vol. 25, # 3 : 51-67
- LEITÃO, Gêronimo. (2007). «Transformações na estrutura socioespacial das favelas cariocas: a Rocinha como um exemplo», *Cadernos Metropole*, 18: 135-155
- LEGG, Stephen. (2007). «Beyond the European Province : Foucault and Postcolonialism», in in ELDEN, Stuart et Jeremy W. CRAMPTON, *Space, Knowledge and Power: Foucault and Geography*, Burlington: Ashgate Publishing: 265-289
- LEWIS, Oscar. (1959). *Five Families : Mexican case studies in the Culture of Poverty*, New York: Basic Books, 351 p.
- LEWIS, Oscar. (1969). *La vida ; une famille porto-ricaine dans une culture de pauvreté: San Juan et New York*, Paris : Gallimard, 816 p.

- LINS, Paulo. (1997). *Cidade de Deus: romance*, Rio de Janeiro: Companhia das Letras, 550 p.
- MBEMBE, Achille. (2001). «The Aesthetics of Vulgarity», in *On the Postcolony*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press: 102-141
- MCCANN, Bryan. (2006). «The Political Evolution of Rio de Janeiro's Favelas: Recent Works», *Latin American Research Review*, Vol. 41, No. 3: 149-163
- MCLEAN, Athena et Annette LEIBING. (2007). *The Shadow Side of Fieldwork: exploring the borders between ethnography and life*, Malden: Blackwell, 302 p.
- McMURRAY, David A. (2003). « Recognition of State Authority as a Cost of Involvement in Moroccan Border Crime», in PARNELL, Philip et Stephanie KANE (EDS). (2003). *Crime's Power: anthropologists and the ethnography of crime*, New York : Palgrave MacMillan: 125-142
- MEADE, Teresa. (1989). « 'Living Worse and Costing More': Resistance and Riot in Rio de Janeiro, 1890-1917», *Journal of Latin American Studies*, 21(2): 241-266
- MEADE, Teresa. (1986). «"Civilizing Rio de Janeiro:" The Public Health Campaign and the Riot of 1904», *Journal of Social History*, 20(2): 301-322
- MINISTERIO DA JUSTIÇA. (2010). «Pronasci: Programa Nacional de Segurança Pública com Cidadania», <http://www.mj.gov.br/pronasci/data/Pages/MJF4F53AB1PTBRNN.htm> (site consulté le 29 mai 2010)
- MORAIS, Lecio et Alfredo SAAD-FILHO. (2005). «Lula and the Continuity of Neoliberalism in Brazil: Strategic Choice, Economic Imperative or Political Schizophrenia», *Historical Materialism*, 13(1): 3-32
- NEEDEL, Jeffrey. (1995). «Rio de Janeiro and Buenos Aires: Public Space and Public Consciousness in *fin-de-siècle* Latin America», *Comparative Studies in Society and History*, 37(3): 519-540
- O'HARE, Greg et Michael Bark, (2002). «The Favelas of Rio de Janeiro : a Temporal and Spatial Analysis», *GeoJournal*, 56 : 225-240
- PAMUK, Aise et Paulo CAVALIERRI. (1998). «Alleviating urban poverty in a global city: new trends in upgrading Rio-de-Janeiro's favelas», *Habitat International*, 22(4): 449-462
- PANDOLFI, Mariella et Lawrence MCFALLS, (2009). «Intervention as Order: Therapeutic Domination in Balkan Territories», *Antropologia Medica*, Special Issue, Pizza, G. and H. Johannessen (eds.), "Embodiment and the State".
- PAUGAM, Serge. (1994). *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris : Presses Universitaires de France : 83-115
- PENGLASE, Ben. (2009). «The Bastard Child of the Dictatorship: the Comando Vermelho and the Birth of 'Narco-Culture' in Rio de Janeiro», *Luso-Brazilian Review*, 45(1): 118-145

- PERLMAN, Janice E. (2005). «The myth of marginality revisited: the case of the favelas of Rio de Janeiro 1969-2003», <http://www.worldbank.org/urban/symposium2005/papers/perlman.pdf> (consulté le 10 novembre 2008)
- PERLMAN, Janice E. (1976). *The myth of marginality: urban poverty and politics in Rio de Janeiro*, Berkeley: University of California Press, 341 p.
- PRÉTECEILLE, Edmond et Licia VALLADARES, (2000). «Favela, Favelas: Unidade ou diversidade da favela carioca ». In Ribeiro, Luiz César de Queiroz (org.) *O Futuro das Metrôpoles: Desigualdades e governabilidade*. Rio de Janeiro: Revan, Observatório de Políticas Urbanas e Gestão Municipal : 375-403
- PUPAVAC, Vanessa. (2005). «Human security and the rise of global therapeutic governance», *Conflict, Security and Development*, 5(2): 161-181
- RABINOW, Paul. (1982). «Ordonnance, discipline, regulation: some reflections on urbanism», *Humanities in Society*, 5(3) : 267-278
- RAMOS, Silvia. (2006). «Respostas brasileiras à violência e novas mediações: o caso do Grupo Cultural AfroReggae e a experiência do projeto Juventude e Polícia», *Ciência e Saúde Coletiva*, vol.11, supp. 0: 1-35
- RILEY, Elizabeth, *et al.* (2001). «Favela-Bairro and a New Generation of Housing Programmes for the Urban Poor», *Geoforum*, 32: 521-531
- ROSALDO, Renato. (1986). «From the door to his tent: the Fieldworker and the Inquisitor», in CLIFFORD, James and George MARCUS (Eds.). *Writing Culture: the politics and poetics of ethnography*, Berkeley: University of California Press: 77-97
- SCHEPER-HUGHES, Nancy. (1993). *Death without weeping: the violence of everyday life in Brazil*, Berkeley: University of California Press, 628 p.
- SHERIFF, Robin E. (2001). *Dreaming equality : color, race, and racism in urban Brazil*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 264 p.
- STATISTIQUES MONDIALES. (2009). «Le coefficient de Gini par ordre alphabétique de pays», <http://www.statistiques-mondiales.com/gini.htm> (consulté le 18 décembre 2009).
- SILVA, Luis Antonio Machado da et LEITE, Marcia Pereira. (2007). «Violência, crime e polícia: o que os favelados dizem quando falam desses temas?», *Sociedade e Estado*, Brasília, 22 (3): 545-591
- SILVA, Luis Antonio Machado da. (2004). « SOCIABILIDADE VIOLENTA: por uma interpretação da criminalidade contemporânea no Brasil urbano », *Sociedade e Estado*, Brasília, 19(1): 53-84
- SILVA, Luis Antonio Machado da. (2002). «A continuidade do 'problema da favela'», in *CIDADE: história e desafios*, Lúcia Lippi OLIVEIRA, org. Rio de Janeiro: Ed. Fundação Getulio Vargas: 220-237
- SILVA, Luis Antonio Machado da. (1967). « A política na favela », *Cadernos de Estudos Brasileiros*, 9(41): 35-47

- SOARES, Luis E., André BATISTA et Rodrigo PIMENTEL. (2006). *Elite da Tropa*, Rio de Janeiro: Objetiva Editora, 315 p.
- SOUZA E SILVA, Jailson & BARBOSA, Jorge Luiz. (2005). *Favela: dor e alegria na cidade*, Rio de Janeiro: SENAC Rio Editora, 229 p.
- TAUSSIG, Michael. (1984). «Culture of Terror--Space of Death. Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture», *Comparative Studies in Society and History*, 26(3): 467-497
- TOLEDO, Luiz Carlos, et al. (2005). *Derrubando os Muros: planejamento participativo e integraçao social na comunidade da Rocinha*, Rio de Janeiro, Document présenté dans le cadre du Concours National du PAC-Favelas, 17 p.
- UNIAO PRO-MELHORAMENTO DOS MORADORES DA ROCINHA (UPMMR). (1983). *Varal de Lembranças*, Rio de Janeiro: Tempo e Presença, 245 p.
- VALLADARES, Licia et Lidia MEDEIROS. (2003). *Pensando as Favelas do Rio de Janeiro, 1906-2000*, Rio de Janeiro: Urban-Data Brasil, 381 p.
- VALLADARES, Licia do Prado . (2006). *La favela d'un siècle à l'autre : mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 229 p.
- VALLADARES, Licia do Prado. (1978). *Passa-se uma casa: análise do programa de remoções de favela do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro: Jorge Zahar, 221 p.
- VAZ, Paulo, et al. (2005). «Pobreza e Risco : a imagem da favela no noticiário do crime», *Cultura e Educação*, 7(7).
- WACQUANT, Loïc. (2003). «Toward a dictatorship upon the poor? Notes on penalization of poverty in Brazil», *Punishment Society*, 5(2): 197-205
- WACQUANT, Loïc. (2006). *Parias urbains : ghetto, banlieues, État*, Paris : La Découverte, 332 p.
- ZALUAR, Alba. (1998). «Crime, medo e política», in ZALUAR, Alba e ALVITO, Marcos. *Um seculo de Favela*, Rio de Janeiro: Fundação Getulio Vargas Editora: 209-232
- ZALUAR, Alba. (1985). *A máquina e a revolta*. São Paulo: Brasiliense, 270 p.
- ZALUAR, Alba e ALVITO, Marcos. (1998) *Um seculo de Favela*, Rio de Janeiro: Fundação Getulio Vargas Editora, 370 p.
- ZALUAR, Alba et Isabel Siqueira CONCEIÇÃO. (2007). «Favelas sob o controle das milicias no Rio de Janeiro», *São Paulo em Perspectiva*, 21(2): 89-101

ANNEXE

Citations. Originaux en portugais.

N.B. Le document compile tous les passages du mémoire citant des sources brésiliennes, dont voici les versions originales. Ceci inclut tant les citations tirées d'ouvrages publiés que celles qui proviennent de mes entretiens. Les «citations reconstituées» à partir de mes notes de terrain – ce qui inclut mes conversations informelles et le contenu des réunions et conférences auxquelles j'ai assisté - ont été simultanément traduites en français dans mes cahiers de terrain, et ne sont donc pas incluses ici. Les verbatims ont été rédigés à partir de bandes enregistrées, et traduits par moi-même, au meilleur de mes connaissances. Les versions portugaises permettent aux lecteurs sceptiques de se faire leur propre idée des propos originaux.

Le numéro de page précédent la citation correspond à la page où l'on trouve la traduction dans le mémoire. Comme à l'intérieur des chapitres (voir note 105), mes sources premières (entretiens comme documents officiels) sont ici codées, pour alléger la citation (EMOP, Toledo, AMASCO, PAC-Social). Mon entretien avec la fonctionnaire du PAC-Légal sera ici listé en tant que **PAC-Légal**. Les autres sources seront indiquées avec une référence plus traditionnelle (Nom, date : page).

p. 58 «Cidadania chega às comunidades! [...]Não se trata de levar apenas obras. A intervenção é de governo, unindo todas as secretarias em um projeto único em prol da melhoria da qualidade de vida da população. O governador Sérgio Cabral quer que todos os secretários detalhem com as comunidades os projetos que serão desenvolvidos na região. Com isso estaremos levando cidadania aos moradores, mas atendendo a um anseio da população». (EMOP, p. 3)

p. 58 «As favelas são bairros dentro da cidade que cresceram sem qualquer planejamento, sem a infra-estrutura adequada e com imensa carência de prestação de serviços públicos. [...]Planejar e implementar de forma integrada as políticas públicas, executar obras de urbanização e desenvolver social e economicamente as áreas consideradas socialmente de risco do Rio de Janeiro.»

(Tiré de la présentation Powerpoint du *Programa de Urbanização de Favelas/PAC* (www.ensp.fiocruz.br/biblioteca/dados/txt_443311026.ppt))

p. 67 «Proliferando em torno dos bairros residenciais mais populosos da Cidade, as favelas, aos poucos, foram transformando-se em nucleos de marginais da sociedade, vivendo exclusivamente na base da mais completa ilegalidade. Desde a ocupação de terrenos [...] até as ligações electricas clandestinas, o favelado torna-se um parasito do Estado, perante o qual, se não recebe favores, não teve deveres de especie alguma. Vegetando na promiscuidade, essas populações formam um mundo à parte, sem direitos, mas sem obrigações. A utopica aspiração de urbanizar as favelas opoem-se os mais elementares principios da logica administrativa. O ideal não é estimular a favela, mas elimina-la.» (Valladares, 1978 : 33)

p. 72-73 «A questão da interrupção da gravidez tem tudo a ver com a violência pública. Quem diz isso não sou eu, são os autores do livro *Freakonomics*. [...] Eles mostram que a redução da violência nos EUA na década de 90 esta intrinsecamente ligada a legalização do aborto em 1975 pela Suprema Corte Americana. [...] Você pega o numero de filhos por mãe na Lagoa Rodrigo de Freitas, Tijuca, Meier e Copacabana, é padrão sueco. Agora pega na Rocinha. É padrão Zambia, Gabão! Isso é uma fábrica de produzir marginal.» (Birman, 2009 : 99)

p. 73 «A noção de território remete à idéia de um microcosmo, que inclui diferentes formas de organização da habitação popular - inclusive a favela - e que se diferencia da cidade, que é o domínio dos direitos universais, fonte da igualdade e da liberdade; em uma palavra, da cidadania. [...]A lógica territorial - originalmente inscrita na forma de favela, e agora generalizada nas diferentes áreas ecológicas da habitação popular - tende a aprisionar seus moradores em espaços fortemente controlados, onde faltam condições mínimas para o exercício dos mais elementares direitos civis, a começar pelo direito à integridade física.» (Burgos, 2005 :3-4)

p. 81 «A Favela da Rocinha está mudando de cara. Obras dos governos federal e estadual estão transformando a comunidade no bairro que ela já é, mas apenas no nome.» (Journal Globo, 30 novembre 2009)

p. 81 «...um instrumento importante para eliminar as condições físicas, sociais e perceptivas adversas que estigmatizam e prejudicam o bairro. Essas condições poderão ser neutralizadas através da integração entre regulação urbanística, controle do meio-ambiente e parâmetros pactuados para seu crescimento sustentável, resultando em uma nova imagem urbana.» (Toledo, p. 4)

p. 82 « Derrubando os Muros: planejamento participativo e integração social na comunidade da Rocinha no Rio de Janeiro» (Toledo, p. 1)

p.82 «O PAC chega à Rocinha,Alemão e Manguinhos» (EMOP, p. 1)

p. 83-84 «...é um minho de problemas, é um minho de marginalidade que vai continuar-se daquela maneira. É uma mistura de pessoas de boa vontade, de pessoas sérias, com pessoas que não são sérias, que ficam deitado no meio do caminho.» (AMASCO)

p. 84 «...a Rocinha apresenta dados alarmantes: os piores índices de analfabetismo e escolaridade média entre os adultos.» (Toledo : 4)

p. 84 «É que... vou dar um exemplo: qualquer informação que passa por um morador, ele sai pisa na rua, ele conta outros cinco moradores, vão no beco e contam para vinte. Nesse beco, não tem um morador que recebe o jornal em casa. Então onde que pega a informação? Pega do outro mesmo. Isso gera uma pressão... uma pressão muito grande, e não tem como voce negligenciar isso no processo. Nos estamos sempre *informando muito muito muito*... porque a desinformação, ela é estrutural. As pessoas em grande parte não sabem ler. Por outro lado, a informação nao chega também na residencia delas. As escolas... muitas vezes o filho não traz a informação, a escola também nao da informação... Então e uma... é um territorio que... assim como você deve ler, ghetto, ou áreas de exclusão, ele pouco se relaciona com... o sistema formal, com a rede de informação formais. Então isso gera uma tensão constante, é muito tenso. Toda informação repercute, e pode ser negativo... é a densidade urbana mesmo.» (PAC-Social)

p.85 «...as comunidades são verdadeiras fábricas de talento, mas que faltam oportunidades...» (EMOP, p. 3)

p.85 «Tem também comunidades [em Copacabana], tá certo... mas talvez não tão *evoluidas* como essa daqui. Porque inclusive a Rocinha é um *bairro*, não sei se voce sabia. Em 1993, ela foi declarado um bairro oficial, pela... pela prefeitura. [...] Essas pessoas, uma classe social que vem da miseria, há trezete, quarenta anos, do nordeste, e hoje é classe media... quase classe media-alta.» (AMASCO)

p. 85 « E nos fomos conhecer os meandros no bom senso: a diversidade... a variedade de pessoas que moram lá, que parecem de todos niveis sociais, do miseravel à classe media. Por exemplo, a Rocinha tem 6000 mil lojas, não sei se sabe disso... Tem 800 centos micorempresas, catalogado no SEBRAM [...] Tem um grupo de canto coral, tem un grupo de rapazes jovens que tocam violino, uma serie de coisas... tem três filiais bancarias, e *nemhum devedor*... tá melhor que nos Estados Unidos: nenhum devedor e nehuma agressão, nehuma violência. » (AMASCO)

p. 86 «De um lado, [a Rocinha] apresenta, em un cenário unico, todos os problemas encontrados nas ocupações de alta densidade e renda baixa, tais como doenças endêmicas de saude pública, fluxos migratorios erraticos e constantes, demandas habitacionais crescentes, deficiências nos sistemas de infraestrutura, padrões diversos e instaveis de renda, condições precarias no meio-ambiente natural. De outro, demonstra possuir todas as características observadas no perfil sociocultural brasileiro: diversidade cultural, miscigenação racial, capacidade criativa e empresarial e principalmente, imerção social.» (Toledo: 9)

p. 86 «Propomos a preservação dos testemunhos que afirmam as identidades da Rocinha, apoiada em diferentes tipos de instrumentos: inventario, tombamentos e normas urbanisticas, visando com isto resgatar a historia da ocupação do bairro, registrar a memoria coletiva de seus moradores e identificar os remanescentes geradores da atual ocupação.»(Toledo, p. 5)

p. 86 «...tem a perspectiva de reconhecer o que está lá construído, e reconhecer até a riqueza da tipologia dos bairros formais, e dar infraestrutura pra isso.» (PAC-Social)

p. 86-87 «Na Rocinha, além do Centro Integrado de Assistência à Saúde (CIAS) será construída uma Creche Modelo, que servirá de posto avançado da Secretaria de Educação e fará a capacitação dos profissionais das inúmeras creches que existem na comunidade.» (EMOP, p. 3)

p. 87 «Mas, a meu ver, muito mais importante que todas essas melhorias físicas é a transformação mental que acreditamos irá acontecer nas três comunidades. Hoje quem mora nessas favelas é visto de longe, da mesma forma que a divisão favela/asfalto está presente na mente daqueles que vivem nas comunidades. A nossa expectativa é de fazer um trabalho de urbanização na mente dessas pessoas, integrá-los em programas sociais, esportivos, culturais e de geração de renda.» (Sergio Cabral, dans EMOP, p. 2)

p. 88 «Boa parte dos problemas relacionados a saúde e ao déficit de saneamento decorre da sua própria estrutura espacial muito densa, com espaços públicos exigüos, casas mal ventiladas e pouco iluminadas.» (Toledo, p.4)

p. 88 «A Rocinha tem um problema de equipamento et de abafamento que é o problema da tuberculose, porque não tem ventilação, hein?... um encima do outro, quer dizer... e aquela sujeira, então... Isso vai envolver... não e só abreza, vai vir também uma mudança de saneamento, de iluminação, de serviços, de novos empreendedores que viram por aca, tá certo? E esses negócios vão trazer empreendimentos, que vão dar trabalho as pessoas daqui também. Então, isso daí tem que mover, eu acho.» (AMASCO)

p. 89 «Convidamos representantes das várias... vertentes da sociedade civil. Foram para a sede de cada condição, ao conselho regional de engenharia e arquitetura, o instituto dos arquitetos do Brasil, associação comercial, federação das indústrias do Rio de Janeiro, associação do mercado imobiliário... todas as entidades. É cada um manda um representante, *gratuitamente*, e foi se formando um grupo de trabalho. Isso demorou mais o menos dois anos. E também, pedimos, que os [...] associações de moradores da Rocinha... [...] Revolvemos convidar também. Então temos quatro, cinco ou seis líderes da Rocinha, cada um representando uma área lá da comunidade. E resolvemos... e prezamos que... sem eles participar, não haveria como fazer um... um avanço, né?» (AMASCO)

p. 89 «É um interesse nosso que essa região, que é tão bonita assim, seja fruto de um desenvolvimento saudável. Pra todos, nem isolados, que gente bate. São Conrado e Rocinha são praticamente irmãos gêmeos. Um vai bem, o outro vai bem. 90% dos trabalhadores que fazem carpintaria, pintura... outros são empregados nos prédios aqui, morram na Rocinha. Uma grande parte dos funcionarios da Comlurb, são da Rocinha. Uma grande parte dos funcionarios daqui, do fashion mall, são da Rocinha. Tudo é como... tudo é um engrenagem só. As pessoas têm que viver bem. Têm que ter uma boa cabeça no corpo, e têm. Sempre querem fazer esse tipo, até hoje, de relacionamento.» (AMASCO)

p. 90 « ...tivemos que buscar apoio de pessoas que moram aqui, que são impresarios, que tem interesse tambem, além de morar, interesses de negocio aqui na região, que querem que a região prospera. » (AMASCO)

p. 90 «... a procura de seu fortalecimento como produtora de cultura contribuido para a inclusao social e integraçao com moradores de outras partes da cidade que poderao conhecer e disfrutar da rede cultural local.» (Toledo, p. 5)

p. 90 «Com certeza, os novos equipamentos, eles nada mais são do que um suporte logístico pra ação do poder público. Ou seja, eles vão dar condições, para que o poder atua com muito mais eficiência: m campanhas e em prevenções e eventos e trabalho diário.» (PAC-Social)

p. 91 « A abertura física é uma abertura de mente também.» (AMASCO)

p. 92 «Nos lugares miseráveis, a falta do dinheiro é muito presente. Então é muito commum que desde pequeno, os meninos começam refletir encima do dinheiro. Eu pedo dinheiro, ele me pedi dinheiro... Então, isso cria uma lógica de raciocínio repleta de valor de troca: as coisas valem aquilo que se pode ser trocadas. E quanto que o valor de uso que a gente vê nos bairros ricos ou nos status mais altos, como por exemplo: «Adoro esse banco! Adoro esse lugar! O vento é gostoso!», essas questões eram aqui, infelizmente... elas são cada vez mais mináveis pela imposição do valor de troca, do valor de consumo, do conforto que tem custo... e a gente lida com isso em todos os momentos.» (PAC-Social)

p. 92 «Então, ninguém acredita. Não acredita, porque ja prometeu muito que nunca se fiz, e quando foi feito, foi feito a quem tem expectativa. Então, essa fala, ela é feita num ambiente... de *total desesperança*. Ninguém acredita, não acredita no governo, não acredita em si, não acredita no outro, portanto não respeito o governo, não se respeito e não respeita o outro. A *desesperança*... ela é cruel.» (PAC-Social)

p. 93 «Se voce não sonha, voce não vive. Então, o que eu diria que é o *principal* resultado dessa intervenção é o... é você dar a chance de voltar a sonhar... com accões concretas. Então, voce dar chances concretas do retorno da... da esperança.» (PAC-Social)

p. 94 «- É inadmissível que esses grandes complexos tenham apenas um posto de saúde, duas escolas. Elas possuem muito mais moradores que grande parte de nossos municípios, mas, ao longo dos anos, foram esquecidos pelo poder público. Fica difícil para eles verem os bairros próximos com todos os serviços e eles relegados a um segundo plano». (EMOP, p. 4)

p. 95 «... a Rocinha, um bairro estigmatizado e cercado por muralhas virtuais que o separam da cidade formal. Tais barreiras, mais perceptíveis junto aos bairros vizinhos – Gávea São Conrado – devem ser derrubadas, estimulando a integração da Rocinha com o entorno através da ordenação urbanística, do respeito ao meio-ambiente e da opção pelo crescimento sustentável, valores que contribuirão para a construção de uma nova imagem da comunidade.» (Toledo, p. 2)

p. 96 «Resolvemos então formar um fórum de... urbanização da Rocinha. Nos chegamos a conclusão que sempre botando só polícia, nem armas, isso não vai resolver. Precisa que dar uma mudança urbanística na área, né. Pega um, outro se mudou, outro aqui... que aqui não vão resolver nada. Vai ser... é um minho de problemas, é um minho de marginalidade que vai continuar-se daquela maneira. É uma mistura de pessoas de boa vontade, de pessoas sérias, com pessoas que não são sérias, que ficam deitado no meio do caminho.» AMASCO

p. 96 «A Rocinha deve conter sua expansão sobre as matas do Parque Nacional da Tijuca. Deve colaborar, ainda, com sua participação, para o controle da expansão dos demais bairros que também avançam sobre seu patrimônio natural. [...] Visitando [o] bairro, não foi difícil constatar o colapso físico-espacial que a Rocinha sofre. Relatórios de saúde registram uma alta incidência de doenças do aparelho respiratório, como tuberculose e alergias, e de doenças da pele, espelhando e denunciando a gravidade dos problemas ambientais que atingem essa população.» (Toledo : 7-8)

p. 97 «...um permanente fluxo de migrantes, que seriam os principais responsáveis pelo adensamento e expansões horizontais mais recentes.» (Toledo, p. 3)

p. 98 «As soluções para serem criados obstáculos à expansão urbana do bairro deverão privilegiar usos públicos para suas fronteiras, incluindo a construção de parques, escolas e vias, voltados para a ampliação do controle social sobre o território.» (Toledo : 7)

p.98 «Algumas ligações viárias propostas terão como objetivo marcar com clareza os limites de expansão horizontal do bairro. Em tais casos, as ruas só poderão ser ocupadas pela população de um dos lados, ficando o lado oposto restrito a áreas públicas, como parques, pontos de coleta seletiva de lixo, estacionamento de veículos e postos policiais.» (Toledo : 9)

p. 98 «E, acaba também aqueles famosos focos de esconderismo, né, como eu falei pra você, que tá metendo, sim? Galeras de bandoleros escondidos, da praia até onde mora... é a mesma coisa, [vai mudar]. A abertura física é uma abertura de mente também.» (AMASCO)

p. 98 (note 113)«essa expansão normalmente discreta, paulatina e difusa»(Toledo : 7)

p. 99 «... sendo uma solução para setores da população de baixa renda, não atendidos por financiamento habitacional nem por sistemas eficientes de transporte público necessários às pessoas que moram e trabalham na cidade.» (Toledo : 5)

p. 99 «Sinergia, espírito solidário, esforço e criatividade capacitaram os seus moradores a identificar, expor e enfrentar os difíceis problemas que os circundam.» (Toledo : 12)

p. 100 «...possuem muito mais moradores que grande parte de nossos municípios, mas, ao longo dos anos, foram esquecidos pelo poder público.» (EMOP : 4)

p. 100 « Eu veja a concepção do trabalho social [do PAC], dentro da perspectiva da relação entre o poder público e as comunidades informais. Houve a remoção dessas comunidades, então, se fez toda a... o capital consolidado ali construído, o parque habitacional, se fez a base social, se fez a articulação econômica que existia ali, para remover para outro local. Era uma outra época, os anos 1970... [...] Então houve um momento que o poder público se relacionava com a favela numa forma de rejeição, que se chama. Então rejeitou: não funciona, não serve, tem que reformular absolutamente. Com a experiência, constatou, que... essa atitude trouxe malefícios. Então, hoje tem, décadas depois, desde o Favela-Bairro, o que é de... de oposição a remoção. No sentido de respeitar e reconhecer aquilo que foi feito, que é o resultado da economia humana, de fato, que tem articulação... sim, com a sociedade do entorno... e que portanto tem que ser preservado. [...] Então o FB tem a perspectiva de reconhecer o que está lá construído, e reconhecer até a riqueza da tipologia dos bairros formais, e dar infraestrutura pra isso.» (PAC-Social)

p. 101 «Isso é um projeto que não vai demorar um, nem dois anos. Vai demorar, *no mínimo*, uns dez anos. Tem que *mexer*, é uma *mudança*... É um jogo de xadrez: sabe aquele jogo, né, que se põe aqui, tira daqui, põe ali, tira daqui... agora, isso feito, vai ser, eu acho, um paratrotê mundial. » (AMASCO)

p. 101 «Quando começamos a estudar a comunidade, concluímos que este não seria apenas um projeto de melhorias físicas, mas, principalmente, um trabalho de planejamento, processual e participativo, que iria requerer um caráter mais integrador, como o de um Plano Diretor.» (Toledo : 12)

p. 102 «Intervenções pontuais de requalificação urbanística e habitacional favorecem as comunidades, mas não possibilitam que haja um real enfrentamento das questões complexas em torno da ocupação do solo, das condições de saneamento, da proteção ao meio-ambiente, do controle do crescimento, da valorização da terra, dentre outras, que permeiam ocupações com esse perfil e densidade.» (Toledo : 16)

p. 102 «Com certeza, os novos equipamentos, eles nada mais são do que um suporte logístico pra ação do poder público. Ou seja, eles vão dar condições, para que o poder atua com muito mais eficiência: m campanhas e em prevenções e eventos e trabalho diário. E isso tão com os equipamentos quanto da urbanização: então urbanização numa vala, abertura numa via. Isso... aumenta muito a qualidade de vida do proprio morador... e isso da mais condições pelo governo agir com eficiencia...» (PAC-Social)

p. 111 « O trabalho social surge de dois questões. A primeira, é a evidencia de que você não conseguia implementar qualquer programa expressivo nas grandes favelas sem o suporte social que... desse cabo, dos moradores. Da demanda do moradores quanto a novidade, quanto a falta de informação... isso sem duvida extrapolaria uma... um trabalho que o proprio construtor pudesse fazer. Então, cria uma demanda de trabalho social de fato... por um lado. Por outro lado a urbanização e a melhoria da questão physica, ela nao garante o desenvolvimento humano. Então, não e uma coisa que da sustentabilidade a intervenção. Se faz uma obra, e eventualmente se tem uma grande qualidade numa região, se as pessoas não acompanhar esse desenvolvimento, ou elas vão ficar as margens ou vão até... migrar pra outro territorio. Então o trabalho social surge a partir dessas duas demandas. Uma, de de fato dar cabo a obra. [...] Do outro lado, sustentabilidade do investimento que vai se feito só pode se dar com trabalho acertado junto ao capital humano. » (PAC-Social)

p. 114-115 «O trabalho social do PAC, em relação ao remanejamento, [...] *da condições* pra que o morador e o responsavel pelo governo possam sentar numa mesa e negociar em pé de igualdade. Igualdade de informação, igualdade de esclarecimento, igualdade de entendimento de todo o processo. Então, como se da o trabalho? Esse trabalho se da atraves de etapas, e a cada etapa a gente... reafirma a aceitação do morador ao processo. Então o morador tem que a cada etapa se comprometer com a conclusão numa negociação, mas segue a cada etapa tem oportunidades de aderir ou não ao processo de remanejamento. Na pratica, nos fazemos uma primera abordagem, uma abordagem domiciliar: bate na porta e comunica. «Eu trabalho pelo PAC, da parte social, a sua casa ta na linha da obra, e nao e boato.» Porque... em comunidade e muito commum boato e a desinformação. Então, o social vai, da noticia, e convida o morador numa reunião de esclarecimento. [...] Nessa reunião, que é explicado? E apresentado brevemente o que é o PAC no Brasil, passando pelo Rio de Janeiro, chegando no PAC-Rocinha. Logo depois a apresentação do PAC, a apresentada a obra em questão, ou seja: *porque* que a casa dele, *especificamente* aquela casa, ta na linha da obra e a casa do vizinho não ta? Entao o trabalho social esclarece essas duvidas. E num terceiro momento, a gente debate o decreto que regulamenta o remanejamento do PAC. Então

explica as leis, os direitos, os deveres e as diretrizes incluídos nessas leis. Esse é um momento de esclarecimento e de debate, e costuma ser caloroso, porque você junta pessoas muitas vezes dissatisfeitas com a necessidade e interesse de se mudar, e há debate... mas, com aceitação.» (PAC-Social)

p. 117 «Isso que você tá perguntando eu diria que é o maior... sucesso do trabalho social até hoje. Porque quando o PAC chega, ele causa muita expectativa, e demanda resposta. Então o trabalho social do PAC na Rocinha, ele entrou, ele teve início, com esta gestão de impactos da obra. Então fizemos mais de cinquenta reuniões para discutir os impactos da obra na Rocinha. Seja interrupção de serviços, fechamento de uma rua, contratações... e as pessoas se mobilizaram *voluntariamente* em toda a questão imediata que é a obra. (...) *Meses depois* como estamos hoje com mais de oito meses de reuniões, a equipe do trabalho social e o canteiro social tem já um grupo de pessoas que o acompanha. E que já deu acordo hoje a discutir outras questões além do PAC. Então são pessoas voluntárias que tiveram início da relação com o trabalho social e toda a obra, que é a nossa narrativa, e num segundo momento, se dispõem para discutir questões de maior alcance para a Rocinha, visto que a obra está garantida, ela vai ser feita, ela vai ser concluída.» (PAC-Social)

p. 129 «Elas podem me perguntar, mas na verdade isso não sei. Porque quem faz essa história, que vai e tira fotos, são o pessoal do consórcio. Eu *so recebo* as fichas de lá. [...] Porque até... até fica complicado, sabe porque... como são ... setores separados mesmo da mesma empresa... porque por exemplo, eu não tenho a noção do número de pessoas que vão sair, mas eu acho que são em torno de cem, dois centos, *mas isso também não sei!* [...] Para pessoas é relocar, mas para a obra o que tá fazendo é liberando o espaço para eles poder trabalhar. » (PAC-Légal)

p. 129 «Em teoria, o que aconteceria é : só se recusa, não sai, não sai, começou a obra, a casa dela tá em pé sozinha no meio da obra. [Mas] o tráfico tá muito a favor da obra. Muito a favor da obra, e muito preocupado com a possibilidade do consórcio utilizar a polícia para tirar as pessoas. Então, através da associação de moradores mesmo, eles... chamam a pessoa para conversar e falar tem que você ir... aqui, não aconteceu, mas em teoria o que teria de ser feito é : a pessoa não quer, então vai passar pelo estado. Porque teoricamente, *sendo o terreno do estado*... o governo tem propriedade de desapropriar sem... como que foi feito com aquele prédio... [o Minhocão]. «Terreno do estado, eu não quero saber, eu vou derrubar ele e meu. » Teoricamente é isso. Mas a gente não tem muito como se preocupar com isso... o caminho tem sido sempre procurar ajuda mesmo das associações... mas e também é meio difícil, só ficar, manter assim... sabe porque: vai ficar uma casa sozinha no meio da obra, da bagunça, da poeira, a pessoa acaba querendo sair. » (PAC-Légal)

p. 131-132 «A dificuldade maior que pessoal commenta aqui é que aqui os imoveis sao *muito* caros. E ta ficando cada vez mais. E na verdade isso aconteceu em todas as comunidades que a gente trabalhou, sabe, sempre aumenta. So que aquilo: aumenta... *aqui*, eles têm muitas coisas tipo que «é a zona sul, a Rocinha nao é favela, a Rocinha tem tudo»... eles tem muito o *orgulho* de ser Rocinha que nas outras comunidades nao é tao... No complexo do Alemao, voce tem casas *muito melhores* que as que... tem aqui, isso poque elas sao maiores, là tem muito mais espaço, a pessoa com o dinheiro da indenizacao consegue comprar realmente... parecida com a delas, e aqui nao. Se chega a uma coisa surreal, se voce imaginar que aqui na Rocinha tem casa de 100 000R\$, uma casa que voce tem nenhuma documentacao! Chega ser assustador!» (PAC-Légal)

p. 134 «Os objetos das disputas mudam, as formas de mobilização adaptam-se às conjunturas, mas o controle institucional assim negociado reproduz — com a própria participação dos favelados mobilizados — o padrão secular de integração fragmentada e o enorme diferencial de poder que o sustenta.» (Silva, 2002: 232)

